



PROGRAMME OPÉRATIONNEL DE LA RÉGION PICARDIE POUR LA PÉRIODE 2014-2020

Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)
Fonds Social Européen (FSE)

DOCUMENT DE MISE EN OEUVRE (DOMO)



SOMMAIRE

AXE 1. Développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation sous toutes ses formes

OS 1	Accroître les activités de recherche publique, en particulier dans les domaines de spécialisation de la RIS3	
1a	<u>Soutien à l'excellence de la recherche publique, et promotion des partenariats avec le monde de l'entreprise, en optimisant l'environnement des équipes de recherche par des équipements performants et des infrastructures adaptées</u>	6
1b	<u>Accroissement du potentiel régional en R&D en encourageant les recrutements en cadres de recherche</u>	8
OS 2	Augmenter le nombre de produits, procédés et services issus de la recherche collaborative	
2a	<u>Création et/ou développement de structures dédiées au transfert de technologie ou à l'expérimentation ouverte (living labs)</u>	10
2b	<u>Création et/ou développement de structures d'animation et soutien aux initiatives visant à accompagner les entreprises dans leurs démarches d'innovation, le montage de projets et la constitution de réseaux</u>	13
2c	<u>Soutien aux projets de R&D et d'innovation, et en particulier les projets collaboratifs</u>	16
2d	<u>Appui à des projets démonstrateurs préindustriels et industriels, en particulier dans les domaines de la spécialisation intelligente</u>	19
2e	<u>Soutien à l'implantation et au développement de centres de R&D privés en soutenant les investissements matériels</u>	22
OS 3	Accroître l'entrepreneuriat et la pérennité des entreprises nouvelles créées	
3a	<u>Promotion et sensibilisation aux métiers de l'industrie et à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes</u>	25
3b	<u>Accompagnement indirect de la création d'entreprises : structurer et conforter le dispositif régional d'accompagnement à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, en favorisant les projets innovants, en particulier issus de la recherche</u>	28
3c	<u>Accompagnement direct de la création d'entreprises : développer un accompagnement financier des projets adaptés à chaque phase de progression des outils de financement des projets de création d'entreprises innovantes adaptés aux différentes phases du projet</u>	31
3d	<u>Développement et création de services de proximité</u>	34
OS 4	Augmenter le chiffre d'affaires total à l'export des entreprises	
4a	<u>Abondement des outils financiers régionaux innovants pour accompagner le développement et la compétitivité des entreprises</u>	37
4b	<u>Soutien à l'internationalisation des entreprises régionales</u>	40
4c	<u>Soutien aux collaborations inter-entreprises</u>	42

AXE 2. Renforcer l'accès au numérique dans une logique de compétitivité et d'inclusion

OS 5	Déployer les infrastructures très haut débit sur les territoires où le marché est défaillant	
5a	<u>Soutien au raccordement des entreprises / établissements et bâtiments publics prioritaires dans le cadre des Schémas Directeurs territoriaux d'Aménagement Numériques</u>	45

OS 6	Augmenter l'usage des services numériques par les entreprises et les structures de recherche	
6a	<u>Equipements des centres de recherche et des entreprises en outils numériques</u>	48
6b	<u>Accompagnement des acteurs économiques aux mutations numériques</u>	51
OS 7	Augmenter les usages numériques au sein de la population, et en particulier les jeunes	
7a	<u>Développement et promotion des usages numériques dans l'éducation et la formation</u>	54
7b	<u>Accompagnement du déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers</u>	56
7c	<u>Appui à la création de biens communs numériques</u>	58

AXE 3. Favoriser la mutation vers une économie décarbonnée

OS 8	Doubler la production d'énergies renouvelables d'ici 2020	
8a	<u>Soutien à des projets de production d'énergies renouvelables sur les filières émergentes en région</u>	60
8b	<u>Accompagnement des territoires volontaires pour développer des productions d'énergie décentralisées tendant à des bilans énergétiques (production / consommation) positifs</u>	63
8c	<u>Impulsion, structuration et animation des filières d'énergies renouvelables</u>	66
OS 9	Favoriser les modes de production les moins consommateurs en énergie dans les entreprises	
9a	<u>Amélioration de la performance énergétique des entreprises au niveau des process et des utilités industrielles</u>	69
9b	<u>Promotion des démarches d'entreprises et inter-entreprises (investissements, organisations...) permettant d'améliorer leur performance énergétique et économique (économie circulaire notamment par la mutualisation / l'échange de flux et l'écoconception)</u>	72
OS 10	Réduire la consommation énergétique dans les bâtiments publics et le logement	
10a	<u>Accompagnement des maîtres d'ouvrage publics dans des projets d'amélioration de la performance énergétique de leurs bâtiments (neufs et anciens)</u>	75
10b	<u>Soutien à la réhabilitation thermique du parc de logement social et à destination des ménages du parc privé en situation de précarité énergétique</u>	78
10c	<u>Expérimentation en matière d'instruments financiers innovants pour la rénovation énergétique des logements privés</u>	81
10d	<u>Structuration et animation de la filière éco-bâtiment</u>	84
OS 11	Favoriser une mobilité durable et réduire l'auto-solisme, en particulier en milieu urbain	
11a	<u>Solutions alternatives à la pratique auto-soliste</u>	87
11b	<u>Renforcement du rôle des gares comme lieux stratégiques pour l'aménagement du territoire, en accompagnant plus particulièrement les services de rabattement vers les gares</u>	90
11c	<u>Meilleure connaissance des besoins et des comportements en mobilité des habitants pour orienter leurs usages vers des pratiques de déplacement durables et aider à la définition des principes d'aménagement</u>	92
11d	<u>Appui à la coordination des réseaux de transport et au renforcement de l'intermodalité</u>	94
11e	<u>Accompagnement des ménages les plus fragiles, notamment ceux des quartiers prioritaires, et aux plus dépendants à la voiture en leur permettant d'avoir une mobilité durable</u>	96
11f	<u>Promotion d'un urbanisme durable et polarisé (dans les pôles secondaires au sens de l'INSEE)</u>	98

AXE 4. Composer avec les risques naturels et climatiques et valoriser les ressources naturelles et paysagères de Picardie

OS 12	Augmenter la résilience du territoire aux risques naturels et au changement climatique	
12a	Travaux et actions de prévention et de gestion des submersions marines et érosion du trait de côte	100
12b	Actions de prévention et de gestion des inondations (débordement de cours d'eau, remontée de nappes)	103
12c	Actions liées aux effondrements de terrain	106
12d	Actions d'adaptation au changement climatique	109
OS 13	Augmenter la superficie et la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés	
13a	Amélioration et valorisation de la connaissance en vue d'une prise en compte accrue de la biodiversité dans les outils de planification et, plus précisément, d'une meilleure aide à la décision	112
13b	Restauration, gestion et valorisation du réseau écologique régional et des paysages emblématiques	115
13c	Actions de protection des sols dans l'aménagement en milieu urbain et rural (lutte contre l'érosion)	118
OS 14	Requalifier les espaces urbains dégradés	
14a	Restructuration qualitative des espaces urbains dégradés afin d'en faire des espaces mieux partagés, accueillant des usages multiples et inscrits dans une perspective durable	121

AXE 5. Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes picards par la formation tout au long de la vie par l'acquisition de compétences

OS 15	Accroître le nombre de jeunes picards qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, intégrant des parcours d'insertion professionnelle	
15a	Actions de formation sous maîtrise d'ouvrage régionale dans le cadre de ses compétences	124

AXE 6. Favoriser une croissance inclusive par le développement des compétences

OS 16	Augmenter le nombre de demandeurs d'emplois intégrant des actions de qualification pour une insertion durable	
16a	Actions de portée générale : organisation et financement d'actions dans le domaine de la formation professionnelle continue	127
OS 17	Accroître la qualification des demandeurs d'emploi par une offre de formation qualifiante répondant aux besoins de l'économie régionale	
17a	Formation des demandeurs d'emploi : actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès et le retour à l'emploi	130
OS 18	Augmenter les créations et le taux de survie des entreprises du secteur de l'ESS	
18a	Actions de soutien à la création des entreprises d'économie sociale et solidaire	133
18b	Actions de soutien à la consolidation et au développement des entreprises d'économie sociale et solidaire	135

AXE 7. Favoriser une croissance inclusive par l'amélioration des conditions de vie des populations picardes les plus vulnérables

OS 19 Améliorer l'offre de services accessibles aux populations des quartiers paupérisés

19a [Financement d'équipements publics](#) 137

OS 20 Adapter et réhabiliter l'offre d'hébergement et d'accès au logement des communautés marginalisées

20a [Réhabilitation des centres d'hébergement \(CHU, CHRS et CADA\)](#) 140

20b [Réhabilitation des logements temporaires \(Maison relais, résidence sociale, FJT et FTM\)](#) 143

AXE 8. Assistance technique FEDER

OS 21 Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard

21a [Accompagnement des autorités du programme en vue d'un fonctionnement efficace du programme](#) 146

21b [Communication sur le programme et animation du partenariat régional](#) 149

OS 22 Fournir une aide à l'ingénierie adaptée aux territoires picards

22a [Accompagnement des démarches territoriales intégrées](#) 152

AXE 9. Assistance technique FSE

OS 23 Accompagner les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme opérationnel picard

23a [Accompagnement des autorités du programme en vue d'un fonctionnement efficace du programme](#) 154

23b [Communication sur le programme et animation du partenariat régional](#) 157

NB : une partie des crédits dédiés aux actions des OS 3, 7, 8, 9, 10, 11, 15, 16, 17, 18 et 20 sont mis en œuvre dans le cadre de l'Appel à Projets ITI (Investissement Territorial Intégré) urbain. Les actions des OS 14 et 19 sont quant à elles uniquement dédiées aux opérateurs inscrits dans le cadre de la démarche ITI.

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.a
	Objectif spécifique	1
	Type d'action	1a

Intitulé	Soutien à l'excellence de la recherche publique, et promotion des partenariats avec le monde de l'entreprise, en optimisant l'environnement des équipes de recherche par des équipements performants et des infrastructures adaptées
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Développement du potentiel de recherche et de formation supérieure en Picardie et l'amélioration de sa corrélation aux processus d'innovation des entreprises.
-------------------------	--

Constat	<p>En 2009, le potentiel de recherche et de développement de la Picardie est relativement faible en comparaison avec son PIB et son poids démographique. Les indicateurs de l'Observatoire des sciences et des techniques (hors sciences humaines et sociales - SHS) montrent une production scientifique en rapport avec le potentiel de la recherche et une visibilité de la recherche en progression. Si la recherche publique en Picardie souffre globalement d'un déficit de taille, elle a su se focaliser sur des secteurs à fort potentiel et atteindre l'excellence comme pour le stockage électrochimique de l'énergie ou la maîtrise des systèmes de systèmes.</p> <p>La recherche privée est prépondérante par rapport à la recherche publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la recherche privée représente 1 % du PIB régional alors que la recherche publique ne représente que 0,2 % (données CCIR 2011), - près de 68 % des chercheurs se trouvent dans les entreprises (France : 58 %), - 80 % des dépenses de R&D se font dans les entreprises.
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités des acteurs publics de la recherche prioritairement sur les segments de la spécialisation intelligente en investissant dans de nouveaux outils de recherche structurants et regroupés sur des plateformes mutualisées et ouvertes à des partenaires extérieurs. ➤ Rendre plus attractives et plus visibles les équipes de recherche régionales en renforçant leur potentiel humain autour des projets prioritaires pour la région. ➤ Augmenter le nombre de chercheurs dans les équipes pour qu'elles atteignent une taille suffisante. ➤ Accroître le poids de la recherche publique et sa place dans la compétition internationale en favorisant la production scientifique et les retombées en termes d'innovation pour les entreprises.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	29,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	58,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible	Monde de la recherche, de l'enseignement supérieur, de l'innovation et du transfert de technologie.
---------------------	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Universités, écoles, grands organismes de recherche, structures porteuses d'un Programme d'Investissement d'Avenir, autres structures de formation et d'enseignement supérieur, structures porteuses d'un «living-lab» ou d'un «Fab-lab».
Dépenses éligibles	Constructions, acquisitions et/ou requalifications immobilières, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Il s'agira essentiellement d'une instruction de dossiers permettant de renforcer les axes structurants ou en émergence de la RIS3 et les approches transversales, ➤ Les dossiers issus d'appels à projets nationaux (programmes d'investissements d'avenir par exemple) ou européens passés ou futurs seront étudiés en priorité. ➤ mutualisation d'équipements, pourcentage d'utilisation pour des projets de RDI collaboratifs
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Acquisition et implantation d'équipements scientifiques structurants et mutualisés. ➤ Développement d'infrastructures en lien notamment avec les domaines de spécialisation intelligente. <p>Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux équipes de recherche d'appuyer leurs travaux sur des outils de pointe.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération)</p> <p>Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien (ETP)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA)</p> <p>Valeur de référence : 109M€ / Valeur cible à 2023 : 114 M€</p>
Cadre de performance	<p>Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération)</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52</p> <p>Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.a
	Objectif spécifique	1
	Type d'action	1b

Intitulé	Accroissement du potentiel régional en R&D en encourageant les recrutements en cadres de recherche
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Développement du potentiel de recherche et de formation supérieure en Picardie et l'amélioration de sa corrélation aux processus d'innovation des entreprises.
-------------------------	--

Constat	<p>En 2009, le potentiel de recherche et de développement de la Picardie est relativement faible en comparaison avec son PIB et son poids démographique. Les indicateurs de l'Observatoire des sciences et des techniques (hors sciences humaines et sociales - SHS) montrent une production scientifique en rapport avec le potentiel de la recherche et une visibilité de la recherche en progression. Si la recherche publique en Picardie souffre globalement d'un déficit de taille, elle a su se focaliser sur des secteurs à fort potentiel et atteindre l'excellence comme pour le stockage électrochimique de l'énergie ou la maîtrise des systèmes de systèmes.</p> <p>La recherche privée est prépondérante par rapport à la recherche publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la recherche privée représente 1 % du PIB régional alors que la recherche publique ne représente que 0,2 % (données CCIR 2011), - près de 68 % des chercheurs se trouvent dans les entreprises (France : 58 %), - 80 % des dépenses de recherche et de développement se font dans les entreprises.
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités des acteurs publics de la recherche prioritairement sur les segments de la spécialisation intelligente en investissant dans de nouveaux outils de recherche structurants et regroupés sur des plateformes mutualisées et ouvertes à des partenaires extérieurs. ➤ Rendre plus attractives et plus visibles les équipes de recherche régionales en renforçant leur potentiel humain autour des projets prioritaires pour la région. ➤ Augmenter le nombre de chercheurs dans les équipes pour qu'elles atteignent une taille suffisante. ➤ Accroître le poids de la recherche publique et sa place dans la compétition internationale en favorisant la production scientifique et les retombées en termes d'innovation pour les entreprises.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	7,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	50,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible	Monde de la recherche, de l'enseignement supérieur, de l'innovation et du transfert de technologie.
---------------------	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Universités, écoles, grands organismes de recherche, structures porteuses d'un Programme d'Investissement d'Avenir, autres structures de formation et d'enseignement supérieur, entreprises.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants : Le principe de l'appel à projets, déjà adopté depuis de nombreuses années, sera privilégié de même que le principe d'une expertise externe. Les grilles de sélection/notation des projets prendront en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les domaines de spécialisation issus de la stratégie de spécialisation intelligente, ➤ l'impact structurant des opérations (envergure régionale, volume de chercheurs impactés, outil mis à disposition de plusieurs cibles, mutualisation, nouveau maillon sur la chaîne de valeurs sur le territoire), ➤ le critère d'excellence et de différenciation, ➤ les principes du développement durable, ➤ Labellisation « innovation sociale » pour les projets candidatant à ce titre. <p>Les postes de l'action 1.b seront par ailleurs systématiquement ouverts aux femmes et aux hommes avec égalité du niveau de rémunération des chercheurs et chercheuses.</p>
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Implantation de nouvelles chaires académiques et/ou industrielles. ➤ Financement de doctorants et de post-doctorants notamment en lien avec les entreprises. ➤ Accueil de chercheurs de haut niveau. <p>Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux équipes de recherche d'atteindre une masse critique suffisante à une bonne visibilité internationale et auprès des entreprises.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération)</p> <p>Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien (ETP)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA)</p> <p>Valeur de référence : 109M€ / Valeur cible à 2023 : 114 M€</p>
Cadre de performance	<p>Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération)</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52</p> <p>Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.b
	Objectif spécifique	2
	Type d'action	2a

Intitulé	Création et/ou développement de structures dédiées au transfert de technologie ou à l'expérimentation ouverte (living labs)
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.
-------------------------	--

Constat	<p>Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises).</p> <p>A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bio raffineries et bio économie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...).</p> <p>Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3.</p> <p>La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels. La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé. ➤ Soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises. ➤ Renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes. ➤ Favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation. ➤ Accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés. ➤ Développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services. ➤ Attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.
-------------------------	---

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	11,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	48,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*
Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Centres de transfert, clusters, pôles de compétitivité, entreprises, collectivités territoriales, universités, écoles.	
Dépenses éligibles	Constructions, acquisitions et/ou requalifications immobilières, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Inscription dans un ou plusieurs domaines de la stratégie de spécialisation intelligente,➤ l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants,➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015➤ l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire,➤ la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action,➤ la prise en compte des principes du développement durable,➤ la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional,➤ Labellisation « innovation sociale » pour les projets candidatant à ce titre.	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none">➤ Equipements scientifiques, bancs d'essais et lignes pilotes.➤ Opérations immobilières pour l'implantation et le développement des structures de transfert.➤ Aménagement de zones/espaces d'expérimentation ouverte d'outils et services innovants.➤ Plans d'actions et/ou programme de R&D pluriannuels. <p>Ce type d'actions a pour but d'accélérer le transfert de connaissances issues du monde de la recherche vers les entreprises et la création de valeur et d'inciter à une plus grande collaboration entre ces acteurs.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (entreprise)
-----------------------------------	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état

	Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (euro)
Indicateurs de résultat	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) Valeur de référence : 466M€ / Valeur cible à 2023 : 489M€
Cadre de performance	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52 Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.b
	Objectif spécifique	2
	Type d'action	2b

Intitulé

Création et/ou développement de structures d'animation et soutien aux initiatives visant à accompagner les entreprises dans leurs démarches d'innovation, le montage de projets et la constitution de réseaux

JUSTIFICATION

Résultat attendu

Augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.

Constat

Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises).

A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bio raffineries et bio économie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...).

Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3.

La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels.

La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.

Enjeux à traiter

- Renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé.
- Soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises.
- Renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes.
- Favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation.
- Accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés.

- Développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services.
- Attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 4,20 M€ Taux de cofinancement moyen 60,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Structures d'animation et de soutien à l'innovation, plateformes de transfert et d'innovation, pôles de compétitivité, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, groupements d'entreprises, fabriques à initiatives.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans un ou plusieurs domaines de la stratégie de spécialisation intelligente, ➤ l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire, ➤ la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action, ➤ la prise en compte des principes du développement durable, ➤ la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional, ➤ Labellisation « innovation sociale » pour les projets candidatant à ce titre.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement d'un réseau de pôles technopolitains, ancré sur le territoire, pour animer et optimiser le processus d'innovation sur l'ensemble du territoire. ➤ Soutien des actions des pôles de compétitivité. ➤ Mise en place d'un pôle « études et prospective » pour accompagner la stratégie régionale d'innovation. Ces actions auront pour vocation de favoriser le transfert de connaissances, de prospecter les entreprises et de leur fournir un accompagnement individuel ou collectif, d'impulser des modes de travail collaboratif et une culture du partenariat au sein des entreprises. Elles devront promouvoir l'innovation au sens large (processus, design, management, éco-innovation, innovation sociale).
Référence à la réglementation des aides d'état	Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (entreprise) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (euro)
Indicateurs de résultat	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) Valeur de référence : 466M€ / Valeur cible à 2023 : 489M€
Cadre de performance	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52 Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)

INTERLOCUTEURS

Services instructeurs	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES) pour les projets hors champ de l'innovation sociale Mission Création, Commerce, Artisanat, Tourisme et ESS (CCATESS) pour les projets ayant trait à l'innovation sociale
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES pour les projets hors champ de l'innovation sociale CCATESS pour les projets ayant trait à l'innovation sociale

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.b
	Objectif spécifique	2
	Type d'action	2c

Intitulé	Soutien aux projets de R&D et d'innovation et en particulier les projets collaboratifs
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.
-------------------------	--

Constat	<p>Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises).</p> <p>A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bio raffineries et bio économie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...).</p> <p>Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3.</p> <p>La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels. La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé. ➤ Soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises. ➤ Renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes. ➤ Favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation. ➤ Accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés. ➤ Développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services. ➤ Attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.
-------------------------	---

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	8,60 M€
	Taux de cofinancement moyen	29,0%
	Taux plafond d'aides publiques	80%*
Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Universités, grands organismes de recherche, centres de transfert, écoles, entreprises, clusters, plateformes, pôles de compétitivité, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, pôles territoriaux de coopération économique.	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans un ou plusieurs domaines de la stratégie de spécialisation intelligente, ➤ l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire, ➤ la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action, ➤ la prise en compte des principes du développement durable, ➤ la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional, ➤ Labellisation « innovation sociale » pour les projets candidatant à ce titre. 	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Lancement d'appels à projets régionaux thématiques liés aux domaines de spécialisation et en émergence de la RIS3. ➤ Cofinancement de projets issus des appels à projets nationaux ou européens. ➤ Aide au montage de projets collaboratifs de dimension nationale ou européenne. <p>Ce type d'actions a pour vocation de soutenir des projets depuis leur maturation (test de la faisabilité technique des idées, analyse de la viabilité économique...) jusqu'à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services. Elles ont aussi pour vocation de favoriser les collaborations internationales notamment en association avec les acteurs publics et privés.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (entreprise) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (euro)
Indicateurs de résultat	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) Valeur de référence : 466M€ / Valeur cible à 2023 : 489M€
Cadre de performance	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52 Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIREs) pour les projets hors champ de l'innovation sociale Mission Création, Commerce, Artisanat, Tourisme et ESS (CCATESS) pour les projets ayant trait à l'innovation sociale
Lieu de dépôt des dossiers	DIREs pour les projets hors champ de l'innovation sociale CCATESS pour les projets ayant trait à l'innovation sociale

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.b
	Objectif spécifique	2
	Type d'action	2d

Intitulé	Appui à des projets démonstrateurs préindustriels et industriels en particulier dans les domaines de la spécialisation intelligente.
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.
-------------------------	--

Constat	<p>Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises).</p> <p>A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bio raffineries et bio économie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...).</p> <p>Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3.</p> <p>La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels. La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé. ➤ Soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises. ➤ Renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes. ➤ Favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation. ➤ Accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés. ➤ Développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services. ➤ Attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.
-------------------------	---

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	2,50 M€
	Taux de cofinancement moyen	18,0%
	Taux plafond d'aides publiques	80%*
Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Universités, grands organismes de recherche, centre de transfert, écoles, entreprises, clusters, plateformes, structures porteuses de programmes d'investissements d'avenir, pôles de compétitivité, pôles territoriaux de coopération économique.	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Inscription dans un ou plusieurs domaines de la stratégie de spécialisation intelligente,➤ l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants,➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015➤ l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire,➤ la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action,➤ la prise en compte des principes du développement durable,➤ la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional.	
Exemples d'actions	<p>➤ Financement d'équipements et de leur implantation sur le territoire.</p> <p>Ce type d'actions a pour vocation d'accompagner cette phase particulièrement critique du processus d'innovation, souvent onéreuse et avec une garantie de succès encore aléatoire, difficilement compatible avec les logiques et les moyens d'investissement des entreprises et des PME en particulier.</p> <p>Ce type d'actions a également pour vocation de promouvoir une technologie non encore diffusée auprès de divers types d'entreprises.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (entreprise) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (euro)
-----------------------------------	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Indicateurs de résultat	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) Valeur de référence : 466M€ / Valeur cible à 2023 : 489M€
Cadre de performance	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52 Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	1.b
	Objectif spécifique	2
	Type d'action	2e

Intitulé	Soutien à l'implantation et au développement de centres de R&D privés en soutenant les investissements matériels
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation de la valeur ajoutée et de l'emploi pérenne dans les entreprises régionales, notamment via le renforcement des partenariats publics-privés dans les projets de R&D.
-------------------------	--

Constat	<p>Depuis plusieurs années, la Picardie a structuré les activités d'innovation des entreprises du territoire en mettant en place des outils tels que les pôles de compétitivité ainsi que d'autres formes de clusters (systèmes productifs locaux, grappes d'entreprises).</p> <p>A titre d'exemple, le pôle à vocation mondiale IAR, sur son périmètre bi-régional, a labellisé plus de 150 projets depuis sa création et alimenté ainsi l'axe stratégique « bio raffineries et bio économie » porté par la région Picardie dans le cadre de la SRI-RIS3. De même, le pôle I-Trans a labellisé 129 projets se rapportant au domaine de spécialisation « mobilité et urbanité ». Ces pôles de compétitivité ont contribué à l'émergence sur le territoire d'outils d'innovation mutualisés, qui bénéficient d'une labellisation et d'un financement au titre des programmes d'investissements d'avenir (ITE PIVERT, PFMI IMPROVE, IRT RAILENIUM, Plateformes STEEVE et CADEMCE...).</p> <p>Plusieurs outils et dispositifs ont aussi été mis en place pour structurer et animer les démarches d'innovation. C'est le cas de l'ARI Picardie, de l'Institut Godin, ou encore de la plateforme IndustriLAB. C'est enfin la démarche « Picardie Technopole » qui a vocation à intégrer la mission de structuration et d'animation de l'innovation pour la période 2014-2020 dans le cadre de la RIS3.</p> <p>La Picardie bénéficie par ailleurs d'un réseau de centres de transfert dynamique et bien centré sur les axes stratégiques prioritaires de la région. Néanmoins, les moyens humains et matériels dont disposent ces structures ont besoin d'être complétés et renforcés pour accroître leur taille et leur capacité à répondre aux attentes des industriels. La dynamique du réseau des entreprises et des centres de recherche doit être amplifiée par le soutien à de nouveaux projets collaboratifs en prise directe avec de nouveaux produits, procédés, marchés et de nouvelles pratiques relevant notamment de l'innovation sociale.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer et faciliter le transfert et l'exploitation des résultats de la recherche publique dans le secteur privé. ➤ Soutenir la structuration des acteurs régionaux de l'innovation et de transfert et favoriser l'animation en direction des entreprises. ➤ Renforcer les démarches d'innovation dans les entreprises en favorisant les collaborations scientifiques externes. ➤ Favoriser les partenariats publics-privés et les collaborations interentreprises autour de l'innovation. ➤ Accompagner les entreprises dans les différentes étapes du passage de l'innovation aux marchés. ➤ Développer de l'activité et dégager de la rentabilité par la création ou l'amélioration des produits, procédés et services. ➤ Attirer ou développer des centres de R&D privés sur le territoire grâce aux dynamiques mises en place.
-------------------------	---

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	0,70 M€
	Taux de cofinancement moyen	9,0%
	Taux plafond d'aides publiques	50%*
Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation sous toutes ses formes, du transfert de technologie et des entreprises.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Entreprises ou groupements d'entreprises.	
Dépenses éligibles	Etudes, conseil, Investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Inscription dans un ou plusieurs domaines de la stratégie de spécialisation intelligente,➤ l'analyse technico-économique réalisée par des experts indépendants,➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015➤ l'importance des enjeux économiques et des retombées scientifiques et technologiques pour le territoire,➤ la qualité des collaborations et le nombre d'entreprises impactées directement ou indirectement par l'action,➤ la prise en compte des principes du développement durable,➤ la visibilité de l'action et son impact sur l'attractivité du territoire régional.	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none">➤ Financement d'équipements de R&D et de leur implantation. <p>Ce type d'actions a pour vocation d'attirer des ressources en R&D privée sur le territoire régional ou de conforter des centres déjà existants en accompagnant leur développement.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération) Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche (entreprise) Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (euro)
Indicateurs de résultat	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises (DIRDE) Valeur de référence : 466M€ / Valeur cible à 2023 : 489M€

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Cadre de performance

Nombre d'opérations réalisées dans les structures de RDI (opération)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 15 / Valeur cible à 2023 : 52
Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 32 / Valeur cible à 2023 : 149 (ETP)

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)

Lieu de dépôt des dossiers

DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.a
	Objectif spécifique	3
	Type d'action	3a

Intitulé	Promotion et sensibilisation aux métiers de l'industrie et à l'entrepreneuriat sous toutes ses formes
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois sur le territoire picard et leur pérennisation.
-------------------------	--

Constat	<p>Les crises successives ont eu pour effet une diminution importante de la création d'entreprises en Picardie. L'évolution de ce nombre de créations d'entreprises est une bonne illustration de la conjoncture économique. A titre indicatif, les créations d'entreprises en Picardie ont chuté de 9,6 % pour l'année 2012.</p> <p>Si la création d'entreprises ne constitue qu'un des volets de l'entrepreneuriat, elle en représente néanmoins un indicateur utile pour orienter les politiques publiques. Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les autoentrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement ; source INSEE/Sirene). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'autoentrepreneurs a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).</p> <p>Un effort tout particulier doit donc être mené, en Picardie, pour développer la culture de l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes à tous les niveaux de formation. Il s'agit également de faciliter le parcours du créateur d'entreprises innovantes en simplifiant et optimisant les conditions d'accès à des financements et à une offre d'accompagnement adaptés. Il s'avère, par ailleurs, nécessaire de développer la création d'entreprises de proximité afin de répondre aux attentes nouvelles des habitants et des visiteurs et aux enjeux sociétaux des territoires.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accroître l'envie d'entreprendre notamment chez les jeunes. ➤ Accroître le nombre d'entreprises issues de la recherche. ➤ Accompagner le porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui proposer une offre d'hébergement. ➤ Favoriser les synergies entre étudiants, chercheurs, entreprises autour de problématiques pour susciter de nouveaux projets. ➤ Innover dans l'organisation de l'économie de proximité sur les territoires en impulsant avec les collectivités locales des nouvelles démarches en faveur des professionnels de l'artisanat, du commerce, des services et du tourisme, apporter des réponses socialement innovantes aux besoins des habitants et aux enjeux des territoires et développer sur les destinations touristiques l'économie d'expérience. <p>Cette priorité aura pour but de stimuler en particulier la création d'entreprises et d'emplois dans les domaines retenus dans la stratégie de la spécialisation intelligente, mais reste ouverte à l'ensemble des secteurs, compte tenu des efforts à fournir dans ce domaine.</p> <p>Le FSE interviendra en articulation avec les actions soutenues au titre de cette priorité, dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des porteurs de projets de création ou de reprises. Cette priorité s'articule, par ailleurs, avec la priorité d'investissement 9v de l'axe 6 sur le domaine de l'économie sociale et solidaire.</p>
-------------------------	---

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	3,20 M€
	Taux de cofinancement moyen	60,0%
	Taux plafond d'aides publiques	70%*
Groupe cible	<p>Lycéens et étudiants de la formation initiale, continue et professionnelle ; porteurs de projets de création d'entreprises, jeunes entreprises ; entreprises innovantes (technologiques, service, innovation sociale...), entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>De par sa nature (soutien aux jeunes entreprises), cet OS vise prioritairement les PME mais pourrait concerner à la marge et indirectement des ETI (dans le cadre d'actions collectives par exemple) et dans le respect des régimes d'aide d'Etat.</p>	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Universités, écoles, lycées, organismes de formation continue, organismes de CSTI, autres structures de formation, collectivités territoriales, entreprises, clusters, syndicats, branches professionnelles, associations, pôle de compétitivité, réseau consulaire.	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Leur caractère structurant à l'échelle du territoire (envergure régionale, réponse à un schéma local d'organisation des services, mutualisation/partenariats novateurs) ainsi qu'en termes de masse critique,➤ leur caractère innovant (dimension d'innovation sociale, contribution à la RIS3),➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité hommes-femmes, égalité des chances et lutte contre la discrimination),➤ Labellisation « innovation sociale » pour les projets candidatant à ce titre.	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none">➤ Actions de sensibilisation et de formation à l'entrepreneuriat dans les écoles d'enseignement supérieur.➤ Actions de culture scientifique et technique auprès des jeunes pour la promotion des métiers en particulier de l'industrie.➤ Développement d'outils et de contenus pédagogiques.➤ Organisation d'événementiels autour l'entrepreneuriat et la création d'entreprises. <p>L'objectif est de lever les barrières culturelles existantes sur la création d'entreprises jugée trop complexe et d'attirer les jeunes vers les métiers de l'industrie.</p> <p>Ce type d'action sera articulé avec les actions d'accompagnement soutenues par le FSE (PI 10iii).</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise) Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise) Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise) Augmentation de l'emploi dans les entreprises (ETP)
Indicateurs de résultat	Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles ⇒ Valeur de référence : 6,7% / Valeur cible à 2023 : 12% Taux de survie des entreprises à 3 ans ⇒ Valeur de référence : 60,6% / Valeur cible à 2023 : 66%
Cadre de performance	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.a
	Objectif spécifique	3
	Type d'action	3b

Intitulé	Accompagnement indirect de la création d'entreprises : structurer et conforter le dispositif régional d'accompagnement à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, en favorisant les projets innovants, en particulier issus de la recherche
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois sur le territoire picard et leur pérennisation.
-------------------------	--

Constat	<p>Les crises successives ont eu pour effet une diminution importante de la création d'entreprises en Picardie. L'évolution de ce nombre de créations d'entreprises est une bonne illustration de la conjoncture économique. A titre indicatif, les créations d'entreprises en Picardie ont chuté de 9,6 % pour l'année 2012.</p> <p>Si la création d'entreprises ne constitue qu'un des volets de l'entrepreneuriat, elle en représente néanmoins un indicateur utile pour orienter les politiques publiques. Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les autoentrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement ; source INSEE/Sirene). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'autoentrepreneurs a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).</p> <p>Un effort tout particulier doit donc être mené, en Picardie, pour développer la culture de l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes à tous les niveaux de formation. Il s'agit également de faciliter le parcours du créateur d'entreprises innovantes en simplifiant et optimisant les conditions d'accès à des financements et à une offre d'accompagnement adaptés.</p> <p>Il s'avère, par ailleurs, nécessaire de développer la création d'entreprises de proximité afin de répondre aux attentes nouvelles des habitants et des visiteurs et aux enjeux sociétaux des territoires.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accroître l'envie d'entreprendre notamment chez les jeunes. ➤ Accroître le nombre d'entreprises issues de la recherche. ➤ Accompagner le porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui proposer une offre d'hébergement. ➤ Favoriser les synergies entre étudiants, chercheurs, entreprises autour de problématiques pour susciter de nouveaux projets. ➤ Innover dans l'organisation de l'économie de proximité sur les territoires en impulsant avec les collectivités locales des nouvelles démarches en faveur des professionnels de l'artisanat, du commerce, des services et du tourisme, apporter des réponses socialement innovantes aux besoins des habitants et aux enjeux des territoires et développer sur les destinations touristiques l'économie d'expérience. <p>Cette priorité aura pour but de stimuler en particulier la création d'entreprises et d'emplois dans les domaines retenus dans la stratégie de la spécialisation intelligente, mais reste ouverte à l'ensemble des secteurs, compte tenu des efforts à fournir dans ce domaine.</p> <p>Le FSE interviendra en articulation avec les actions soutenues au titre de cette priorité,</p>
-------------------------	--

dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des porteurs de projets de création ou de reprises. Cette priorité s'articule, par ailleurs, avec la priorité d'investissement 9v de l'axe 6 sur le domaine de l'économie sociale et solidaire.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 4,40 M€ Taux de cofinancement moyen 60,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	<p>Lycéens et étudiants de la formation initiale, continue et professionnelle ; porteurs de projets de création d'entreprises, jeunes entreprises ; entreprises innovantes (technologiques, service, innovation sociale...), entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>De par sa nature (soutien aux jeunes entreprises), cet OS vise prioritairement les PME mais pourrait concerner à la marge et indirectement des ETI (dans le cadre d'actions collectives par exemple) et dans le respect des régimes d'aide d'Etat.</p>
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	<p>Entreprises, porteurs de projets de création d'entreprises, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, fondations, structures publiques, parapubliques ou privées en charge de l'accompagnement à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, collectivités, SATT.</p>
Dépenses éligibles	<p>Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels</p>
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Leur caractère structurant à l'échelle du territoire (envergure régionale, réponse à un schéma local d'organisation des services, mutualisation/partenariats novateurs) ainsi qu'en termes de masse critique, ➤ Dimension interdisciplinaire et/ou partenariale, ➤ leur caractère innovant (dimension d'innovation sociale, contribution à la RIS3), ➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité hommes-femmes, égalité des chances et lutte contre la discrimination).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Structuration d'une offre régionale d'hébergement et de services pour les porteurs ➤ ante-crédation (phase de maturation comprise) et les jeunes entreprises (ex : pépinières, incubateurs, mutualisation de moyens, ...). ➤ Structuration de démarches régionales innovantes de développement de l'entrepreneuriat sur les territoires. ➤ Développement d'une offre de formation pour les porteurs de projets. <p>L'objectif de ce type d'action est de créer un environnement adapté, sécurisant et dynamique pour les entrepreneurs et les créateurs d'entreprise. Il contribue à renforcer la pérennité des entreprises en favorisant les échanges entre créateurs. Ce type d'actions sera articulé avec la PI 9v de l'axe 6 (FSE) dédiée au champ de l'économie sociale et solidaire.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption</p>

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
 Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
 Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
 Augmentation de l'emploi dans les entreprises (ETP)

Indicateurs de résultat

Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles
 ⇨ Valeur de référence : 6,7% / Valeur cible à 2023 : 12%
 Taux de survie des entreprises à 3 ans
 ⇨ Valeur de référence : 60,6% / Valeur cible à 2023 : 66%

Cadre de performance

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
 ⇨ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Mission Création, Commerce, Artisanat, Tourisme et ESS (CCATESS)

Lieu de dépôt des dossiers

CCATESS

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.a
	Objectif spécifique	3
	Type d'action	3c

Intitulé	Accompagnement direct de la création d'entreprises : développer un accompagnement financier, adapté à chaque phase de progression, des projets de création d'entreprises innovantes
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois sur le territoire picard et leur pérennisation.
-------------------------	--

Constat	<p>Les crises successives ont eu pour effet une diminution importante de la création d'entreprises en Picardie. L'évolution de ce nombre de créations d'entreprises est une bonne illustration de la conjoncture économique. A titre indicatif, les créations d'entreprises en Picardie ont chuté de 9,6 % pour l'année 2012.</p> <p>Si la création d'entreprises ne constitue qu'un des volets de l'entrepreneuriat, elle en représente néanmoins un indicateur utile pour orienter les politiques publiques. Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les autoentrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement ; source INSEE/Sirene). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'autoentrepreneurs a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).</p> <p>Un effort tout particulier doit donc être mené, en Picardie, pour développer la culture de l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes à tous les niveaux de formation. Il s'agit également de faciliter le parcours du créateur d'entreprises innovantes en simplifiant et optimisant les conditions d'accès à des financements et à une offre d'accompagnement adaptés.</p> <p>Il s'avère, par ailleurs, nécessaire de développer la création d'entreprises de proximité afin de répondre aux attentes nouvelles des habitants et des visiteurs et aux enjeux sociétaux des territoires.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accroître l'envie d'entreprendre notamment chez les jeunes. ➤ Accroître le nombre d'entreprises issues de la recherche. ➤ Accompagner le porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui proposer une offre d'hébergement. ➤ Favoriser les synergies entre étudiants, chercheurs, entreprises autour de problématiques pour susciter de nouveaux projets. ➤ Innover dans l'organisation de l'économie de proximité sur les territoires en impulsant avec les collectivités locales des nouvelles démarches en faveur des professionnels de l'artisanat, du commerce, des services et du tourisme, apporter des réponses socialement innovantes aux besoins des habitants et aux enjeux des territoires et développer sur les destinations touristiques l'économie d'expérience. <p>Cette priorité aura pour but de stimuler en particulier la création d'entreprises et d'emplois dans les domaines retenus dans la stratégie de la spécialisation intelligente, mais reste ouverte à l'ensemble des secteurs, compte tenu des efforts à fournir dans ce domaine.</p> <p>Le FSE interviendra en articulation avec les actions soutenues au titre de cette priorité, dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des</p>
-------------------------	---

porteurs de projets de création ou de reprises. Cette priorité s'articule, par ailleurs, avec la priorité d'investissement 9v de l'axe 6 sur le domaine de l'économie sociale et solidaire.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 3,30 M€ Taux de cofinancement moyen 48,0% Taux plafond d'aides publiques 70%*
Groupe cible	Lycéens et étudiants de la formation initiale, continue et professionnelle ; porteurs de projets de création d'entreprises, jeunes entreprises ; entreprises innovantes (technologiques, service, innovation sociale...), entreprises de l'économie sociale et solidaire. De par sa nature (soutien aux jeunes entreprises), cet OS vise prioritairement les PME mais pourrait concerner à la marge et indirectement des ETI (dans le cadre d'actions collectives par exemple) et dans le respect des régimes d'aide d'Etat.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	BPI, organismes de financement, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, structures de maturation et d'incubation, jeunes entreprises, SATT, fondations, associations.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Leur caractère structurant à l'échelle du territoire (envergure régionale, réponse à un schéma local d'organisation des services, mutualisation/partenariats novateurs) ainsi qu'en termes de masse critique, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ leur caractère innovant (dimension d'innovation sociale, contribution à la RIS3), ➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité hommes-femmes, égalité des chances et lutte contre la discrimination).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement d'allocation d'incubation. ➤ Financement des études nécessaires à la maturation et à l'incubation des projets. ➤ Financement de prototypes. Ce type d'action a pour vocation d'aider les porteurs à valider les concepts fondateurs de leurs projets et de leur rendre accessible tous les outils à activer aux différents stades de la maturation et de la création d'entreprises.
Référence à la réglementation des aides d'état	Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Augmentation de l'emploi dans les entreprises (ETP)

Indicateurs de résultat

Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles
⇒ Valeur de référence : 6,7% / Valeur cible à 2023 : 12%
Taux de survie des entreprises à 3 ans
⇒ Valeur de référence : 60,6% / Valeur cible à 2023 : 66%

Cadre de performance

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)

Lieu de dépôt des dossiers

DIRES

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.a
	Objectif spécifique	3
	Type d'action	3d

Intitulé **Développement et création de services de proximité**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Accroissement du nombre d'entreprises et d'emplois sur le territoire picard et leur pérennisation.

Constat

Les crises successives ont eu pour effet une diminution importante de la création d'entreprises en Picardie. L'évolution de ce nombre de créations d'entreprises est une bonne illustration de la conjoncture économique. A titre indicatif, les créations d'entreprises en Picardie ont chuté de 9,6 % pour l'année 2012.

Si la création d'entreprises ne constitue qu'un des volets de l'entrepreneuriat, elle en représente néanmoins un indicateur utile pour orienter les politiques publiques. Le nombre de créations d'entreprises en 2013 a été de 10 623 ; 5 055 si on ne comptabilise pas les autoentrepreneurs (soit 2 % des créations françaises seulement ; source INSEE/Sirene). Les créations d'entreprises sont en relative stagnation depuis 2010 mais la mise en place du statut d'autoentrepreneurs a pu fausser les données. Si on retire ces derniers, on observe, avec les effets de la crise, une tendance à la baisse (variation annuelle 2013 : -9,3 %).

Un effort tout particulier doit donc être mené, en Picardie, pour développer la culture de l'entrepreneuriat notamment auprès des jeunes à tous les niveaux de formation. Il s'agit également de faciliter le parcours du créateur d'entreprises innovantes en simplifiant et optimisant les conditions d'accès à des financements et à une offre d'accompagnement adaptés.

Il s'avère, par ailleurs, nécessaire de développer la création d'entreprises de proximité afin de répondre aux attentes nouvelles des habitants et des visiteurs et aux enjeux sociétaux des territoires.

Enjeux à traiter

- Accroître l'envie d'entreprendre notamment chez les jeunes.
- Accroître le nombre d'entreprises issues de la recherche.
- Accompagner le porteur dans son parcours de création d'entreprises et lui proposer une offre d'hébergement.
- Favoriser les synergies entre étudiants, chercheurs, entreprises autour de problématiques pour susciter de nouveaux projets.
- Innover dans l'organisation de l'économie de proximité sur les territoires en impulsant avec les collectivités locales des nouvelles démarches en faveur des professionnels de l'artisanat, du commerce, des services et du tourisme, apporter des réponses socialement innovantes aux besoins des habitants et aux enjeux des territoires et développer sur les destinations touristiques l'économie d'expérience.

Cette priorité aura pour but de stimuler en particulier la création d'entreprises et d'emplois dans les domaines retenus dans la stratégie de la spécialisation intelligente, mais reste ouverte à l'ensemble des secteurs, compte tenu des efforts à fournir dans ce domaine.

Le FSE interviendra en articulation avec les actions soutenues au titre de cette priorité, dans le champ de l'établissement de bilans de compétences et de la formation des porteurs de projets de création ou de reprises. Cette priorité s'articule, par ailleurs, avec la priorité d'investissement 9v de l'axe 6 sur le domaine de l'ESS.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	4,50 M€
	Taux de cofinancement moyen	45,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*
Groupe cible	<p>Lycéens et étudiants de la formation initiale, continue et professionnelle ; porteurs de projets de création d'entreprises, jeunes entreprises ; entreprises innovantes (technologiques, service, innovation sociale...), entreprises de l'économie sociale et solidaire.</p> <p>De par sa nature (soutien aux jeunes entreprises), cet OS vise prioritairement les PME mais pourrait concerner à la marge et indirectement des ETI (dans le cadre d'actions collectives par exemple) et dans le respect des régimes d'aide d'Etat.</p>	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	<p>Entreprises et groupements d'entreprises, associations, collectivités territoriales, autres porteurs de projets pertinents.</p>	
Dépenses éligibles	<p>Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels</p>	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans une ou plusieurs stratégies régionales (PRACS, PRDESS, SRDDTL,...) ➤ Leur caractère structurant à l'échelle du territoire (envergure régionale, réponse à un schéma local d'organisation des services, mutualisation/partenariats novateurs) ainsi qu'en termes de masse critique, ➤ leur caractère innovant (dimension d'innovation sociale, contribution à la RIS3) et/ou exemplaire, ➤ Réponse à des enjeux spécifiques à un territoire ➤ Mutualisation des moyens ➤ Potentiel de développement ou de croissance de la, filière ou de la thématique visée ➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité hommes-femmes, égalité des chances et lutte contre la discrimination). 	
Exemples d'actions	<p>Appui au développement et au changement dans le domaine économique : il peut accompagner les activités existantes, les consolider, apporter de l'innovation ou aider à la reconversion. Construction collective d'un mode de développement local spécifique au territoire, s'investissant fortement dans la valorisation des ressources propres du territoire et de son identité locale.</p> <p>Les projets présentés, pourront être regroupés en 4 grandes thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le développement d'activités autour des circuits alimentaires locaux, ➤ l'appui à l'émergence de nouveaux potentiels d'activités et d'emplois, ➤ des approches innovantes en matière de commerce, d'artisanat et de tourisme, ➤ des initiatives collectives porteuses d'innovation pour les territoires. <p>Ce type d'action a pour vocation de mettre en place, à partir notamment de schémas d'organisation de services sur un territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ des actions collectives en direction des professionnels à mettre en œuvre pour répondre aux besoins sociaux et enjeux sociétaux identifiés : impulser des démarches intégrées (pouvant aller jusqu'à la coopérative) des entreprises d'une même filière et/ou d'un même bassin de vie pour apporter une offre globale aux habitants et aux visiteurs. ➤ des coopérations collectivités / entreprises pour créer de nouveaux services : 	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

encourager la création ou le développement de services mixtes (publics/privés) dans une logique pouvant aller du multiservices à la SCIC + faciliter l'investissement des collectivités dans la création d'équipements destinés à l'accueil d'activités économiques et de services à la population.

➤ les entreprises et les collectivités devront envisager de s'adresser, non plus à des publics ciblés et cloisonnés à l'ensemble des habitants d'un territoire, pour revendiquer une posture d'offreur de services au territoire.

Articulation avec le FEADER : ce dernier prendra en charge ces enjeux dans les territoires ruraux.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
 Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
 Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
 Augmentation de l'emploi dans les entreprises (ETP)

Indicateurs de résultat

Taux de création de sociétés et d'entreprises individuelles
 ⇒ Valeur de référence : 6,7% / Valeur cible à 2023 : 12%
 Taux de survie des entreprises à 3 ans
 ⇒ Valeur de référence : 60,6% / Valeur cible à 2023 : 66%

Cadre de performance

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
 ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Mission Création, Commerce, Artisanat, Tourisme et ESS (CCATESS)

Lieu de dépôt des dossiers

CCATESS

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.d
	Objectif spécifique	4
	Type d'action	4a

Intitulé	Abondement des outils financiers régionaux innovants pour accompagner le développement et la compétitivité des entreprises
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation du chiffre d'affaire total et à l'export des entreprises. Cet objectif devrait ainsi contribuer à : <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'émergence d'entreprises de taille intermédiaire, ➤ la création d'emplois pérennes.
-------------------------	--

Constat	L'analyse du tissu industriel picard fait ressortir : <ul style="list-style-type: none"> ➤ une surreprésentation des petites PME au détriment des ETI (95 % d'entreprises de moins de 20 salariés), ➤ une carence en matière de centres décisionnels localisés sur le territoire, ➤ une grande diversité quant aux filières représentées, ➤ un poids important de la sous-traitance industrielle dépendante de grands donneurs d'ordre souvent situés en dehors du territoire.
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer des activités à plus grande valeur ajoutée, ➤ Atteindre une taille critique d'entreprise par croissance interne et externe et la capacité à mobiliser les ressources financières pour accompagner cette croissance. <p>Dès lors, les actions financées dans le cadre de cet objectif spécifique 4 viseront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ renforcer la structure financière des entreprises et favoriser leur accès aux crédits, ➤ soutenir le développement international des entreprises, levier essentiel de croissance, ➤ favoriser l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat interentreprises, source de valeur ajoutée par l'accès à la connaissance.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	4,20 M€
	Taux de cofinancement moyen	42,0%
	Taux plafond d'aides publiques	70%*

Groupe cible	Entreprises, laboratoires publics et privés, centres techniques et de transfert.
---------------------	--

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	BPI France, gestionnaires de fonds dédiés, entreprises, SATT, investisseurs publics ou privés.
--	--

Dépenses éligibles	Dépenses relatives à la préparation, la mise en œuvre et à la clôture d'un instrument financier. Coûts et frais de gestion de l'intermédiaire financier le cas échéant. Participations, quasi-participations, instruments de partage des risques.
---------------------------	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses exclues**Critères de sélection des projets**

Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :

- leur impact sur l'économie régionale : création ou pérennisation d'emplois, renforcement de la chaîne de valeur, partenariats inter-entreprises, partenariats avec la recherche publique, envergure et masse critique,
- l'effet de levier sur le développement des entreprises bénéficiaires directes ou ultimes, le gain en compétitivité et en compétence,
- la cohérence avec la RIS3,
- l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015
- la mobilisation des acteurs privés,
- Viabilité du modèle économique,
- Caractère innovant et / ou exemplaire,
- Qualité du mode de gouvernance.

Exemples d'actions

- Fonds de garantie régionaux,
- Fonds d'investissement régionaux ou interrégionaux.

Ce type d'actions a pour vocation de donner aux entreprises les moyens financiers de leur croissance interne et externe :

- en renforçant leur haut de bilan,
- en leur facilitant l'accès au crédit par une prise de risque partagée notamment sur les volets international, innovation, amorçage et reprise d'entreprises.

La mobilisation d'instruments financiers (art. 37 du règlement général) sera favorisée dans une logique d'expérimentation car aucune expérience concluante n'a pu aboutir dans le cadre du PO 2007-2013 (tentatives sur les mesures 1.3.3 / PME et 2.1.5 / énergie avortées cause insécurité du montage juridique). La Région a toutefois capitalisé une expérience sur ses dispositifs régionaux de soutien au développement économique (cf. fonds Picardie Investissement ; Picardie Avenir ; Picardie Active). L'évaluation préalable, dont le cahier des charges est actuellement en cours de rédaction, permettra de définir s'il y a un terrain suffisant en la matière et si la mobilisation de FEDER par ce biais est opportune.

Référence à la réglementation des aides d'état

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général

d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien autre qu'une subvention (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (euro)

Indicateurs de résultat

Part du CA des PME régionales consacrées à l'export (ayant au moins un établissement en Picardie)
⇒ Valeur de référence : 12,54% / Valeur cible à 2023 : 14%

Cadre de performance

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)

Lieu de dépôt des dossiers

DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.d
	Objectif spécifique	4
	Type d'action	4b

Intitulé **Soutien à l'internationalisation des entreprises régionales**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Augmentation du chiffre d'affaire total et à l'export des entreprises. Cet objectif devrait ainsi contribuer à :

- l'émergence d'entreprises de taille intermédiaire,
- la création d'emplois pérennes.

Constat L'analyse du tissu industriel picard fait ressortir :

- une surreprésentation des petites PME au détriment des ETI (95 % d'entreprises de moins de 20 salariés),
- une carence en matière de centres décisionnels localisés sur le territoire,
- une grande diversité quant aux filières représentées,
- un poids important de la sous-traitance industrielle dépendante de grands donneurs d'ordre souvent situés en dehors du territoire.

Enjeux à traiter

- Développer des activités à plus grande valeur ajoutée,
- Atteindre une taille critique d'entreprise par croissance interne et externe et la capacité à mobiliser les ressources financières pour accompagner cette croissance.

Dès lors, les actions financées dans le cadre de cet objectif spécifique 4 viseront à :

- renforcer la structure financière des entreprises et favoriser leur accès aux crédits,
- soutenir le développement international des entreprises, levier essentiel de croissance,
- favoriser l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat interentreprises, source de valeur ajoutée par l'accès à la connaissance.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	4,10 M€
Taux de cofinancement moyen	46,0%
Taux plafond d'aides publiques	70%*

Groupe cible Entreprises, laboratoires publics et privés, centres techniques et de transfert.

Bénéficiaires
(liste non exhaustive) Entreprises, groupements d'entreprises, pôles de compétitivité, universités, établissements d'enseignement supérieur, centres techniques, réseau consulaire, agences publiques de développement, collectivités territoriales.

Dépenses éligibles Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ leur impact sur l'économie régionale : création ou pérennisation d'emplois, renforcement de la chaîne de valeur, partenariats inter-entreprises, partenariats avec la recherche publique, envergure et masse critique, ➤ l'effet de levier sur le développement des entreprises bénéficiaires directes ou ultimes, le gain en compétitivité et en compétence, ➤ la cohérence avec la RIS3, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ la mobilisation des acteurs privés, ➤ Viabilité du modèle économique, ➤ Potentiel de croissance du ou des marchés visés.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes de marché, actions collectives de prospection, ➤ Actions collectives de préparation à la démarche export (structuration interne de l'entreprise), ➤ Structuration et animation d'un réseau régional d'acteurs et d'ambassadeurs de la Picardie autour d'une démarche de marketing territorial. <p>Ce type d'actions a pour vocation de permettre aux entreprises de se développer en dehors du marché national, en s'appuyant notamment sur des produits et services innovants.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p>

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien autre qu'une subvention (entreprise)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)</p> <p>Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)</p> <p>Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (euro)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Part du CA des PME régionales consacrées à l'export (ayant au moins un établissement en Picardie)</p> <p>⇒ Valeur de référence : 12,54% / Valeur cible à 2023 : 14%</p>
Cadre de performance	<p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	1
	Priorité d'investissement	3.d
	Objectif spécifique	4
	Type d'action	4c

Intitulé **Soutien aux collaborations interentreprises**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Augmentation du chiffre d'affaire total et à l'export des entreprises. Cet objectif devrait ainsi contribuer à :

- l'émergence d'entreprises de taille intermédiaire,
- la création d'emplois pérennes.

Constat L'analyse du tissu industriel picard fait ressortir :

- une surreprésentation des petites PME au détriment des ETI (95 % d'entreprises de moins de 20 salariés),
- une carence en matière de centres décisionnels localisés sur le territoire,
- une grande diversité quant aux filières représentées,
- un poids important de la sous-traitance industrielle dépendante de grands donneurs d'ordre souvent situés en dehors du territoire.

Enjeux à traiter

- Développer des activités à plus grande valeur ajoutée,
- Atteindre une taille critique d'entreprise par croissance interne et externe et la capacité à mobiliser les ressources financières pour accompagner cette croissance.

Dès lors, les actions financées dans le cadre de cet objectif spécifique 4 viseront à :

- renforcer la structure financière des entreprises et favoriser leur accès aux crédits,
- soutenir le développement international des entreprises, levier essentiel de croissance,
- favoriser l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat interentreprises, source de valeur ajoutée par l'accès à la connaissance.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	6,30 M€
Taux de cofinancement moyen	30,0%
Taux plafond d'aides publiques	70%*

Groupe cible Entreprises, laboratoires publics et privés, centres techniques et de transfert.

Bénéficiaires
(liste non exhaustive) Tous porteurs d'actions collectives : entreprises, clusters, groupements d'entreprises, SPL, Syndicats, branches professionnelles, filières, associations, pôle de compétitivité, centres techniques, universités, écoles, associations, collectivités territoriales, réseau consulaire.

Dépenses éligibles Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

formation

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :

- leur impact sur l'économie régionale : création ou pérennisation d'emplois, renforcement de la chaîne de valeur, partenariats inter-entreprises, partenariats avec la recherche publique, envergure et masse critique,
- Inscription dans une ou plusieurs stratégies régionales (PRACS, PRDESS,...),
- Potentiel de reconductibilité (sur d'autres filières notamment)
- Potentiel de croissance et de développement des candidats s'inscrivant dans l'opération
- l'effet de levier sur le développement des entreprises bénéficiaires directes ou ultimes, le gain en compétitivité et en compétence,
- la cohérence avec la RIS3,
- l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015
- la mobilisation des acteurs privés,
- Dimension interdisciplinaire et / ou partenariale,
- Mutualisation des pratiques, des équipements et / ou des acteurs,
- Qualité du mode de gouvernance,
- Réponse à des enjeux spécifiques à un territoire.

Exemples d'actions

- Animation des filières stratégiques régionales.
- Soutien aux grappes d'entreprises.
- Formations/actions collectives thématiques telles que les collaborations commerciales (groupement d'entreprises pour présenter une offre conjointe à un client), collaborations RH (groupement d'employeurs, formation-action, écologie industrielle).
- Constitution de réseaux.

Ce type d'action a pour vocation d'améliorer la performance et la compétitivité des entreprises en encourageant l'échange d'expériences, la collaboration et le partenariat. Elle peut prendre place dans un cadre territorial (grappes, clusters), régional (filières, actions thématiques) ou de relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants.

Référence à la réglementation des aides d'état

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien autre qu'une subvention (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) (euro)

Indicateurs de résultat	Part du CA des PME régionales consacrées à l'export (ayant au moins un établissement en Picardie) ⇒ Valeur de référence : 12,54% / Valeur cible à 2023 : 14%
Cadre de performance	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 800 / Valeur cible à 2023 : 2240

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.a
	Objectif spécifique	5
	Type d'action	5a

Intitulé	Soutien au raccordement des entreprises/établissements* et bâtiments publics prioritaires dans le cadre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numériques
-----------------	---

** Le terme "établissement" est entendu au sens de la définition INSEE.*

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation du taux de couverture en très haut débit (THD) sur les territoires prioritaires de la région et exclusivement hors zones couvertes par les opérateurs privés (zones AMII ; recensement DATAR).
-------------------------	---

Constat	<p>La stratégie de cohérence régionale sur le numérique et les trois schémas directeurs d'aménagement numérique départementaux (SDTAN) validés en 2011/2012 ont pour objet d'établir une projection opérationnelle des infrastructures très haut débit et notamment le raccordement des entreprises et établissements en fibre optique permettant l'accès à des débits supérieurs à 30 Mbps. D'ici 10 ans, près de 70 % des foyers picards doivent être couverts par la fibre optique. Le passage total à la fibre pour tous les Picards est estimé à 30 années selon les Départements concernés. A terme ce réseau viendra remplacer le réseau historique France Télécom cuivre.</p> <p>En Picardie, les investissements des déploiements seront assurés par les opérateurs nationaux (Orange et SFR) en zone urbaine (zones identifiées suite à l'appel à manifestation d'intention d'investissements menée par la DATAR ; ces zones AMII sont les Communautés d'Agglomérations principalement) et par les collectivités sur les territoires jugés moins rentables (le reste...) qui ont produit dans ce but des Schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) élaborés en 2011/2012. Le nombre de prises FTTH (fibre jusqu'au domicile) à créer est fixé à 950 000 environ. Les premiers investissements ont eu lieu en 2013. A l'heure actuelle 445 760 prises FTTH seront à la charge des collectivités.</p> <p>Afin de ne pas entraîner une fracture numérique qui mettrait en péril l'attractivité des territoires non desservis par les opérateurs privés et la compétitivité des entreprises présentes sur ceux-ci, les Départements accéléreront progressivement, au cours de la programmation 2014-2020, le déploiement du THD sur ces territoires. Ces investissements colossaux nécessitent de nouveaux cofinancements. Ces projets d'envergure, sont synonymes de compétitivité pour la région, mais également de création massive d'emplois pérennes (en lien avec la création du réseau et sa maintenance).</p> <p>La RIS3 fait par ailleurs ressortir les besoins et capacités de conception numérique et de modélisation dans les domaines de spécialisation retenus. Il est donc opportun de participer au financement du raccordement dans le cadre d'offres FTTO (Fiber To The Office) des entreprises et laboratoires de recherche picards sur les derniers mètres, afin de ne pas freiner le développement de l'innovation, de la recherche et des entreprises.</p> <p>Le FEDER 2014-2020 interviendra donc en complément des efforts entrepris par les collectivités, dans le cadre des SDTAN, et le choix a été fait de se concentrer notamment sur le raccordement des entreprises/"établissements" (au sens de l'INSEE) et bâtiments publics prioritaires.</p> <p>Enfin, les fonds européens peuvent apporter une réelle valeur ajoutée à tout projet d'envergure régionale, tel qu'un point d'échange Internet régional (GIX / Global Internet eXchange) ou de Datacenter régional.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter

--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	20,00 M€
Taux de cofinancement moyen	20,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible

Monde de l'entreprise, de la recherche et de l'innovation, population picarde.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Collectivités territoriales et leurs groupements.

Dépenses éligibles

Investissements matériels, études

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Les opérations seront sélectionnées notamment au regard des critères suivants :

- Priorisation sur le raccordement des entreprises/établissements et/ou bâtiments publics picards.
- Projets inscrits dans les SDTAN validés
- Présentation des modalités techniques et juridiques garantissant l'égalité de l'accueil des opérateurs de services
- Création d'emplois en lien avec la création du réseau et sa maintenance
- Projet concernant un ou plusieurs territoires non desservis par les opérateurs privés (AMII)

Exemples d'actions

- Allongement par capillarité des RIP (réseau d'initiative publique) et création de prises fibre optique.
- Adductions dans le cadre d'offres FTTO pour les entreprises et établissements.
- Création d'un point d'échange internet régional.

Ce type d'action a pour vocation d'apporter le THD aux entreprises et principaux bâtiments publics picards et ainsi améliorer la compétitivité du territoire.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime notifié N 330/2010 Programme national très haut débit volet B approuvé par la Commission en novembre 2011 et publié dans le registre des aides d'Etat sous le numéro SA.31316

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de prises fibre optique créées dans les entreprises et établissements (hors zones AMII) (prise)

Indicateurs de résultat

Nombre de prises créées pour un accès à large bande d'au moins 30 Mbips (Hors zones AMII) (prise)
Valeur de référence : 81 354 / Valeur cible à 2023 : 500 000

Cadre de performance

Nombre de prises fibre optique créées dans les entreprises et établissements (hors zones AMII)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 22 921 / Valeur cible à 2023 : 89 254

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Infrastructures Numériques (DIN)
Lieu de dépôt des dossiers	DIN

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.b
	Objectif spécifique	6
	Type d'action	6a

Intitulé	Equipement des centres de recherche et des entreprises en outils numériques
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Renforcement de l'usage des outils et services du numérique par les acteurs économiques déjà sensibilisés et demandeurs, et acculturation numérique chez les entreprises en retard.
-------------------------	---

Constat	<p>Lors de la précédente programmation, les études de l'observatoire numérique picard (Renupi) avaient permis de déceler que nos entreprises accusaient un certain retard dans l'appropriation du numérique, notamment par une utilisation moindre des services à valeur ajoutée, que la moyenne nationale. Le chiffre d'affaire constaté du commerce électronique et l'absence de pure players locaux tendent à confirmer cet état. Les entreprises et les commerces de la région doivent donc encore développer le commerce en ligne et les démarches interactives avec leurs clients. L'organisation de programmes de sensibilisation et de formation par les chambres consulaires a permis d'endiguer cette tendance, mais des efforts restent à faire.</p> <p>La RIS3 fait, par ailleurs, ressortir des besoins et des capacités de conception numérique et de modélisation sur plusieurs marchés de spécialisation retenus (écoconception des véhicules, matériaux innovants).</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre les programmes de sensibilisation et de formation auprès des acteurs économiques tout en structurant les réseaux d'appui pour mutualiser les bonnes pratiques et l'investissement (en particulier dans les supports de formation). ➤ Soutenir les actions collectives ou ciblées concernant des ensembles d'acteurs économiques par secteur d'activités et/ou par proximités géographiques ou encore par fonction. ➤ Favoriser le développement ou l'amélioration des services aux entreprises grâce au numérique (services d'accompagnement, de conseils, de formations, de veille, ...). ➤ Développer les outils numériques propices à la recherche et au développement de la filière numérique.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	2,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	27,0%
	Taux plafond d'aides publiques	50%*

Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation, des entreprises.
---------------------	--

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Centres de recherche, établissements d'enseignement supérieur, entreprises.
--	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ leur inscription dans la stratégie numérique régionale et leur contribution à la RIS3, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ leur caractère structurant (échelle territoriale/envergure régionale, impact économique/gain en compétitivité) et partenarial (mutualisation entre acteurs/duplicabilité), ➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable notamment).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cloud régional et pôle de calcul haute performance. ➤ Réseau de salles de réalité virtuelle. ➤ Plate-forme collaborative. ➤ Plate-forme de pré-certification virtuelle. <p>Ce type d'action a pour vocation d'améliorer l'utilisation des outils numériques au sein des centres de recherches et des entreprises.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>
Notes	<p>Cette priorité d'investissement s'articulera avec d'autres priorités d'investissement du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La région compte, en effet, de véritables « pépites » sur les logiciels libres, les applications de e-santé, de formation à distance ou encore d'administration de réseaux d'infrastructures. A cet égard, la grappe d'entreprises spécialisée dans le logiciel libre « Intelli'N » permet de participer à la consolidation d'une filière numérique dans la région qui reste aujourd'hui modeste, malgré des savoir-faire conséquents. Cette filière pourra bénéficier du soutien du FEDER dans le cadre des priorités d'investissement 3a et 3d notamment. ➤ Le déploiement des infrastructures numériques nécessitera la mise en œuvre d'un programme de professionnalisation d'intervenants du génie civil ou du déploiement de réseaux, ainsi que d'une politique de formation à certains métiers spécifiques et techniques liés à la pose et au raccordement de la fibre optique. Grâce à la création d'activités dans ce domaine, il est estimé que 15 000 emplois seront créés en France : au regard des ambitions portées en Picardie sur l'aménagement numérique du territoire, un besoin de main d'œuvre qualifiée est évident (les actions de formation pourront notamment être soutenues par du FSE).

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
Indicateurs de résultat	Taux d'entreprises picardes utilisant des outils TIC de manière avancée et experte dans leurs activités
	Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.b
	Objectif spécifique	6
	Type d'action	6b

Intitulé	Accompagnement des acteurs économiques aux mutations numériques
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Renforcement de l'usage des outils et services du numérique par les acteurs économiques déjà sensibilisés et demandeurs, et acculturation numérique chez les entreprises en retard.
-------------------------	---

Constat	<p>Lors de la précédente programmation, les études de l'observatoire numérique picard (Renupi) avaient permis de déceler que nos entreprises accusaient un certain retard dans l'appropriation du numérique, notamment par une utilisation moindre des services à valeur ajoutée, que la moyenne nationale. Le chiffre d'affaire constaté du commerce électronique et l'absence de pure players locaux tendent à confirmer cet état. Les entreprises et les commerces de la région doivent donc encore développer le commerce en ligne et les démarches interactives avec leurs clients. L'organisation de programmes de sensibilisation et de formation par les chambres consulaires a permis d'endiguer cette tendance, mais des efforts restent à faire.</p> <p>La RIS3 fait, par ailleurs, ressortir des besoins et des capacités de conception numérique et de modélisation sur plusieurs marchés de spécialisation retenus (écoconception des véhicules, matériaux innovants).</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre les programmes de sensibilisation et de formation auprès des acteurs économiques tout en structurant les réseaux d'appui pour mutualiser les bonnes pratiques et l'investissement (en particulier dans les supports de formation). ➤ Soutenir les actions collectives ou ciblées concernant des ensembles d'acteurs économiques par secteur d'activités et/ou par proximités géographiques ou encore par fonction. ➤ Favoriser le développement ou l'amélioration des services aux entreprises grâce au numérique (services d'accompagnement, de conseils, de formations, de veille, ...). ➤ Développer les outils numériques propices à la recherche et au développement de la filière numérique.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	2,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	40,0%
	Taux plafond d'aides publiques	70%*

Groupe cible	Monde de la recherche, de l'innovation, des entreprises.
---------------------	--

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Entreprises, groupements d'entreprises, pôles de compétitivité, chambres consulaires, établissements d'enseignement supérieur, associations.
--	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels, investissements immatériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ leur contribution à la stratégie numérique régionale, le SRDE et à la RIS3, ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ leur caractère structurant (échelle territoriale/envergure régionale, impact économique/gain en compétitivité) et partenarial (mutualisation entre acteurs/duplicabilité), ➤ la prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable notamment), ➤ leur contribution à la création ou à la pérennisation des emplois et à la création de valeur, ➤ leur caractère innovant ou exemplaire ou transférable
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sensibilisation / formations. ➤ Actions collectives : collaborations commerciales (groupement d'entreprises pour présenter une offre conjointe à un client ou réaliser un achat mutualisé / convergence technologique), collaborations RH (formation-action, conseil, écologie industrielle). ➤ Plateformes / mutualisation d'équipements innovants. ➤ Accompagnement de réseaux d'entreprises numériques. <p>Ce type d'action vise à ce que les acteurs économiques utilisent mieux les nouveaux outils numériques. Le recours aux « chèques pour l'innovation TIC » pourra être envisagé le cas échéant.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
Notes	<p>Cette priorité d'investissement s'articulera avec d'autres priorités d'investissement du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La région compte, en effet, de véritables « pépites » sur les logiciels libres, les applications de e-santé, de formation à distance ou encore d'administration de réseaux d'infrastructures. A cet égard, la grappe d'entreprises spécialisée dans le logiciel libre « Intelli'N » permet de participer à la consolidation d'une filière numérique dans la région qui reste aujourd'hui modeste, malgré des savoir-faire conséquents. Cette filière pourra bénéficier du soutien du FEDER dans le cadre des priorités d'investissement 3a et 3d notamment. ➤ Le déploiement des infrastructures numériques nécessitera la mise en œuvre d'un programme de professionnalisation d'intervenants du génie civil ou du déploiement de réseaux, ainsi que d'une politique de formation à certains métiers spécifiques et techniques liés à la pose et au raccordement de la fibre optique. Grâce à la création d'activités dans ce domaine, il est estimé que 15 000 emplois seront créés en France : au regard des ambitions portées en Picardie sur l'aménagement numérique du territoire, un besoin de main d'œuvre qualifiée est évident (les actions de formation pourront notamment être soutenues par du FSE).

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier (entreprise)
Indicateurs de résultat	Taux d'entreprises picardes utilisant des outils TIC de manière avancée et experte dans leurs activités
	Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Industrie, de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (DIRES)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRES

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.c
	Objectif spécifique	7
	Type d'action	7a

Intitulé	Développement et promotion des usages numériques dans l'éducation et la formation
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation des usages numériques au sein de la population et en particulier des jeunes.
-------------------------	---

Constat	<p>Même si la Picardie bénéficie d'un bon taux d'équipements (plus de 150 espaces publics numériques / cyber bases dans la région) et d'usages TIC par rapport aux moyennes nationales, il s'avère néanmoins que la région présente encore des difficultés en matière d'inclusion numérique. En effet, les usages TIC sont fortement liés aux indicateurs socio-économiques traditionnels et en ce domaine les taux d'illettrisme et les niveaux de qualification des Picards induisent une sous-utilisation du potentiel numérique. Au regard de nombreuses études qui confèrent au numérique des apports bénéfiques dans les apprentissages, la Picardie a ainsi tout intérêt à développer les usages numériques dans l'éducation et la formation.</p> <p>Au regard des nouveaux besoins de la population, il s'avère, par ailleurs, important de développer la nature, la variété, la qualité, la productivité et la généralisation d'offres de services d'intérêt général, en particulier par des services d'information de proximité, d'administration en ligne, d'assistance personnelle, d'accès à la santé, de soutiens sociaux, éducatifs, sanitaires, d'aide à la mobilité et à l'usage des transports, de maîtrise des enjeux environnementaux, d'accès à la connaissance, de ressources culturelles, patrimoniales, touristiques...</p> <p>Dans un contexte de crise, les acteurs doivent favoriser la réduction des dépenses publiques. Les logiques de mutualisation de plateformes ou de données peuvent contribuer à cet objectif. Ainsi, le développement de l'infrastructure de données géographiques (Géo Picardie) a permis d'importantes économies d'échelle et a favorisé le déploiement d'outils facilitant la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques. Il conviendra aussi de faciliter les démarches Open Data qui incitent à la création de nouveaux services.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer et promouvoir les usages numériques dans l'éducation et la formation. ➤ Accompagner le déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers. ➤ Favoriser la création de biens communs numériques.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	5,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	36,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%

Groupe cible	Monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'apprentissage, personnes en formation ; population picarde.
---------------------	--

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales, établissements publics, associations.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Appels à projets le cas échéant, ➤ Projets structurants ou de mutualisation (pratiques, équipements, acteurs) ➤ Contribution à la réalisation de la cohésion sociale et territoriale ou au principe d'égalité des chances, ➤ Cohérence avec le Projet Educatif Régional Global, ➤ Dimension exemplaire ou duplicable, ➤ Qualité du processus d'évaluation.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutien à l'acquisition et au développement des équipements numériques, des plateformes éducatives et des ressources en ligne. ➤ Déploiement d'un service de portefeuille numérique des compétences pour tous les Picards. ➤ Soutien au développement des contenus et services de formation à distance. <p>Ce type d'action a pour vocation d'améliorer les pratiques pédagogiques grâce aux usages numériques et de faciliter l'accès aux formations. Ce type d'action s'articulera avec les priorités d'investissement du FSE.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de services et applications développés/mis en ligne (service et application)
Indicateurs de résultat	<p>Taux d'appropriation des outils numériques par les jeunes</p> <p>Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action</p>
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Services aux Publics (DSP)
Lieu de dépôt des dossiers	DSP

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.c
	Objectif spécifique	7
	Type d'action	7b

Intitulé	Accompagnement du déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation des usages numériques au sein de la population et en particulier des jeunes.
-------------------------	---

Constat	<p>Même si la Picardie bénéficie d'un bon taux d'équipements (plus de 150 espaces publics numériques / cyber bases dans la région) et d'usages TIC par rapport aux moyennes nationales, il s'avère néanmoins que la région présente encore des difficultés en matière d'inclusion numérique. En effet, les usages TIC sont fortement liés aux indicateurs socio-économiques traditionnels et en ce domaine les taux d'illettrisme et les niveaux de qualification des Picards induisent une sous-utilisation du potentiel numérique. Au regard de nombreuses études qui confèrent au numérique des apports bénéfiques dans les apprentissages, la Picardie a ainsi tout intérêt à développer les usages numériques dans l'éducation et la formation.</p> <p>Au regard des nouveaux besoins de la population, il s'avère, par ailleurs, important de développer la nature, la variété, la qualité, la productivité et la généralisation d'offres de services d'intérêt général, en particulier par des services d'information de proximité, d'administration en ligne, d'assistance personnelle, d'accès à la santé, de soutiens sociaux, éducatifs, sanitaires, d'aide à la mobilité et à l'usage des transports, de maîtrise des enjeux environnementaux, d'accès à la connaissance, de ressources culturelles, patrimoniales, touristiques...</p> <p>Dans un contexte de crise, les acteurs doivent favoriser la réduction des dépenses publiques. Les logiques de mutualisation de plateformes ou de données peuvent contribuer à cet objectif. Ainsi, le développement de l'infrastructure de données géographiques (Géo Picardie) a permis d'importantes économies d'échelle et a favorisé le déploiement d'outils facilitant la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques. Il conviendra aussi de faciliter les démarches Open Data qui incitent à la création de nouveaux services.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer et promouvoir les usages numériques dans l'éducation et la formation. ➤ Accompagner le déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers. ➤ Favoriser la création de biens communs numériques.
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	2,50 M€
	Taux de cofinancement moyen	44,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%

Groupe cible	Monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'apprentissage, personnes en formation ; population picarde.
---------------------	--

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Associations, organismes et collectivités territoriales de proximité.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Appels à projets le cas échéant, ➤ Projets structurants ou de mutualisation (pratiques, équipements, acteurs) ➤ Contribution à la réalisation de la cohésion sociale et territoriale ➤ Contribution aux principes horizontaux de développement durable et d'égalité des chances, ➤ Caractère innovant ou exemplaire, ou réponse à des enjeux spécifiques à un territoire ➤ Qualité du processus d'évaluation
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutien des actions d'e-inclusion (ex reconditionnement informatique pour accroître le taux d'équipement des bénéficiaires de minimas sociaux). ➤ Soutien du développement de télé services citoyens (e-administration, informations ou services de proximité, lien social, mobilité multimodale ...). ➤ Utilisation des TIC pour améliorer les conditions de travail (télétravail, simulation...). ➤ Déploiement des TIC au service de la santé et du bien-être (développement des services à la personne, l'aide à l'autonomie, le maintien à domicile, ...). ➤ Organisation de la mutualisation de moyens et la gouvernance TIC entre collectivités pour le développement de nouveaux outils et de services. <p>Ce type d'action a pour vocation à favoriser l'accès aux TIC pour tous.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de services et applications développés/mis en ligne (service et application)
Indicateurs de résultat	<p>Taux d'appropriation des outils numériques par les jeunes</p> <p>Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action</p>
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Services aux Publics (DSP)
Lieu de dépôt des dossiers	DSP

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	2
	Priorité d'investissement	2.c
	Objectif spécifique	7
	Type d'action	7c

Intitulé **Appui à la création de biens communs numériques**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Augmentation des usages numériques au sein de la population et en particulier des jeunes.

Constat

Même si la Picardie bénéficie d'un bon taux d'équipements (plus de 150 espaces publics numériques / cyber bases dans la région) et d'usages TIC par rapport aux moyennes nationales, il s'avère néanmoins que la région présente encore des difficultés en matière d'inclusion numérique. En effet, les usages TIC sont fortement liés aux indicateurs socio-économiques traditionnels et en ce domaine les taux d'illettrisme et les niveaux de qualification des Picards induisent une sous-utilisation du potentiel numérique. Au regard de nombreuses études qui confèrent au numérique des apports bénéfiques dans les apprentissages, la Picardie a ainsi tout intérêt à développer les usages numériques dans l'éducation et la formation.

Au regard des nouveaux besoins de la population, il s'avère, par ailleurs, important de développer la nature, la variété, la qualité, la productivité et la généralisation d'offres de services d'intérêt général, en particulier par des services d'information de proximité, d'administration en ligne, d'assistance personnelle, d'accès à la santé, de soutiens sociaux, éducatifs, sanitaires, d'aide à la mobilité et à l'usage des transports, de maîtrise des enjeux environnementaux, d'accès à la connaissance, de ressources culturelles, patrimoniales, touristiques...

Dans un contexte de crise, les acteurs doivent favoriser la réduction des dépenses publiques. Les logiques de mutualisation de plateformes ou de données peuvent contribuer à cet objectif. Ainsi, le développement de l'infrastructure de données géographiques (Géo Picardie) a permis d'importantes économies d'échelle et a favorisé le déploiement d'outils facilitant la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques. Il conviendra aussi de faciliter les démarches Open Data qui incitent à la création de nouveaux services.

Enjeux à traiter

- Développer et promouvoir les usages numériques dans l'éducation et la formation.
- Accompagner le déploiement des services ou des actions numériques à destination des usagers.
- Favoriser la création de biens communs numériques.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	1,50 M€
	Taux de cofinancement moyen	38,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%

Groupe cible Monde de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'apprentissage, personnes en formation ; population picarde.

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Associations, organismes et collectivités territoriales de proximité, groupements de droit privé.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Appels à projets le cas échéant, ➤ Contribution à la réalisation de la cohésion sociale et territoriale, ➤ Caractère innovant ou exemplaire, ➤ Réponse à des enjeux spécifiques à un territoire, ➤ Qualité du mode de gouvernance.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mutualisation de plateformes et ouverture des données publiques par un soutien à la constitution, l'organisation et le partage des données. ➤ Développement de l'informatique libre et non marchande dans l'optique d'une amélioration de services rendus aux collectivités et aux usagers. ➤ Numérisation et diffusion des contenus publics et patrimoniaux.
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de services et applications développés/mis en ligne (service et application)
Indicateurs de résultat	<p>Taux d'appropriation des outils numériques par les jeunes</p> <p>Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action</p>
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Services aux Publics (DSP)
Lieu de dépôt des dossiers	DSP

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.a
	Objectif spécifique	8
	Type d'action	8a

Intitulé	Soutien à des projets de production d'énergies renouvelables sur les filières émergentes en région
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Doublement de la production d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 afin de répondre aux objectifs stratégiques du SRCAE.
-------------------------	---

Constat	<p>En 2010, si la production d'énergie en Picardie est à 88 % d'origine renouvelable, elle ne couvre que 10 % de la consommation régionale, tandis qu'au niveau national, la production d'énergie renouvelable représente 13 % de la production énergétique française. S'appuyant sur un important potentiel de développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'éolien et du bois-énergie, de nombreuses actions ont déjà été engagées pour répondre aux objectifs du Grenelle de l'Environnement (schémas éoliens territoriaux, réseaux de chaleur biomasse, plan solaire...). Il s'agit pour la Picardie, à l'horizon 2020, de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final, ce qui correspondrait donc à produire environ 1 Mtep, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. L'économie régionale, s'appuyant progressivement sur ces ressources locales, sera ainsi moins soumise aux impacts de la volatilité des prix des énergies fossiles.</p> <p>Mais cette priorité est aussi mobilisée pour développer cette production d'énergies renouvelables, tout en optimisant les retombées économiques positives (création de valeur ajoutée, d'emplois locaux non délocalisables, de nouvelles filières, etc.) pour les territoires.</p> <p>L'important potentiel éolien de la Picardie résulte d'une situation géographique favorable (proximité au littoral, gisement éolien élevé, grands espaces de cultures intensives...), et d'une volonté politique forte : objectif 2800 MW pour 2020. Le développement de l'éolien en Picardie se fait donc à un rythme soutenu, sans pour autant nécessiter pour l'instant d'importantes dépenses publiques.</p> <p>L'essentiel de l'action régionale sur l'éolien vise donc à profiter de ce développement éolien pour favoriser la structuration de la filière. Il faut ainsi rappeler que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de gros investissements ont déjà été engagés (exemple le centre de formation et de ressources WINDLAB qui a mobilisé 2 millions d'euros), ➤ le développement et la structuration de la filière amènent de la mise en relation, l'organisation de rencontres d'affaires, de l'accompagnement à l'export qui ne sont pas toujours des postes de dépenses élevés, ➤ le soutien à la R&D pourra également bénéficier des moyens financiers de l'axe 1. <p>Si les objectifs de production des filières éolienne et bois énergie sont en passe d'être atteints pour 2020 (actuellement 1 200 MW en exploitation, 1 000 MW en instruction, 600 MW à développer sur 2 800 MW en éolien et quasi-totalité de la programmation en matière de chaufferies / réseau de chaleur biomasse en fonctionnement ou en construction), il convient de favoriser les interventions vers les filières émergentes en région (méthanisation, géothermie et solaire). Ainsi les filières matures seront accompagnées dans une logique d'animation de filières tandis que les filières émergentes seront accompagnées sur l'aide à la réalisation (études de faisabilité, subventions d'investissement).</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	9,00 M€
Taux de cofinancement moyen	25,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible

Acteurs publics, acteurs économiques et sociaux et de la formation, territoires.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements d'enseignement supérieur, Etat, académiques, centres de transfert, associations.

Dépenses éligibles

Constructions, requalifications immobilières, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels

Dépenses exclues

Concernant les projets méthanisation : démarches administratives et réglementaires ICPE, permis de construire, plan d'épandage inclus, dépenses de maîtrise d'œuvre (APD : étude d'ingénierie, consultations des fournisseurs par lots, suivi de chantiers et réception...), études de raccordements électriques ou biométhane au réseau gaz (injection), étude de faisabilité de l'injection biométhane, démarches d'obtention des certificats d'obligation d'achat (électricité ou biométhane).

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- réduction à la dépendance énergétique du territoire,
- cohérence avec les priorités du SRCAE (filières émergentes en région, nouvelles technologies, production d'énergies décentralisées avec bilans énergétiques positifs...),
- Considérant les objectifs du SRCAE, la priorité des investissements est donnée aux énergies renouvelables thermiques (Géothermie, Bois énergie, Solaire thermique, Méthanisation),
Pour les projets Bois énergie, la sélection des opérations prendra en compte les critères économiques et la nature des approvisionnements
Pour les projets de méthanisation, la sélection des opérations se fera notamment sur trois critères : - un niveau élevé de valorisation énergétique, - une utilisation de déchets organiques de proximité et non de cultures énergétiques dédiées, - un retour au sol de la matière organique.
- Pour les aides à la décision, les projets individuels ne seront pas prioritaires,
- création d'activité et d'emplois sur le territoire, rentabilité économique du projet pertinente,
- caractère structurant de l'opération (envergure régionale, exemplarité/duplicabilité),
- prise en compte des priorités transversales de l'UE (égalité des chances notamment).

Exemples d'actions

- Unités de méthanisations centralisées agricoles et industrielles,
- Chaufferies industrielles/tertiaires biomasse ou géothermales, notamment basées sur les nouvelles technologies de combustion de la biomasse (gazéification, foyers bas NOx, nouveaux systèmes de traitement des fumées...).
- Réseau de chaleur à plus de 50 % d'énergies renouvelables ou de récupération (géothermie, biomasse, etc.).
- Nouvelles technologies émergentes pour les applications de chauffage/climatisation des locaux industriels et tertiaires.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Ce type d'actions a pour vocation d'augmenter la production d'énergies renouvelables en région, tout en favorisant des technologies qui nécessitent un retour d'expérience et pour lesquelles nous manquons de recul sur leurs performances.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (Mw)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Production totale d'énergie renouvelable en région
Valeur de référence : 5 726 GWh / Valeur cible à 2023 : 13 748 GWh

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)

Lieu de dépôt des dossiers

DE

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.a
	Objectif spécifique	8
	Type d'action	8b

Intitulé

Accompagnement des territoires volontaires pour développer des productions d'énergie décentralisées tendant à des bilans énergétiques (production/consommation) positifs

JUSTIFICATION

Résultat attendu

Doublément de la production d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 afin de répondre aux objectifs stratégiques du SRCAE.

Constat

En 2010, si la production d'énergie en Picardie est à 88 % d'origine renouvelable, elle ne couvre que 10 % de la consommation régionale, tandis qu'au niveau national, la production d'énergie renouvelable représente 13 % de la production énergétique française. S'appuyant sur un important potentiel de développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'éolien et du bois-énergie, de nombreuses actions ont déjà été engagées pour répondre aux objectifs du Grenelle de l'Environnement (schémas éoliens territoriaux, réseaux de chaleur biomasse, plan solaire...). Il s'agit pour la Picardie, à l'horizon 2020, de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final, ce qui correspondrait donc à produire environ 1 Mtep, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. L'économie régionale, s'appuyant progressivement sur ces ressources locales, sera ainsi moins soumise aux impacts de la volatilité des prix des énergies fossiles.

Mais cette priorité est aussi mobilisée pour développer cette production d'énergies renouvelables, tout en optimisant les retombées économiques positives (création de valeur ajoutée, d'emplois locaux non délocalisables, de nouvelles filières, etc.) pour les territoires.

L'important potentiel éolien de la Picardie résulte d'une situation géographique favorable (proximité au littoral, gisement éolien élevé, grands espaces de cultures intensives...), et d'une volonté politique forte : objectif 2800 MW pour 2020.

Le développement de l'éolien en Picardie se fait donc à un rythme soutenu, sans pour autant nécessiter pour l'instant d'importantes dépenses publiques.

L'essentiel de l'action régionale sur l'éolien vise donc à profiter de ce développement éolien pour favoriser la structuration de la filière. Il faut ainsi rappeler que :

- de gros investissements ont déjà été engagés (exemple le centre de formation et de ressources WINDLAB qui a mobilisé 2 millions d'euros),
- le développement et la structuration de la filière amènent de la mise en relation, l'organisation de rencontres d'affaires, de l'accompagnement à l'export qui ne sont pas toujours des postes de dépenses élevés,
- le soutien à la R&D pourra également bénéficier des moyens financiers de l'axe 1.

Si les objectifs de production des filières éolienne et bois énergie sont en passe d'être atteints pour 2020 (actuellement 1 200 MW en exploitation, 1 000 MW en instruction, 600 MW à développer sur 2 800 MW en éolien et quasi-totalité de la programmation en matière de chaufferies / réseau de chaleur biomasse en fonctionnement ou en construction), il convient de favoriser les interventions vers les filières émergentes en région (méthanisation, géothermie et solaire). Ainsi les filières matures seront accompagnées dans une logique d'animation de filières tandis que les filières

émergentes seront accompagnées sur l'aide à la réalisation (études de faisabilité, subventions d'investissement).

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	3,00 M€
Taux de cofinancement moyen	25,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible

Acteurs publics, acteurs économiques et sociaux et de la formation, territoires.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements d'enseignement supérieur, académiques, centres de transfert, associations.

Dépenses éligibles

Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- réduction à la dépendance énergétique du territoire,
- cohérence avec les priorités du SRCAE (filiales émergentes en région, nouvelles technologies, production d'énergies décentralisées avec bilans énergétiques positifs...),
- création d'activité et d'emplois sur le territoire, rentabilité économique du projet pertinente,
- caractère structurant de l'opération (envergure régionale, exemplarité/duplicabilité),
- caractère innovant et/ou exemplaire,
- réponse à des enjeux spécifiques du territoire,
- cohérence des projets avec les travaux de planification (SRADDT, SRCAE, PCET...) sera systématiquement recherchée,
- prise en compte des priorités transversales de l'UE (égalité des chances notamment).

Exemples d'actions

- Développement des smart grids (réseaux et compteurs communicants permettant l'insertion optimale des productions décentralisées).
- Combinaison d'actions locales de maîtrise de la demande d'électricité avec des productions d'énergies renouvelables intermittentes.
- Expérimentation de solution de stockage d'énergie en grandeur réelle.
- Soutien aux investissements centrés sur la mobilisation de la ressource bois énergie et notamment en forêt privée (équipements de valorisation, de conditionnement, plateformes, etc.).

Ce type d'action a pour vocation de démontrer la faisabilité de l'insertion massive des énergies renouvelables dans le mix énergétique à l'échelle locale dans l'optique d'une généralisation à l'échelle européenne.

Ce type d'action pourra être mobilisé dans le cadre d'un ITI urbain.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (Mw)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Production totale d'énergie renouvelable en région
Valeur de référence : 5 726 GWh / Valeur cible à 2023 : 13 748 GWh

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)

Lieu de dépôt des dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.a
	Objectif spécifique	8
	Type d'action	8c

Intitulé	Impulsion, structuration et animation des filières d'énergies renouvelables
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Doublment de la production d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 afin de répondre aux objectifs stratégiques du SRCAE.
-------------------------	--

Constat	<p>En 2010, si la production d'énergie en Picardie est à 88 % d'origine renouvelable, elle ne couvre que 10 % de la consommation régionale, tandis qu'au niveau national, la production d'énergie renouvelable représente 13 % de la production énergétique française. S'appuyant sur un important potentiel de développement des énergies renouvelables, et plus particulièrement de l'éolien et du bois-énergie, de nombreuses actions ont déjà été engagées pour répondre aux objectifs du Grenelle de l'Environnement (schémas éoliens territoriaux, réseaux de chaleur biomasse, plan solaire...). Il s'agit pour la Picardie, à l'horizon 2020, de porter à hauteur de 23 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique final, ce qui correspondrait donc à produire environ 1 Mtep, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. L'économie régionale, s'appuyant progressivement sur ces ressources locales, sera ainsi moins soumise aux impacts de la volatilité des prix des énergies fossiles.</p> <p>Mais cette priorité est aussi mobilisée pour développer cette production d'énergies renouvelables, tout en optimisant les retombées économiques positives (création de valeur ajoutée, d'emplois locaux non délocalisables, de nouvelles filières, etc.) pour les territoires.</p> <p>L'important potentiel éolien de la Picardie résulte d'une situation géographique favorable (proximité au littoral, gisement éolien élevé, grands espaces de cultures intensives...), et d'une volonté politique forte : objectif 2800 MW pour 2020. Le développement de l'éolien en Picardie se fait donc à un rythme soutenu, sans pour autant nécessiter pour l'instant d'importantes dépenses publiques.</p> <p>L'essentiel de l'action régionale sur l'éolien vise donc à profiter de ce développement éolien pour favoriser la structuration de la filière. Il faut ainsi rappeler que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de gros investissements ont déjà été engagés (exemple le centre de formation et de ressources WINDLAB qui a mobilisé 2 millions d'euros), ➤ le développement et la structuration de la filière amènent de la mise en relation, l'organisation de rencontres d'affaires, de l'accompagnement à l'export qui ne sont pas toujours des postes de dépenses élevés, ➤ le soutien à la R&D pourra également bénéficier des moyens financiers de l'axe 1. <p>Si les objectifs de production des filières éolienne et bois énergie sont en passe d'être atteints pour 2020 (actuellement 1 200 MW en exploitation, 1 000 MW en instruction, 600 MW à développer sur 2 800 MW en éolien et quasi-totalité de la programmation en matière de chaufferies / réseau de chaleur biomasse en fonctionnement ou en construction), il convient de favoriser les interventions vers les filières émergentes en région (méthanisation, géothermie et solaire). Ainsi les filières matures seront accompagnées dans une logique d'animation de filières tandis que les filières émergentes seront accompagnées sur l'aide à la réalisation (études de faisabilité, subventions d'investissement).</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	1,00 M€
Taux de cofinancement moyen	25,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible

Acteurs publics, acteurs économiques et sociaux et de la formation, territoires.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements d'enseignement supérieur, académiques et centres de transfert.

Dépenses éligibles

Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- réduction à la dépendance énergétique du territoire,
- cohérence avec les priorités du SRCAE (filieres émergentes en région, nouvelles technologies, production d'énergies délocalisées avec bilans énergétiques positifs...) et du SRADDT,
- création d'activité et d'emplois sur le territoire, rentabilité économique du projet pertinente,
- caractère structurant de l'opération (envergure régionale, exemplarité/duplicabilité),
- réponse à des enjeux spécifiques du territoire,
- potentiel des marchés visés,
- prise en compte des priorités transversales de l'UE (égalité des chances notamment).

Exemples d'actions

- Soutien aux projets de diversification.
- Soutien aux projets collaboratifs de R&D.
- Soutien à l'animation et la formation de groupements d'entreprises voire de clusters dédiés.

Ce type d'action a pour vocation d'optimiser les retombées socio-économiques sur les territoires, tout en organisant et maîtrisant le développement de ces productions renouvelables.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

PME pour la période 2014-2020.
Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Capacité supplémentaire de production d'énergies renouvelables (Mw)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Production totale d'énergie renouvelable en région
Valeur de référence : 5 726 GWh / Valeur cible à 2023 : 13 748 GWh

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)

Lieu de dépôt des dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.b
	Objectif spécifique	9
	Type d'action	9a

Intitulé	Amélioration de la performance énergétique des entreprises au niveau des process et des utilités industrielles
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Diminution de la consommation d'énergie finale ainsi que la réduction de la consommation de ressources dans les entreprises (process et utilités).
-------------------------	--

Constat	<p>Le secteur industriel pèse à hauteur de 30 % du total de la consommation énergétique régionale avec 1 709 ktep/an. Cette part de l'industrie est supérieure à la moyenne nationale (24 %). Cet écart s'explique par la nature des activités industrielles fortement consommatrices d'énergie : industries chimiques, sidérurgie, agroalimentaire, industrie du papier-carton et celle du verre consomment à elles seules environ les deux tiers de l'énergie brute totale utilisée par l'industrie en Picardie. Depuis le premier choc pétrolier, les industriels picards ont engagé des programmes d'économie ou de substitution d'énergie et cet intérêt ne s'est pas démenti après le contre choc pétrolier.</p> <p>Des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie pour le secteur industriel picard sont affichés dans le SRCAE, adopté début 2012. Il s'agit d'ici 2020 de diminuer les émissions de CO2 liées aux activités industrielles de 11 % et les consommations d'énergie associées de 7 %. Cet objectif s'appuie à la fois sur le système communautaire d'échange des quotas d'émissions (PNAQ qui touche les 40 sites les plus émetteurs) et sur les opérations de maîtrise de l'énergie à réaliser dans les autres établissements industriels de plus petites tailles (plusieurs centaines de sites potentiels). Si des sauts technologiques sur les process de production permettront d'accélérer l'amélioration de la performance énergétique, des progrès conséquents peuvent être aussi réalisés en matière « d'écologie industrielle », concept qui permet notamment d'optimiser et de mutualiser l'utilisation de ressources énergétiques entre entreprises ou au sein du territoire.</p> <p>Pour les entreprises, les enjeux sont multiples. Mais désormais, l'un des enjeux majeurs de la compétitivité réside dans leurs capacités à adopter un processus de production innovant et décarboné, afin de réduire les coûts de fabrication et de traitement en économisant l'énergie et les matières premières et en limitant les flux de déchets et de rejets, d'améliorer la compétitivité avec un souci d'éco-innovation tant au niveau du procédé (écotechnologie) que de la conception de nouveaux produits (écoconception) et de développer des activités à plus forte valeur ajoutée.</p> <p>De plus, cette démarche participe à l'amélioration de l'image de l'entreprise et renforce les relations avec ses partenaires industriels, commerciaux, ses clients, ses assureurs, ses banques, l'administration, les riverains et les associations et la collectivité dans laquelle elle est située. Enfin, même si ces enjeux sont de mieux en mieux intégrés à la gestion globale des entreprises (essentiellement des entreprises appartenant à des grands groupes), force est de constater que les PME-TPE ont besoin de plus d'accompagnement. Le soutien au développement de la production sobre et propre et donc aux éco technologies qui s'intègre dans une économie circulaire est devenu un objectif prioritaire en termes de compétitivité des entreprises picardes et d'attractivité du territoire régional.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	3,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	25,0%
	Taux plafond d'aides publiques	80%*
Groupe cible	Acteurs économiques, territoires.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Toutes entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, académiques et centres de transfert.	
Dépenses éligibles	Constructions, acquisitions et/ou requalifications immobilières, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans plusieurs stratégies régionales (SRCAE, SRADDT), ➤ l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015 ➤ Caractère innovant et/ou exemplaire, ➤ Potentiel à dupliquer et à massifier les actions, ➤ Les projets devront prouver que les technologies prévues apportent aussi bien un gain en énergie primaire qu'en énergie finale. Les projets s'appuyant sur des démarches d'écoconception de produits, de préférence grand public, duplicables en grande diffusion, sont particulièrement fléchés et ce d'autant plus qu'elles intégreront les trois « piliers », social/sociétal – environnement –économie du développement durable. Conformément à l'article 3.3(b) du Règlement 1301/2013 du 17 décembre 2013, le FEDER ne soutient pas les investissements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe 1 de la directive 2003/87/CE. 	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Récupération et valorisation d'énergie thermique dans les procédés industriels. ➤ Amélioration de l'efficacité énergétique des utilités. ➤ Réalisation d'études / comparatifs techniques mutualisés sur les gisements d'économie d'énergie, y compris au niveau logistique. <p>Ce type d'action a pour vocation de stimuler la prise en compte des aspects maîtrise de l'énergie dans les projets d'adaptation, de modernisation/extension des entreprises en favorisant la diffusion des compétences et des savoir-faire.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.</p>	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)
Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions (entreprise)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Consommation d'énergie finale de l'industrie
Valeur de référence : 17 966 GWh / Valeur cible à 2023 : 17 964

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)

Lieu de dépôt des dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.b
	Objectif spécifique	9
	Type d'action	9b

Intitulé	Promotion des démarches d'entreprises et inter-entreprises (investissements, organisations...) permettant d'améliorer leur performance énergétique et économique (économie circulaire notamment par la mutualisation / échange de flux et l'éco conception)
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Diminution de la consommation d'énergie finale ainsi que la réduction de la consommation de ressources dans les entreprises (process et utilités).
-------------------------	--

Constat	<p>Le secteur industriel pèse à hauteur de 30 % du total de la consommation énergétique régionale avec 1 709 ktep/an. Cette part de l'industrie est supérieure à la moyenne nationale (24 %). Cet écart s'explique par la nature des activités industrielles fortement consommatrices d'énergie : industries chimiques, sidérurgie, agroalimentaire, industrie du papier-carton et celle du verre consomment à elles seules environ les deux tiers de l'énergie brute totale utilisée par l'industrie en Picardie. Depuis le premier choc pétrolier, les industriels picards ont engagé des programmes d'économie ou de substitution d'énergie et cet intérêt ne s'est pas démenti après le contre choc pétrolier.</p> <p>Des objectifs ambitieux de réduction des consommations d'énergie pour le secteur industriel picard sont affichés dans le SRCAE, adopté début 2012. Il s'agit d'ici 2020 de diminuer les émissions de CO2 liées aux activités industrielles de 11 % et les consommations d'énergie associées de 7 %. Cet objectif s'appuie à la fois sur le système communautaire d'échange des quotas d'émissions (PNAQ qui touche les 40 sites les plus émetteurs) et sur les opérations de maîtrise de l'énergie à réaliser dans les autres établissements industriels de plus petites tailles (plusieurs centaines de sites potentiels). Si des sauts technologiques sur les process de production permettront d'accélérer l'amélioration de la performance énergétique, des progrès conséquents peuvent être aussi réalisés en matière « d'écologie industrielle », concept qui permet notamment d'optimiser et de mutualiser l'utilisation de ressources énergétiques entre entreprises ou au sein du territoire.</p> <p>Pour les entreprises, les enjeux sont multiples. Mais désormais, l'un des enjeux majeurs de la compétitivité réside dans leurs capacités à adopter un processus de production innovant et décarboné, afin de réduire les coûts de fabrication et de traitement en économisant l'énergie et les matières premières et en limitant les flux de déchets et de rejets, d'améliorer la compétitivité avec un souci d'éco-innovation tant au niveau du procédé (écotechnologie) que de la conception de nouveaux produits (écoconception) et de développer des activités à plus forte valeur ajoutée.</p> <p>De plus, cette démarche participe à l'amélioration de l'image de l'entreprise et renforce les relations avec ses partenaires industriels, commerciaux, ses clients, ses assureurs, ses banques, l'administration, les riverains et les associations et la collectivité dans laquelle elle est située. Enfin, même si ces enjeux sont de mieux en mieux intégrés à la gestion globale des entreprises (essentiellement des entreprises appartenant à des grands groupes), force est de constater que les PME-TPE ont besoin de plus d'accompagnement. Le soutien au développement de la production sobre et propre et donc aux éco technologies qui s'intègre dans une économie circulaire est devenu un objectif prioritaire en termes de compétitivité des entreprises picardes et d'attractivité du territoire régional.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	2,00 M€
Taux de cofinancement moyen	25,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible

Acteurs économiques, territoires.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Entreprises, organisations professionnelles, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, académiques et centres de transfert.

Dépenses éligibles

Constructions, acquisitions et/ou requalifications immobilières, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- Inscription dans plusieurs stratégies régionales (SRCAE, SRADDT, Stratégie Ecologie Industrielle et Territoriale),
- l'inscription au sein d'un Contrat d'Appui et de Développement (CAD) – cf. délibération du Conseil régional du 20/02/2015
- Mutualisation des pratiques, des équipements et des acteurs,
- Qualité de mode de gouvernance,
- Potentiel à dupliquer les actions,
- Les projets devront prouver que les technologies prévues apportent aussi bien un gain en énergie primaire qu'en énergie finale. Les projets s'appuyant sur des démarches d'écoconception de produits, de préférence grand public, duplicables en grande diffusion, sont particulièrement fléchés et ce d'autant plus qu'elles intégreront les trois « piliers », social/sociétal – environnement – économique du développement durable. Conformément à l'article 3.3(b) du Règlement 1301/2013 du 17 décembre 2013, le FEDER ne soutient pas les investissements visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe 1 de la directive 2003/87/CE.

Exemples d'actions

- Investissements permettant des synergies en matière de valorisation énergétique (récupération de chaleur fatale, réseau de chaleur, valorisation de biogaz, etc.) et de valorisation de coproduits (rebus de production, etc.).
- Investissements permettant des mutualisations d'équipements et de moyens notamment dans l'organisation du transport de marchandises par les modes alternatifs à la route.
- Soutien au fonctionnement pour la mise en place de ces démarches (animation territoriale, opérateurs dédiés, plateforme d'échanges et d'information sur les matières valorisables, etc.).

Ce type d'action a pour vocation de stimuler la réalisation concrète de démarche d'écologie industrielle sur le territoire.

Référence à la réglementation des aides d'état

Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020.

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (entreprise)</p> <p>Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions (entreprise)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Consommation d'énergie finale de l'industrie</p> <p>Valeur de référence : 17 966 GWh / Valeur cible à 2023 : 17 964</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)
Lieu de dépôt des dossiers	DE

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.c
	Objectif spécifique	10
	Type d'action	10a

Intitulé

Accompagnement des maîtres d'ouvrage publics dans des projets d'amélioration de la performance énergétique de leurs bâtiments (neufs et anciens)

JUSTIFICATION

Résultat attendu

Diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire et du logement.

Constat

La Commission européenne affiche dans ses recommandations pour la France, l'objectif d'atteindre d'ici 2020, 20 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, 23 % d'énergie renouvelable et 20 % d'augmentation de l'efficacité énergétique.

La Picardie affiche depuis plusieurs années une ambition forte pour assurer la mutation vers une économie à faible teneur en carbone. En fixant des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables, d'efficacité énergétique, de lutte contre et d'adaptation au changement climatique et d'amélioration de la qualité de l'air, le parti pris du Schéma Régional Climat Air-Energie (SRCAE), co-élaboré par l'Etat et le Conseil régional de Picardie, est de contribuer à la compétitivité et à l'attractivité du territoire dans une logique de croissance durable.

En 2007, les émissions de GES étaient de 15,833 millions de t_{eq}CO₂ en Picardie (14,024 millions en tenant compte des émissions évitées grâce au stockage de carbone). Le secteur du bâti représente 1/4 des émissions régionales, le secteur résidentiel représentant les 2/3 des émissions du bâti. Les besoins en matière de rénovation thermique sont importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage.

De plus, il paraît nécessaire de préparer les bâtiments actuels aux évolutions du climat à venir, en intégrant en particulier la notion de confort d'été pour des températures plus élevées, sans oublier la qualité de l'air intérieur.

Enjeux à traiter

- Répondre aux objectifs du SRCAE en matière de rénovation énergétique des bâtiments (notamment passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an).
- Promouvoir un urbanisme sobre en carbone, aussi bien par le concept de ville et d'aménagement du territoire durables.

Cette priorité d'investissement sera fortement articulée avec le FSE qui est mobilisé pour développer les compétences des salariés dans ce secteur et développer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	5,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	25,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*
Groupe cible	Territoires, acteurs économiques et sociaux et de la formation.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Etat, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, établissements publics et autres acteurs publics, associations.	
Dépenses éligibles	Constructions et/ou requalifications immobilières, travaux de rénovation, investissements matériels, études	
Dépenses exclues	Les dépenses relatives au strict respect des réglementations thermiques, les travaux visant des bâtiments non soumis aux réglementations thermiques en vigueur	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Inscription dans la stratégie régionale du SRCAE,➤ Caractère innovant et/ou exemplaire➤ Critères techniques de performance énergétique (BBC rénovation, PREBAT),➤ Priorisation à la rénovation énergétique, aux bâtiments à fort taux d'occupation, aux engagements sur le suivi des consommations,➤ Valorisation des projets selon le choix des matériaux, l'utilisation des énergies renouvelables,➤ Pour les aides à la décision, les projets individuels ne seront pas prioritaires	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none">➤ Soutien financier à des opérations de réhabilitations thermiques, notamment dans le cadre d'appels à projets « bâtiments performants », visant des niveaux de performance énergétique et environnementale élevés, favorisant l'intégration des énergies renouvelables.➤ Soutien à la construction de bâtiments à haute performance énergétique, en vue d'atteindre des bâtiments à énergie positive ou bien présentant une consommation d'énergie sensiblement inférieure aux exigences réglementaires et à coût global réduit.➤ Soutien financier à l'assistance à maîtrise d'ouvrage en conduite d'opération visant une qualité environnementale du bâtiment, audit énergétique ciblant des parcs immobiliers de taille significative permettant la définition de programmes de travaux ambitieux. <p>Ce type d'action a pour vocation de soutenir une demande dynamique en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments.</p>	
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p>	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de ménages dont le classement en matière de consommation énergétique s'est amélioré (Ménage) Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (kWh/an) Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)
Indicateurs de résultat	Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire Valeur de référence : 21 377 GWh / Valeur cible à 2023 : 18 886
Cadre de performance	Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)
Lieu de dépôt des dossiers	DE

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.c
	Objectif spécifique	10
	Type d'action	10b

Intitulé

Soutien à la réhabilitation thermique du parc de logement social et à destination des ménages du parc privé en situation de précarité énergétique

JUSTIFICATION

Résultat attendu

Diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire et du logement.

Constat

Sur la période 2007-2013, 7,3 millions d'euros de FEDER ont été mobilisés pour la réhabilitation thermique du parc de logement social (pour 33 millions d'euros de travaux), ce qui a permis de toucher 2 500 logements. Les résultats ont été probants : une diminution par 2,5 des consommations d'énergie a été constatée après travaux grâce à une isolation améliorée en moyenne de 62 % (voire 76 % sur certains sites). Pour les bénéficiaires finaux, cela s'est traduit par une diminution de leur budget énergie en moyenne de 8 euros par mois et par logement.

Les études réalisées apportent par ailleurs un diagnostic complet de la situation actuelle sur le territoire picard :

- sur le parc social : l'étude de la Calade « Diagnostic énergétique du parc HLM picard et scénarii d'amélioration pour l'élaboration d'un Plan de Stratégie Énergétique »,
- sur le logement privé : « Etude pour établir un plan d'actions en matière de lutte contre la précarité énergétique » (CREDOC / Atema Conseil – Phase diagnostic), ainsi que le volet Bâtiment du SRCAE ou encore le « bilan 2013 du parc privé – ANAH ».

Sur un total de plus de 850 000 logements dont 755 000 résidences principales, la région compte 46 % de logements anciens, contre 40 % en France, et 6,6 % de logements sans confort, contre 5,2 % au plan national. Le parc picard a été construit à plus de 70 % avant la première réglementation thermique de 1975 et comporte une part de maisons individuelles un peu plus élevée qu'à l'échelle nationale. Le niveau des émissions de gaz à effet de serre résulte des caractéristiques du parc de logement : 82 % des émissions sont le fait des logements construits avant 1975. Plus globalement, le secteur résidentiel compte pour les deux tiers des émissions du bâti, le secteur du bâti représentant lui-même un quart des émissions régionales.

Les besoins en matière de rénovation thermique apparaissent donc particulièrement importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages picards en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage de leur habitation, d'après l'étude sur la précarité énergétique en Picardie conduite par le Conseil régional de Picardie en 2012. De plus, il paraît nécessaire de préparer les bâtiments actuels aux évolutions du climat à venir, en intégrant en particulier la notion de confort d'été pour des températures plus élevées, sans oublier la qualité de l'air intérieur.

Enjeux à traiter

- Répondre aux objectifs du SRCAE en matière de rénovation énergétique des bâtiments (notamment passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an).

- Promouvoir un urbanisme sobre en carbone, aussi bien par le concept de ville et d'aménagement du territoire durables.

Cette priorité d'investissement sera fortement articulée avec le FSE qui est mobilisé pour développer les compétences des salariés dans ce secteur et développer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 12,00 M€ Taux de cofinancement moyen 30,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Acteurs publics, territoires, acteurs économiques et sociaux et de la formation, populations à revenus modestes ou en situation de précarité énergétique.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Bailleurs sociaux ou autres propriétaires de logement(s) visés à l'article R. 323-1 du code de la construction et de l'habitation, syndicats de copropriétaires représentant un nombre significatif de propriétaires occupants et/ou de propriétaires bailleurs potentiellement bénéficiaires des aides de l'Agence nationale de l'habitat(ANAH), autres propriétaires occupants à revenus modestes et/ou propriétaires bailleurs, établissements publics.
Dépenses éligibles	Travaux de requalifications immobilières, investissements matériels en faveur de la réalisation d'économies d'énergie
Dépenses exclues	Etudes, Maitrise d'œuvre, honoraires et travaux autres que ceux liés à des économies d'énergie
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le logement social : appels à projets définissant le niveau d'ambition souhaité : preuve d'une amélioration très significative de la performance énergétique des logements sociaux les plus énergivores, réduction des charges énergétiques mais aussi évolution des loyers et charges locatives avant et après travaux ; ➤ Pour le logement privé : l'application de critères précis d'allocation d'aides, tels que ceux définis par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) ou ceux définis pour l'obtention de la prime rénovation énergétique au niveau national et distribuée par l'Agence de services et de paiement (ASP) dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat (PREH). Appels à projets et /ou règlement d'attribution dédié pour les copropriétés dégradées sous conventionnement ANAH, le cas échéant. <p>Au regard des critères techniques permettant de réponse à des objectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la performance thermique des bâtiments résidentiels (Réduction TeqCO2, Gains en kWh/m² réalisés grâce aux travaux et réduction en pourcentage de l'Ubât) - de cohésion sociale et de lutte contre la précarité énergétique (Evolution des coûts d'usage du logement pour les occupants), - de massification de logements traités (Nombre de logements réhabilités par opération), - d'opérationnalité permettant l'optimisation des fonds européens (Etat d'avancement des études et éventuellement des travaux au moment de la demande de subvention), <p>➤ Au regard de critères qualitatifs complémentaires (Conditions de confort et de santé (qualité d'air intérieur notamment), Intégration des énergies renouvelables,</p>

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Energie grise dans le choix des (éco)-matériaux, Aspects architecturaux, insertion du bâtiment dans son environnement,...).

Exemples d'actions

- Poursuite et amplification de l'effort entrepris depuis 2011 en faveur de la réhabilitation performante dans le parc de logements locatifs sociaux à destination des ménages à revenus modestes en situation de précarité énergétique.
- Soutien à la réhabilitation thermique de logements énergivores du parc privé en copropriété, le cas échéant.

Ce type d'action a pour vocation d'identifier des nouvelles voies d'efficacité énergétique optimisée grâce à la réalisation de travaux d'économie d'énergie dans l'habitat, permettant également la prise en compte des coûts d'entretien et de maintenance après travaux ainsi qu'une connaissance plus précise de la consommation d'énergie/charges locatives d'un ménage avant / après travaux (analyse en coût global des projets).

Référence à la réglementation des aides d'état

Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de ménages dont le classement en matière de consommation énergétique s'est amélioré (Ménage)
Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (kWh/an)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire
Valeur de référence : 21 377 GWh / Valeur cible à 2023 : 18 886

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)

Lieu de dépôt des dossiers

DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.c
	Objectif spécifique	10
	Type d'action	10c

Intitulé	Expérimentation en matière d'instruments financiers innovants pour la rénovation énergétique des logements privés
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire et du logement.
-------------------------	---

Constat	<p>Sur la période 2007-2013, 7,3 millions d'euros de FEDER ont été mobilisés pour la réhabilitation thermique du parc de logement social (pour 33 millions d'euros de travaux), ce qui a permis de toucher 2 500 logements. Les résultats ont été probants : une diminution par 2,5 des consommations d'énergie a été constatée après travaux grâce à une isolation améliorée en moyenne de 62 % (voire 76 % sur certains sites). Pour les bénéficiaires finaux, cela s'est traduit par une diminution de leur budget énergie en moyenne de 8 euros par mois et par logement.</p> <p>Les études réalisées apportent par ailleurs un diagnostic complet de la situation actuelle sur le territoire picard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ sur le parc social : l'étude de la Calade « Diagnostic énergétique du parc HLM picard et scénarii d'amélioration pour l'élaboration d'un Plan de Stratégie Énergétique », ➤ sur le logement privé : « Etude pour établir un plan d'actions en matière de lutte contre la précarité énergétique » (CREDOC / Atema Conseil – Phase diagnostic), ainsi que le volet Bâtiment du SRCAE ou encore le « bilan 2013 du parc privé – ANAH ». <p>Sur un total de plus de 850 000 logements dont 755 000 résidences principales, la région compte 46 % de logements anciens, contre 40 % en France, et 6,6 % de logements sans confort, contre 5,2 % au plan national. Le parc picard a été construit à plus de 70 % avant la première réglementation thermique de 1975 et comporte une part de maisons individuelles un peu plus élevée qu'à l'échelle nationale. Le niveau des émissions de gaz à effet de serre résulte des caractéristiques du parc de logement : 82 % des émissions sont le fait des logements construits avant 1975. Plus globalement, le secteur résidentiel compte pour les deux tiers des émissions du bâti, le secteur du bâti représentant lui-même un quart des émissions régionales.</p> <p>Les besoins en matière de rénovation thermique apparaissent donc particulièrement importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages picards en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage de leur habitation, d'après l'étude sur la précarité énergétique en Picardie conduite par le Conseil régional de Picardie en 2012. De plus, il paraît nécessaire de préparer les bâtiments actuels aux évolutions du climat à venir, en intégrant en particulier la notion de confort d'été pour des températures plus élevées, sans oublier la qualité de l'air intérieur.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Répondre aux objectifs du SRCAE en matière de rénovation énergétique des bâtiments (notamment passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an). ➤ Promouvoir un urbanisme sobre en carbone, aussi bien par le concept de ville et d'aménagement du territoire durables.
-------------------------	--

Cette priorité d'investissement sera fortement articulée avec le FSE qui est mobilisé pour développer les compétences des salariés dans ce secteur et développer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 10,00 M€ Taux de cofinancement moyen 13,0% Taux plafond d'aides publiques 80%*
Groupe cible	Territoires, acteurs économiques et sociaux et de la formation.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Propriétaires occupants ou bailleurs n'ayant pas accès à des financements bancaires adaptés à leur projet de réhabilitation thermique des bâtiments, collectivités territoriales, établissements publics, associations, entreprises.
Dépenses éligibles	Dépenses relatives à la préparation, la mise en œuvre et la clôture d'un instrument financier. Coûts et frais de gestion de l'intermédiaire financier le cas échéant. Participations, quasi-participations, instruments de partage des risques.
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans la stratégie régionale du SRCAE, ➤ Dimension interdisciplinaire (technique et financière), ➤ Potentiel de croissance du ou des marchés visés.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutien à des opérations pilotes de tiers financement. ➤ Création d'instruments financiers appropriés permettant le financement d'investissements dédiés à la rénovation énergétique performante du parc privé. <p>Principaux groupes cibles : Populations à revenus modestes, en situation de précarité énergétique ou en passe de l'être à court ou moyen terme.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>-Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p> <p>Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.</p>

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de ménages dont le classement en matière de consommation énergétique s'est amélioré (Ménage) Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (kWh/an) Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)
Indicateurs de résultat	Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire Valeur de référence : 21 377 GWh / Valeur cible à 2023 : 18 886
Cadre de performance	Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)
Lieu de dépôt des dossiers	DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.c
	Objectif spécifique	10
	Type d'action	10d

Intitulé **Structuration et animation de la filière éco-bâtiment**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Diminution de la consommation d'énergie dans les bâtiments du secteur tertiaire et du logement.

Constat

Sur la période 2007-2013, 7,3 millions d'euros de FEDER ont été mobilisés pour la réhabilitation thermique du parc de logement social (pour 33 millions d'euros de travaux), ce qui a permis de toucher 2 500 logements. Les résultats ont été probants : une diminution par 2,5 des consommations d'énergie a été constatée après travaux grâce à une isolation améliorée en moyenne de 62 % (voire 76 % sur certains sites). Pour les bénéficiaires finaux, cela s'est traduit par une diminution de leur budget énergie en moyenne de 8 euros par mois et par logement.

Les études réalisées apportent par ailleurs un diagnostic complet de la situation actuelle sur le territoire picard :

- sur le parc social : l'étude de la Calade « Diagnostic énergétique du parc HLM picard et scénarii d'amélioration pour l'élaboration d'un Plan de Stratégie Énergétique »,
- sur le logement privé : « Etude pour établir un plan d'actions en matière de lutte contre la précarité énergétique » (CREDOC / Atema Conseil – Phase diagnostic), ainsi que le volet Bâtiment du SRCAE ou encore le « bilan 2013 du parc privé – ANAH ».

Sur un total de plus de 850 000 logements dont 755 000 résidences principales, la région compte 46 % de logements anciens, contre 40 % en France, et 6,6 % de logements sans confort, contre 5,2 % au plan national. Le parc picard a été construit à plus de 70 % avant la première réglementation thermique de 1975 et comporte une part de maisons individuelles un peu plus élevée qu'à l'échelle nationale. Le niveau des émissions de gaz à effet de serre résulte des caractéristiques du parc de logement : 82 % des émissions sont le fait des logements construits avant 1975. Plus globalement, le secteur résidentiel compte pour les deux tiers des émissions du bâti, le secteur du bâti représentant lui-même un quart des émissions régionales.

Les besoins en matière de rénovation thermique apparaissent donc particulièrement importants. Cumulée à la faiblesse des revenus, la mauvaise qualité thermique des logements et le coût croissant de l'énergie placeraient près de 140 000 ménages picards en situation de précarité énergétique, consacrant plus de 10 % de leurs revenus au chauffage de leur habitation, d'après l'étude sur la précarité énergétique en Picardie conduite par le Conseil régional de Picardie en 2012. De plus, il paraît nécessaire de préparer les bâtiments actuels aux évolutions du climat à venir, en intégrant en particulier la notion de confort d'été pour des températures plus élevées, sans oublier la qualité de l'air intérieur.

Enjeux à traiter

- Répondre aux objectifs du SRCAE en matière de rénovation énergétique des bâtiments (notamment passer à 13 000 logements en rénovation basse consommation par an).
- Promouvoir un urbanisme sobre en carbone, aussi bien par le concept de ville et d'aménagement du territoire durables.

Cette priorité d'investissement sera fortement articulée avec le FSE qui est mobilisé pour développer les compétences des salariés dans ce secteur et développer une offre de formation adaptée aux besoins des entreprises.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 3,00 M€ Taux de cofinancement moyen 38,0% Taux plafond d'aides publiques 80%*
Groupe cible	Territoires, acteurs économiques et sociaux et de la formation.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Entreprises, organisations professionnelles, Etat, collectivités territoriales, établissements d'enseignement supérieur, agences locales de l'énergie.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Inscription dans plusieurs stratégies régionales (SRCAE, SRADDT, CPRDF), ➤ Réponse à des enjeux spécifiques du territoire, ➤ Potentiel des marchés visés
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'opérateurs locaux pour la rénovation énergétique des parcs de bâtiments (aide à l'investissement et au fonctionnement de structures dédiées de type agence locale. ➤ Groupements d'entreprises permettant de répondre aux enjeux de la rénovation énergétique (aide à la décision, soutien à l'animation et aux investissements collectifs en matière de matériel de mesure et d'autocontrôle). ➤ Soutien à la R&D aval en matière de développement d'éco-matériaux, de déconstruction et d'assemblage de matériaux et d'impacts sanitaires. ➤ Outils de formation dédiée à la performance énergétique dans le bâtiment (plateformes). <p>Ce type d'action a pour vocation de stimuler une offre performante en région (professionnalisation, excellence), permettant de répondre aux enjeux bâtiments du SRCAE (massification des opérations).</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	Régime cadre exempté de notification n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014. Régime cadre exempté de notification n° SA. 40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Régime cadre exempté de notification n° SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.
Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de ménages dont le classement en matière de consommation énergétique s'est amélioré (Ménage)
Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (kWh/an)
Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)

Indicateurs de résultat

Consommation énergétique finale des secteurs résidentiels et du tertiaire
Valeur de référence : 21 377 GWh / Valeur cible à 2023 : 18 886

Cadre de performance

Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement (DE)

Lieu de dépôt des dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11a

Intitulé **Solutions alternatives à la pratique auto-soliste**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.

Constat En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :

- en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller,
- 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail.

Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.

Enjeux à traiter

- Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité.
- Permettre un accès à la mobilité pour tous.

Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	1,00 M€
Taux de cofinancement moyen	25,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).

Bénéficiaires
 (liste non exhaustive) Autorités organisatrices de transports (AOT), collectivités territoriales et leurs groupements, Etat, syndicats des transports, associations, établissements publics, SNCF, RFF.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Dépenses éligibles	Investissements matériels, frais de personnel, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée, ➤ expérimentations pour les services à la mobilité et le recours aux modes actifs, ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Appui à l'émergence des nouveaux services à la mobilité : déploiement de dispositifs permettant le développement du covoiturage pour les trajets du quotidien, l'auto partage, la mobilité électrique, des navettes fluviales ou du transport par voie d'eau en milieu urbain, etc. ➤ Accompagnement des actions de communication et de sensibilisation permettant de faciliter le changement de comportements en mobilité, dont les opérations de marketing direct, de conseil en mobilité et de test des transports collectifs. ➤ Encouragement au recours aux modes actifs, et au vélo en particulier (complémentarité usages loisirs et quotidiens), pour accéder aux principaux pôles générateurs de déplacements ; actions de sensibilisation à la pratique des modes actifs, mise en place de services en faveur du vélo (stationnement, vélo école...). ➤ Aide à la mise en place de cadres partenariaux facilitant la bonne articulation entre aménagement du territoire et organisation des services de transports, du type « contrat d'axe ». <p>Ce type d'action a pour vocation de proposer à la population une alternative crédible et efficace à la voiture particulière. Au-delà des performances de la solution, il s'agit également de jouer sur les comportements afin de convaincre et de rendre pérennes les bonnes pratiques.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de
----------------------------	---

**Lieu de dépôt des
dossiers**

l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)

DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11b

Intitulé	Renforcement du rôle des gares comme lieux stratégiques pour l'aménagement du territoire, en accompagnant plus particulièrement les services de rabattement vers les gares
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.
-------------------------	---

Constat	<p>En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller, ➤ 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail. <p>Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité. ➤ Permettre un accès à la mobilité pour tous. <p>Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	1,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	30,0%
	Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible	Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).
---------------------	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Autorités organisatrices de transports (AOT), collectivités territoriales et leurs groupements, Etat, syndicats des transports, associations, établissements publics
Dépenses éligibles	Investissements matériels, frais de personnel, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée, ➤ pour les projets de TAD : expérimentations d'offres nouvelles facilitant l'accès aux gares principales (hors AOT urbaines), ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes pré-opérationnelles et actions permettant de s'appuyer sur les étoiles ferroviaires d'Amiens et de Creil pour participer au rayonnement de ces agglomérations et faciliter en particulier la desserte périurbaine. ➤ Développement d'itinéraires cyclables desservant la gare et mise en place des services associés. ➤ Aide aux services de transports à la demande facilitant l'accès aux principales gares (hors AOT urbaines). <p>Ce type d'action a pour vocation d'améliorer les conditions de rabattement, de tourner davantage l'urbanisation et l'aménagement vers le rail et d'améliorer les dessertes périurbaines.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11c

Intitulé	Meilleure connaissance des besoins et des comportements en mobilité des habitants pour orienter leurs usages vers des pratiques de déplacement durables et aider à la définition des principes d'aménagement
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.
-------------------------	---

Constat	<p>En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller, ➤ 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail. <p>Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité. ➤ Permettre un accès à la mobilité pour tous. <p>Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	0,40 M€
	Taux de cofinancement moyen	50,0%
	Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible	Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).
---------------------	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Autorités organisatrices de transports (AOT), collectivités territoriales et leurs groupements, Etat, syndicats des transports, associations, établissements publics
Dépenses éligibles	Investissements matériels, frais de personnel, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée, ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisation d'études spécifiques quantitative et qualitative (comportements en mobilité et choix modal, interactions entre lieu de vie et usage des transports, profil des habitants des quartiers de gare...). ➤ Mise à disposition des données transports, comme support de développement d'outil d'aide au voyage (open data). <p>Ce type d'action a pour vocation, d'une part, de mieux connaître la demande en déplacements pour imaginer les solutions de transports à proposer et, d'autre part, de comprendre les habitudes et les attentes des Picards pour pouvoir adopter des stratégies comportementales visant une mobilité durable.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11d

Intitulé	Appui à la coordination des réseaux de transports et au renforcement de l'intermodalité
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.
-------------------------	---

Constat	<p>En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller, ➤ 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail. <p>Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité. ➤ Permettre un accès à la mobilité pour tous. <p>Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	<table> <tr> <td>Fonds mobilisé</td><td>FEDER</td></tr> <tr> <td>Montant alloué à l'action</td><td>1,00 M€</td></tr> <tr> <td>Taux de cofinancement moyen</td><td>25,0%</td></tr> <tr> <td>Taux plafond d'aides publiques</td><td>80%*</td></tr> </table>	Fonds mobilisé	FEDER	Montant alloué à l'action	1,00 M€	Taux de cofinancement moyen	25,0%	Taux plafond d'aides publiques	80%*
Fonds mobilisé	FEDER								
Montant alloué à l'action	1,00 M€								
Taux de cofinancement moyen	25,0%								
Taux plafond d'aides publiques	80%*								
Groupe cible	Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).								
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Autorités organisatrices de transports (AOT), collectivités territoriales et leurs groupements, Etat, syndicats des transports, associations, établissements publics								

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Dépenses éligibles	Investissements matériels, frais de personnel, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée, ➤ Pôles d'échanges multimodaux : seront privilégiés les projets s'inscrivant dans un protocole partenarial, ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagnement à la définition et à la création de pôles d'échanges multimodaux, avec une attention particulière sur leur caractère innovant et expérimental. ➤ Appui à l'interopérabilité des différents réseaux (partage des données, billettique, etc.). <p>Ce type d'actions a pour vocation de faciliter le passage d'un réseau de transport collectif à un autre, afin d'atténuer la gêne ressentie et de rendre acceptable pour l'utilisateur cette rupture de charge, comme alternative à la voiture. Elles portent à la fois sur les liens physiques entre les réseaux et sur l'intermodalité « dématérialisée » (information, tarification combinée, etc.).</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11e

Intitulé	Accompagnement des ménages les plus fragiles, notamment ceux des quartiers prioritaires, et aux plus dépendants à la voiture en leur permettant d'avoir une mobilité durable
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.
-------------------------	---

Constat	<p>En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller, ➤ 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail. <p>Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité. ➤ Permettre un accès à la mobilité pour tous. <p>Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 0,60 M€ Taux de cofinancement moyen 20,0% Taux plafond d'aides publiques 80%*
Groupe cible	Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).
Bénéficiaires	Collectivités territoriales et leurs groupements, autorités organisatrices de transports

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

(liste non exhaustive)	(AOT).
Dépenses éligibles	Investissements matériels, études de faisabilité et opportunité, études spécifique sur l'optimisation et l'amélioration de réseaux de transports, frais d'animation-ingénierie, assistance à la maîtrise d'ouvrage (conducteur d'opération, mandataire,...), conseil-formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine intégrée, ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ s'appuyer sur des liaisons en transports urbains performantes pour désenclaver des quartiers prioritaires, et leur proposer en particulier un accès aux services. <p>Ce type d'action a pour vocation de permettre la mobilité des personnes les plus recluses, en leur proposant notamment un accès aux services via une offre en transports collectifs adaptée ou des cheminements piétons et cyclables facilités.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	3
	Priorité d'investissement	4.e
	Objectif spécifique	11
	Type d'action	11f

Intitulé **Promotion d'un urbanisme durable et polarisé**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Réduction des émissions de GES et de la consommation énergétique dues au secteur des transports. Indirectement, en promouvant une mobilité durable pour tous les Picards, le résultat attendu est la diminution à plus long terme de l'utilisation de la voiture individuelle, d'une part, et la réduction de la vulnérabilité des populations picardes en matière d'accessibilité, d'autre part.

Constat En Picardie, près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre relèvent du secteur des transports de marchandises et de personnes. Le transport par la route, en particulier pour les personnes, engendre l'essentiel de ces émissions. Deux chiffres illustrent l'intérêt de proposer une alternative à l'usage de la voiture, notamment pour les trajets du quotidien :

- en France, les Picards sont ceux qui réalisent les plus longues distances domicile-travail avec près de 20 km l'aller,
- 80 % des Picards ayant un emploi et ne travaillant pas à leur domicile, utilisent un véhicule automobile pour se rendre sur leur lieu de travail.

Fort de ces constats, le SRCAE a identifié 7 gisements pour atteindre les objectifs européens et nationaux de réduction des émissions : densification urbaine, mixité fonctionnelle, développement des transports en commun, covoiturage et promotion du vélo, amélioration des motorisations et introduction électrique, éco conduite et télétravail.

Enjeux à traiter

- Proposer une alternative à l'usage de la voiture en traitant les déplacements du quotidien, en accompagnant notamment le renforcement de l'attractivité des transports collectifs pour les trajets les plus longs et le développement des modes actifs pour les déplacements de grande proximité.
- Permettre un accès à la mobilité pour tous.

Les actions envisagées seront pour l'essentiel développées dans le cadre des ITI urbains et visent à diminuer l'émission de GES.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	1,00 M€
Taux de cofinancement moyen	33,0%
Taux plafond d'aides publiques	80%*

Groupe cible Population picarde notamment les plus vulnérables et les personnes à mobilité réduite (PMR).

Bénéficiaires
 (liste non exhaustive) Agences locales de l'énergie, agences d'urbanisme, collectivités territoriales et leurs groupements, établissements d'enseignement supérieur, SCIC, SEM, établissements publics fonciers.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Dépenses éligibles	Investissements matériels, études stratégiques urbaines pré-opérationnelles à l'échelle de quartiers, assistance à la maîtrise de l'énergie, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation,
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ intégration dans le cadre d'une stratégie urbaine, ➤ cohérence avec les priorités du SRCAE, ➤ envergure régionale, ➤ exemplarité / duplicabilité, ➤ prise en compte du lien urbanisation et mobilité durable, ➤ prise en compte des priorités transversales de l'UE (développement durable, égalité des chances).
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagnement des maîtres d'ouvrage en ingénierie technique, juridique et financière par des études destinées à concevoir des projets d'aménagement durable : <ul style="list-style-type: none"> - de type éco-quartiers ou quartiers durables, - permettant de développer l'urbanisation à proximité des gares, - préparant une politique foncière pour une urbanisation durable ; ➤ Opérations démonstratives axées sur la densification et la rénovation du tissu bâti permettant de lier les principes d'urbanisation et de mobilité durable. <p>Ce type d'action a pour vocation de créer une cohérence avec l'OS précédent en évitant d'ajouter ou de substituer à une précarité énergétique liée aux consommations des logements celle liée aux déplacements des ménages, en particulier ceux effectués en voiture particulière.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de nouveaux services de mobilité créés (service)</p> <p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2 (Tonnes de Co2eq)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Volume des émissions de CO2 produit par les navetteurs picards (déplacements domicile-travail ou études)</p> <p>Valeur de référence : 658 000 Teq CO2 / Valeur cible à 2023 : 559 300</p>
Cadre de performance	<p>Diminution estimée des émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO2</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 7 110 / Valeur cible à 2023 : 32 100</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	5.b
	Objectif spécifique	12
	Type d'action	12a

Intitulé	Travaux et actions de prévention et de gestion des submersions marines et érosion du trait de côte
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des dommages causés aux personnes et aux biens par la mise en œuvre de solutions durables tenant notamment compte de la fonctionnalité des milieux naturels.
-------------------------	--

Constat	<p>La Picardie est concernée par de nombreux aléas naturels notamment sur son littoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ submersions marines, ➤ érosions du trait de côte, ➤ effondrement de falaise, ➤ inondations par débordement de cours d'eau (Somme, Bresle, Authie) ou remontées de nappe (en concomitance avec submersion marine, notamment). <p>Sur le risque littoral, 1 700 personnes sont directement menacées et 30 000 potentiellement menacées suivant l'intensité des événements (source PAPI). Les conséquences de ces risques récurrents pour les territoires se mesurent en termes de sécurité des personnes et des biens, et financiers et impliquent des changements importants de pratiques (adaptation de l'urbanisme et des activités...).</p> <p>L'adaptation au changement climatique est également un enjeu fort sur le littoral. Diverses actions permettent de répondre aux objectifs fixés par le SRCAE en la matière et réduire ainsi les impacts négatifs sur les ressources naturelles ou améliorer la capacité d'adaptation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ anticiper et limiter les dégâts éventuels par intervention préventive sur les facteurs qui vont déterminer l'ampleur des dégâts (cf. urbanisation des zones à risques), organiser des moyens de remise en état rapide après avoir subi les impacts liés au changement climatique, ➤ faire évoluer les modes de vie pour éviter les risques (cf. consommation d'eau). <p>Ces projets, portant sur les risques et l'adaptation, sont soutenus par des politiques publiques en cours d'application ou émergentes (stratégie nationale de gestion du risque inondation, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, mise en place de PAPI, SRCAE, PCET).</p> <p>La mobilisation du FEDER permettra d'une part d'aller au terme de certains projets devant être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques. D'autre part, il s'agit d'en lancer de nouveaux notamment pour concrétiser les démarches de réflexion et de programmation lancées antérieurement dans le cadre du PAPI d'intention littoral (PAPI Bresle, Somme, Authie).</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les stratégies globales de prévention des risques naturels (coordination / accompagnement en ingénierie, travaux de prévention). L'accent est mis sur le développement de 2 nouvelles approches : réduction de la vulnérabilité du bâti y compris à travers l'aménagement du territoire et utilisation maximisée des
-------------------------	--

capacités de régulation des milieux naturels afin d'offrir des solutions durables et de moindre coût.
➤ Permettre l'adaptation de la société au changement climatique: gestion intelligente des eaux pluviales, lutte contre les ilots de chaleur urbains, dispositifs pour comprendre les liens nappe-milieux et réduire la vulnérabilité du territoire au manque d'eau.
Articulation avec le FEADER : l'adaptation au changement climatique des activités agricoles/sylvicoles sera traitée par le FEADER.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 4,00 M€ Taux de cofinancement moyen 24,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Acteurs économiques, élus locaux, habitants.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Organismes de recherche, établissements publics, syndicats mixtes, collectivités territoriales, associations.
Dépenses éligibles	Travaux, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Les programmes de prévention des inondations avec un volet de réduction de la vulnérabilité ambitieux seront privilégiés. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en compte du SRCAE (changement climatique), ➤ Cohérence avec le plan de gestion du risque inondation du bassin (PGRI) Artois Picardie, Seine Normandie, les PPR et les SCOT, ➤ Actions comprises dans le plan d'actions du PAPI Littoral, ➤ Projets intégrés dans une démarche globale de recul stratégique et de maîtrise de l'urbanisation, ➤ Labellisation PSR et/ou CMI lorsque ouvrage de défense ➤ Approche permettant de garantir une restauration de la fonctionnalité naturelle des milieux, ➤ Préservation du paysage, ➤ Existence d'une analyse coût bénéfice ou analyse multicritères positive
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Travaux de prévention de l'aléa et de réduction de la vulnérabilité inscrites au PAPI littoral (travaux dont études opérationnelles, acquisitions), notamment les démarches innovantes et/ou expérimentales de recul stratégique, de dépoldérisation et de gestion douce). ➤ Stratégies et démarches interrégionales et de façade maritime : gouvernance, amélioration de la connaissance y compris instrumentation, suivi du trait de côte, outils d'aide à la décision, démarche d'animation (PAPI et ROLNP notamment) ➤ Systèmes d'alerte, gestion de crise, sensibilisation et culture du risque. <p>Ce type d'action a pour vocation de gérer le plus en amont possible le risque inondation, en décidant collectivement et avec des instances de gouvernance adaptée.</p>
Territoires spécifiques	Territoires du littoral.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Référence à la
réglementation des
aides d'état

INDICATEURS

Indicateurs de
réalisation

Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations (personne)

Indicateurs de
résultat

Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI
ou étude) sur la prévention des risques (commune)
Valeur de référence : 24 / Valeur cible à 2023 : 216

Cadre de
performance

Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 668 / Valeur cible à 2023 : 10 962

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de
l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)

Lieu de dépôt des
dossiers

DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	5.b
	Objectif spécifique	12
	Type d'action	12b

Intitulé	Actions de prévention et de gestion des inondations (débordement de cours d'eau, remontée de nappes)
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Réduction des dommages causés aux personnes et aux biens par la mise en œuvre de solutions durables tenant notamment compte de la fonctionnalité des milieux naturels.
-------------------------	--

Constat	<p>La Picardie est concernée par de nombreux aléas naturels, dont les principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ submersions marines, érosions du trait de côte, mouvements de terrain sur falaise, ➤ inondations par débordement de cours d'eau (Somme, Bresle, Authie, Aisne, Oise), remontées de nappe, ruissellements et coulées de boue (39 % des communes picardes sont classées en « risque majeur » pour les inondations) ➤ mouvements de terrain par effondrement, affaissement, glissement, tassement de cavités souterraines (8 communes / 10 concernées). <p>404 848 habitants sont concernés par le risque d'inondation (PPRI 2010). Sur le risque littoral, 1 700 personnes sont directement menacées et 30 000 potentiellement menacées suivant l'intensité des événements (source PAPI). Les conséquences de ces risques récurrents pour les territoires se mesurent en termes de sécurité des personnes et des biens, et financiers et impliquent des changements importants de pratiques (adaptation de l'urbanisme et des activités...).</p> <p>L'adaptation au changement climatique est également un enjeu fort pour la Picardie. Diverses actions permettent de répondre aux objectifs fixés par le SRCAE en la matière et réduire ainsi les impacts négatifs sur les ressources naturelles ou améliorer la capacité d'adaptation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ anticiper et limiter les dégâts éventuels par intervention préventive sur les facteurs qui vont déterminer l'ampleur des dégâts (cf. urbanisation des zones à risques), organiser des moyens de remise en état rapide après avoir subi les impacts liés au changement climatique, ➤ faire évoluer les modes de vie pour éviter les risques (cf. consommation d'eau). <p>Ces projets, portant sur les risques et l'adaptation, sont soutenus par des politiques publiques en cours d'application ou émergentes (stratégie nationale de gestion du risque inondation, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, mise en place de PAPI, SRCAE, PCET).</p> <p>La mobilisation du FEDER permettra d'une part d'aller au terme de certains projets devant être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques. D'autre part, il s'agit d'en lancer de nouveaux, soit pour répondre à un risque récemment connu (ex sur le bassin versant de la Verse), soit pour concrétiser des démarches de réflexion et de programmation lancées antérieurement (cas du PAPI littoral picard).</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	➤ Renforcer les stratégies globales de prévention des risques naturels (coordination / accompagnement en ingénierie, travaux de prévention). L'accent est mis sur le
-------------------------	--

<p>développement de 2 nouvelles approches : réduction de la vulnérabilité du bâti y compris à travers l'aménagement du territoire et utilisation maximisée des capacités de régulation des milieux naturels afin d'offrir des solutions durables et de moindre coût.</p> <p>➤ Permettre l'adaptation de la société au changement climatique: gestion intelligente des eaux pluviales, lutte contre les ilots de chaleur urbains, dispositifs pour comprendre les liens nappe-milieux et réduire la vulnérabilité du territoire au manque d'eau.</p> <p>Articulation avec le FEADER : l'adaptation au changement climatique des activités agricoles/sylvicoles sera traitée par le FEADER.</p>

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	<p>Fonds mobilisé FEDER</p> <p>Montant alloué à l'action 2,50 M€</p> <p>Taux de cofinancement moyen 25,0%</p> <p>Taux plafond d'aides publiques 100%*</p>
Groupe cible	Acteurs économiques, élus locaux, habitants.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales et leurs groupements, associations.
Dépenses éligibles	Travaux, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, frais de communication, investissements matériels, acquisitions.
Dépenses exclues	Curage des cours d'eau, excepté s'il est une action d'accompagnement à un projet sur le risque inondation global et dans lequel il représente une dépense minoritaire
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Les programmes de prévention des inondations avec un volet de réduction de la vulnérabilité ambitieux seront privilégiés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en compte du SRCAE (changement climatique), ➤ Cohérence avec le plan de gestion du risque inondation du bassin (PGRI) Artois Picardie, les stratégies locales pour la prévention des inondations, les PPR et les SCOT, ➤ Actions comprises dans une démarche globale et planifiée mettent en place des mesures de réduction de la vulnérabilité et en matière d'urbanisme : PAPI, stratégie locale de prévention des inondations ou à défaut SAGE, ➤ Pour les travaux, existence d'une évaluation permettant d'apprécier la «rentabilité financière» des investissements au vu des bénéfices attendus : analyse coûts/bénéfices, analyse multicritères notamment, ➤ Approche permettant de garantir une restauration de la fonctionnalité naturelle des milieux, ➤ Préservation du paysage.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes opérationnelles et travaux d'aménagement pour la protection des personnes et des biens allant dans le sens de la réduction de l'aléa et de la diminution de la vulnérabilité en cohérence avec la protection de la biodiversité, la protection et restauration de la fonctionnalité de milieux naturels visant à la réduction des risques d'inondation. ➤ Amélioration de la connaissance, prévision. ➤ Sensibilisation, culture du risque, gestion de crises. ➤ Démarches d'animation (PAPI notamment), planification. ➤ Stratégies de bassins et démarches interrégionales.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

	Ce type d'action a vocation à gérer le plus en amont possible le risque inondation, en décidant collectivement et avec des instances de gouvernance adaptées, des travaux les plus pertinents.
Territoires spécifiques	Bassins de Somme, Oise, Aisne, Bresle, Authie, Marne.
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations (personne)
Indicateurs de résultat	Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI ou étude) sur la prévention des risques (commune) Valeur de référence : 24 / Valeur cible à 2023 : 216
Cadre de performance	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 668 / Valeur cible à 2023 : 10 962

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement en lien avec la DREAL Picardie
Lieu de dépôt des dossiers	DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	5.b
	Objectif spécifique	12
	Type d'action	12c

Intitulé **Actions liées aux effondrements de terrain**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Réduction des dommages causés aux personnes et aux biens par la mise en œuvre de solutions durables tenant notamment compte de la fonctionnalité des milieux naturels.

Constat

La Picardie est concernée par de nombreux aléas naturels, dont les principaux sont :

- submersions marines, érosions du trait de côte, mouvements de terrain sur falaise,
- inondations par débordement de cours d'eau (Somme, Bresle, Authie, Aisne, Oise), remontées de nappe, ruissellements et coulées de boue (39 % des communes picardes sont classées en « risque majeur » pour les inondations)
- mouvements de terrain par effondrement, affaissement, glissement, tassement de cavités souterraines (8 communes / 10 concernées).

404 848 habitants sont concernés par le risque d'inondation (PPRI 2010). Sur le risque littoral, 1 700 personnes sont directement menacées et 30 000 potentiellement menacées suivant l'intensité des événements (source PAPI). Les conséquences de ces risques récurrents pour les territoires se mesurent en termes de sécurité des personnes et des biens, et financiers et impliquent des changements importants de pratiques (adaptation de l'urbanisme et des activités...).

L'adaptation au changement climatique est également un enjeu fort pour la Picardie. Diverses actions permettent de répondre aux objectifs fixés par le SRCAE en la matière et réduire ainsi les impacts négatifs sur les ressources naturelles ou améliorer la capacité d'adaptation :

- anticiper et limiter les dégâts éventuels par intervention préventive sur les facteurs qui vont déterminer l'ampleur des dégâts (cf. urbanisation des zones à risques), organiser des moyens de remise en état rapide après avoir subi les impacts liés au changement climatique,
- faire évoluer les modes de vie pour éviter les risques (cf. consommation d'eau).

Ces projets, portant sur les risques et l'adaptation, sont soutenus par des politiques publiques en cours d'application ou émergentes (stratégie nationale de gestion du risque inondation, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, mise en place de PAPI, SRCAE, PCET).

La mobilisation du FEDER permettra d'une part d'aller au terme de certains projets devant être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques. D'autre part, il s'agit d'en lancer de nouveaux, soit pour répondre à un risque récemment connu (ex sur le bassin versant de la Verse), soit pour concrétiser des démarches de réflexion et de programmation lancées antérieurement (cas du PAPI littoral picard).

Enjeux à traiter

- Renforcer les stratégies globales de prévention des risques naturels (coordination / accompagnement en ingénierie, travaux de prévention). L'accent est mis sur le développement de 2 nouvelles approches : réduction de la vulnérabilité du bâti y

compris à travers l'aménagement du territoire et utilisation maximisée des capacités de régulation des milieux naturels afin d'offrir des solutions durables et de moindre coût.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 1,00 M€ Taux de cofinancement moyen 50,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Acteurs économiques, élus locaux, habitants.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales et leurs groupements.
Dépenses éligibles	Travaux, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, frais de communication, investissements matériels, acquisitions.
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : ➤ Le traitement doit être moins coûteux que le délaissement ➤ Inclusion d'une analyse technico-économique solide pour la préconisation des aménagements à réaliser.
Exemples d'actions	➤ Etudes opérationnelles et travaux pour la réduction des dommages aux personnes et aux biens. ➤ Amélioration de la connaissance, prévision. ➤ Sensibilisation, culture du risque, exercice de gestion de risque. ➤ Démarches d'animation, notamment pour une meilleure prise en compte dans les documents de planification. Ce type d'action a pour vocation à gérer cette problématique le plus en amont pour éviter les catastrophes.
Territoires spécifiques	Plateau picard, Santerre, Amiénois, Sud de l'Oise, Sud de l'Aisne, Laonnois.
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations (personne)
Indicateurs de résultat	Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI ou étude) sur la prévention des risques (commune) Valeur de référence : 24 / Valeur cible à 2023 : 216
Cadre de performance	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 668 / Valeur cible à 2023 : 10 962

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement en lien avec la DREAL
Picardie

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	5.b
	Objectif spécifique	12
	Type d'action	12d

Intitulé **Actions d'adaptation au changement climatique**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Réduction des dommages causés aux personnes et aux biens par la mise en œuvre de solutions durables tenant notamment compte de la fonctionnalité des milieux naturels.

Constat

L'adaptation au changement climatique est également un enjeu fort pour la Picardie. Diverses actions permettent de répondre aux objectifs fixés par le SRCAE en la matière et réduire ainsi les impacts négatifs sur les ressources naturelles ou améliorer la capacité d'adaptation :

- anticiper et limiter les dégâts éventuels par intervention préventive sur les facteurs qui vont déterminer l'ampleur des dégâts (cf. urbanisation des zones à risques), organiser des moyens de remise en état rapide après avoir subi les impacts liés au changement climatique,
- faire évoluer les modes de vie pour éviter les risques (cf. consommation d'eau).

Ces projets, portant sur les risques et l'adaptation, sont soutenus par des politiques publiques en cours d'application ou émergentes (stratégie nationale de gestion du risque inondation, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, mise en place de PAPI, SRCAE, PCET).

La mobilisation du FEDER permettra d'une part d'aller au terme de certains projets devant être échelonnés au vu de l'importance des engagements financiers demandés aux collectivités et du temps nécessaire à la maturation d'approches novatrices pour le traitement des risques et la prise en compte de l'adaptation au changement climatique. D'autre part, il s'agit d'en lancer de nouveaux, soit pour répondre à un risque récemment connu (ex sur le bassin versant de la Verse), soit pour concrétiser des démarches de réflexion et de programmation lancées antérieurement (cas du PAPI littoral picard).

Enjeux à traiter

➤ Permettre l'adaptation de la société au changement climatique: gestion intelligente des eaux pluviales, lutte contre les îlots de chaleur urbains, dispositifs pour comprendre les liens nappe-milieux et réduire la vulnérabilité du territoire au manque d'eau.

Articulation avec le FEADER : l'adaptation au changement climatique des activités agricoles/sylvicoles sera traitée par le FEADER.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	1,50 M€
	Taux de cofinancement moyen	26,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible Acteurs économiques, élus locaux, habitants.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales et leurs groupements, chambres consulaires, associations, établissements publics, Etat.
Dépenses éligibles	Travaux de création ou de requalification des espaces, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, frais de communication.
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en compte du SRCAE (changement climatique), ➤ Priorité aux actions comprises dans une démarche globale et planifiée mettant en place des mesures d'atténuation des changements climatiques et de réduction de la vulnérabilité et en matière d'urbanisme (volet adaptation du PCET par exemple), ➤ Priorité aux territoires ayant mis en place ou pour projet des mesures d'atténuation ➤ Dimension interdisciplinaire et/ou partenariale (démarches d'animation, actions de sensibilisation, études), ➤ Ambition des objectifs en matière d'adaptation,
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration de la connaissance : sur les impacts du changement climatique et les stratégies à mettre en œuvre, notamment, étude régionale sur l'approfondissement des modèles climatiques à l'échelle de la Picardie et définition d'une stratégie régionale d'adaptation, études spécifiques sur des problématiques telles que le manque d'eau pour la compatibilité entre milieux naturels et activités... ➤ Démarches d'animation : meilleure prise en compte de l'adaptation dans les documents de planification, les projets d'aménagement et la gouvernance territoriale. ➤ Projets d'aménagement ambitieux par intégration de la nature en ville pour la lutte contre les îlots de chaleur et la gestion des eaux pluviales alternative. ➤ Actions de sensibilisation, diffusion d'une culture de l'adaptation. <p>Ce type d'action vise à ancrer dans les pratiques menées par les territoires (acteurs publics ou économiques) la question du changement climatique et de l'adaptation afin d'anticiper au maximum les évolutions et tamponner les risques induits.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations (personne)
Indicateurs de résultat	<p>Nombre de communes prises en compte dans une démarche d'animation (PAPI, TRI ou étude) sur la prévention des risques (commune)</p> <p>Valeur de référence : 24 / Valeur cible à 2023 : 216</p>
Cadre de performance	<p>Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 668 / Valeur cible à 2023 : 10 962</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement en lien avec la DREAL
Picardie

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	6.d
	Objectif spécifique	13
	Type d'action	13a

Intitulé	Amélioration et valorisation de la connaissance en vue d'une prise en compte accrue de la biodiversité dans les outils de planification et, plus généralement, d'une meilleure aide à la décision
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation du nombre, de la superficie et, si nécessaire, de la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés, et de leur contribution à la préservation de la diversité biologique, à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.
-------------------------	--

Constat	<p>Les espaces naturels picards, les paysages spécifiques et la biodiversité qu'ils hébergent souffrent d'un ensemble de pressions qui se sont accentuées au cours des dernières décennies (destruction, fragmentation, dégradation par pollution ou déficit d'entretien, développement des espèces invasives...) et qui nécessitent la poursuite d'une mobilisation en faveur de leur conservation et de leur restauration. L'érosion du patrimoine biologique est forte et on considère que la Picardie a perdu 12,8 % de sa flore en un peu plus d'un siècle (contre 11,7% dans le Nord-Pas-de-Calais et 9,4% en Haute-Normandie).</p> <p>Afin d'enrayer cette perte d'espèces, il est nécessaire d'agir en particulier pour la préservation des très nombreux espèces ou habitats rares, menacés ou vulnérables (ex: sonneur à ventre jaune, butor étoilé, crambe maritime, anguille européenne...).</p> <p>Bien que les maîtrises foncières et d'usage des espaces les plus patrimoniaux par des gestionnaires spécialisés aient montré leur efficacité, le développement et la valorisation d'un réseau de sites protégés et gérés restent incontournables pour enrayer cette perte de biodiversité. De plus, l'intégration renforcée des enjeux environnementaux par les activités sylvicoles et agricoles ou encore par les projets d'aménagement (infrastructures, développement urbain) reste un enjeu majeur pour lequel subsistent de fortes marges de progrès.</p> <p>Or tous ces espaces naturels fournissent des services socio-économiques encore sous évalués. Parmi les plus évidents, on peut citer leur participation à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité (touristique notamment) du territoire. Espace de respiration entre 2 régions fortement urbanisées, la Picardie a en effet vocation à préserver et à valoriser son potentiel naturel et à capitaliser sur cet atout pour renforcer son attractivité.</p> <p>Outre la protection et la mise en valeur des espaces naturels remarquables et des paysages typiques, un nouveau champ d'action important s'ouvre depuis peu : le renforcement ou la recréation des corridors écologiques terrestres ou aquatiques. Ceci est notamment promu par le Schéma régional des continuités écologiques qui est en cours de définition et qui donnera lieu à un plan d'action.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<p>➤ Améliorer la connaissance de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes.</p> <p>Lignes de partage FEDER/FEADER : le FEADER financera l'élaboration et l'animation des documents de gestion en zone Natura 2000. Il financera également l'acquisition de connaissances préalables à des plans d'action en faveur d'espèces ou de groupes d'espèces comprenant la définition de pistes ou axes d'action (comme les Plans Nationaux d'Action).</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	3,20 M€
	Taux de cofinancement moyen	44,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*
Groupe cible	Territoires, élus locaux, grand public, propriétaires privés, associations, organisations professionnelles (CRPF) et établissements publics (ONF...), agriculteurs, forestiers.	
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales et leurs groupements (syndicats mixtes, communautés de communes et d'agglomération, structures porteuses de SCOT, associations de préfiguration de PNR...), universités, associations d'étude et de protection de la nature, associations d'usagers (fédérations de pêche, de chasse...), propriétaires forestiers, établissements publics.	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels	
Dépenses exclues		
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ inscription dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), la stratégie régionale du patrimoine naturel (SRPN), et dans la politique régionale de l'eau. ➤ Etendue territoriale des études et suivis proposées : les démarches régionales seront privilégiées ou celles, éventuellement plus restreintes, portant sur des territoires à plus fort enjeu patrimonial ➤ le renforcement de l'ingénierie territoriale doit porter sur un territoire cohérent et suffisamment important pour mettre en œuvre une réelle stratégie de préservation et restauration des continuités écologiques, ➤ dimension interdisciplinaire et / ou partenariale du projet (en matière d'amélioration de la connaissance sur la biodiversité, la mobilisation de l'expertise et des disponibilités de contributeurs bénévoles est une dimension importante, de même que les processus de validation des données transmises qui sont une dimension majeure de la gestion d'un système de gestion des données), ➤ qualité des outils de restitution de la connaissance acquise vers les différents publics, ➤ mutualisation des pratiques, ➤ pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus, et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires, ➤ prise en compte du volet sensibilisation et éducation à l'environnement, ➤ qualité de l'argumentaire et de l'expertise mobilisable pour la conception et/ou la mise en œuvre du projet, ➤ multiplicité des types de bénéfices susceptibles d'être apportés par l'opération, ➤ qualité et durabilité de la gouvernance du projet, perspective de long terme du projet. 	
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Enrichissement / modernisation des banques de données régionales sur la faune, la flore et les habitats, sur la base d'une participation renforcée de la population à la veille écologique et d'une supervision/validation scientifique. ➤ Réalisation d'études / expertises spécifiques sur le fonctionnement des écosystèmes et trames vertes et bleues locales. ➤ Développement d'une stratégie globale de diffusion des connaissances via des publications (ouvrages), des outils numériques et des colloques/séminaires, sensibilisation des différents publics aux enjeux de la biodiversité et aux pratiques favorables à son maintien. ➤ Renforcement de l'ingénierie territoriale ou ingénierie pour le suivi 	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

	<p>d'écosystèmes.</p> <p>➤ Création d'un observatoire régional de la biodiversité.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	<p>Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée)</p> <p>Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha)</p>
Indicateurs de résultat	<p>Superficie des espaces naturels préservés ou restaurés (Ha)</p> <p>Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action</p>
Cadre de performance	<p>Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée)</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 540 000 / Valeur cible à 2023 : 1 million</p> <p>Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha)</p> <p>⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 70 / Valeur cible à 2023 : 200</p>

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement
Lieu de dépôt des dossiers	DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	6.d
	Objectif spécifique	13
	Type d'action	13b

Intitulé	Restauration, gestion et valorisation du réseau écologique régional et des paysages emblématiques
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation du nombre, de la superficie et, si nécessaire, de la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés, et de leur contribution à la préservation de la diversité biologique, à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.
-------------------------	--

Constat	<p>Les espaces naturels picards, les paysages spécifiques et la biodiversité qu'ils hébergent souffrent d'un ensemble de pressions qui se sont accentuées au cours des 10 dernières années (destruction, fragmentation, dégradation par pollution ou déficit d'entretien, développement des espèces invasives...) et qui nécessitent la poursuite d'une mobilisation en faveur de leur conservation et de leur restauration. L'érosion du patrimoine biologique est forte et on considère que la Picardie a perdu 12,8 % de sa flore en un peu plus d'un siècle (contre 11,7 dans le Nord-Pas-de-Calais et 9,4 en Haute-Normandie).</p> <p>Afin d'enrayer cette perte d'espèces, il est nécessaire d'agir pour la préservation notamment des très nombreux espèces ou habitats rares, menacés ou vulnérables (ex: sonneur à ventre jaune, butor étoilé, crambe maritime, anguille européenne...).</p> <p>Bien que les maîtrises foncières et d'usage des espaces les plus patrimoniaux par des gestionnaires spécialisés aient montré leur efficacité, le développement et la valorisation d'un réseau de sites protégés et gérés restent incontournables pour enrayer cette perte de biodiversité. De plus, l'intégration renforcée des enjeux environnementaux par les activités sylvicoles et agricoles ou encore par les projets d'aménagement (infrastructures, développement urbain) reste un enjeu majeur pour lequel subsistent de fortes marges de progrès.</p> <p>Or tous ces espaces naturels fournissent des services socio-économiques encore sous évalués. Parmi les plus évidents, on peut citer leur participation à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité (touristique notamment) du territoire. Espace de respiration entre 2 régions fortement urbanisées, la Picardie a en effet vocation à préserver et à valoriser son potentiel naturel et à capitaliser sur cet atout pour renforcer son attractivité.</p> <p>Outre la protection et la mise en valeur des espaces naturels remarquables et des paysages typiques, un nouveau champ d'action important s'ouvre depuis peu : le renforcement ou la recréation des corridors écologiques que ce soient des milieux terrestres ou aquatiques. Ceci est notamment mis en œuvre par le Schéma régional des continuités écologiques qui est en cours de définition et qui donnera lieu à un plan d'action.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintenir ou restaurer un niveau satisfaisant de certaines populations animales ou végétales, en particulier les espèces considérées comme rares, menacées ou vulnérables, au-delà des seuls sites Natura 2000. ➤ Consolider/étendre le réseau de sites préservés et valorisés, offrant une nature de proximité de qualité à une part sans cesse croissante de la population. ➤ Renforcer les continuités écologiques. ➤ Améliorer la prise en compte de la diversité des services rendus par certains territoires et renforcer la valorisation touristique du patrimoine naturel par des
-------------------------	--

aménagements et une promotion adaptés.
➤ Améliorer la qualité écologique des cours d'eau, protéger les zones humides.
Lignes de partage FEDER/FEADER : le FEADER financera l'élaboration et l'animation des documents de gestion en zone Natura 2000 ainsi que les contrats Natura 2000 permettant de mettre en œuvre des actions opérationnelles de restauration et entretien. Il financera également l'acquisition de connaissances préalables à des plans d'action en faveur d'espèces ou de groupes d'espèces comprenant la définition de pistes ou axes d'action (comme les Plans Nationaux d'Action).

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 4,80 M€ Taux de cofinancement moyen 33,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Territoires, élus locaux, grand public, propriétaires privés, associations, organisations professionnelles (CRPF) et établissements publics (ONF...), agriculteurs, forestiers.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Conservatoire du littoral, conservatoire d'espaces naturels de Picardie, Départements, collectivités territoriales et leurs groupements, associations, établissements publics, propriétaires forestiers, uniquement personnes publiques ou structures dédiées (comme le conservatoire d'espaces naturels de Picardie) pour les acquisitions.
Dépenses éligibles	Travaux, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels, acquisitions foncières
Dépenses exclues	Accompagnement de projets de production hydroélectrique ou piscicole
Critères de sélection des projets	Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ inscription dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), la stratégie régionale du patrimoine naturel (SRPN), et dans la politique régionale de l'eau. ➤ importance de l'enjeu patrimonial au vu des critères définis par les référentiels européens, nationaux et régionaux : Directives FFH et Oiseaux, orientations nationales TVB, SDAGE et classement des cours d'eau, listes rouges UICN. ➤ localisation du territoire de mise en œuvre du projet cohérente avec des priorités spatiales définies dans le SRCE, et nature du projet conforme aux types d'action recommandés dans le Plan d'Actions Stratégique du SRCE, ➤ compétences pluridisciplinaires (scientifiques notamment, mais aussi, le cas échéant, en matière de communication) réunies au sein du porteur de projet, ou, à défaut, mobilisées à travers la gouvernance élargie mise en place à l'occasion de la conception puis de la mise en œuvre du projet, ➤ capacité du porteur de projet à assurer un suivi et une auto-évaluation de son projet (NB : une capacité et un engagement du porteur de projet à transmettre de façon précise et suffisamment diligente une communication des surfaces d'intervention géo-localisées est indispensable pour renseigner un des indicateurs majeurs de performance de l'action 13 b), ➤ réponse à des enjeux spécifiques à un territoire, ➤ caractère innovant et / ou exemplaire, ➤ mutualisation des pratiques, des équipements et / ou des acteurs, ➤ spécificité trame bleue : <ul style="list-style-type: none"> ○ les travaux de restauration de la continuité écologique sur les cours d'eau doivent permettre la mise en œuvre de la continuité la plus poussée (piscicole et sédimentaire), dans la mesure de moyens non disproportionnés financièrement, sauf s'il s'agit de cours d'eau navigables (dans ce cas, la continuité à mettre en œuvre porte sur le

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

	volet piscicole), <ul style="list-style-type: none"> ○ les travaux de restauration de la continuité écologique sur les cours d'eau doivent prendre en compte l'enjeu « biodiversité » global du site. <ul style="list-style-type: none"> ➤ plans paysages : les études doivent prendre en compte la fonctionnalité écologique du paysage et contribuer à l'amélioration de cette fonctionnalité, ➤ pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus, et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires (NB : ce critère de coût devra toutefois être relativisé par le caractère stratégique de l'espace concerné par l'intervention et être apprécié, non seulement au cas par cas, mais globalement), ➤ prise en compte du volet sensibilisation et éducation à l'environnement, ➤ qualité de l'argumentaire et de l'expertise mobilisable pour la conception et/ou la mise en œuvre du projet, ➤ multiplicité des types de bénéfices susceptibles d'être apportés par l'opération, ➤ importance de la responsabilité de la Picardie dans la conservation de certains taxons à une échelle suprarégionale, ➤ qualité et durabilité de la gouvernance du projet, perspective de long terme du projet.
--	--

Exemples d'actions

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Acquisition, restauration, équipement d'espaces naturels remarquables (y compris plans de gestion préalables). ➤ Préservation des populations d'espèces les plus menacées. ➤ Opérations de lutte contre les espèces exotiques envahissantes. ➤ Protection et restauration des corridors écologiques. ➤ Préservation de paysages emblématiques. <p>Articulation avec le FEADER qui interviendra de façon complémentaire en zones Natura 2000 avec les outils spécifiques suivants : contrats Natura 2000, élaboration et animation des documents de gestion des sites Natura 2000 ; + valorisation touristique en milieu rural.</p>
--	--

Référence à la réglementation des aides d'état

--	--

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée)
Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha)

Indicateurs de résultat

Superficie des espaces naturels préservés ou restaurés (Ha)
Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action

Cadre de performance

Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 540 000 / Valeur cible à 2023 : 1 million
Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 70 / Valeur cible à 2023 : 200

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement en lien avec la DREAL Picardie sur la thématique « Paysages »

Lieu de dépôt des dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	6.d
	Objectif spécifique	13
	Type d'action	13c

Intitulé	Actions de protection des sols dans l'aménagement en milieu urbain et rural (lutte contre l'érosion)
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Augmentation du nombre, de la superficie et, si nécessaire, de la connectivité des espaces naturels préservés ou restaurés, et de leur contribution à la préservation de la diversité biologique, à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité du territoire.
-------------------------	--

Constat	<p>Les espaces naturels picards, les paysages spécifiques et la biodiversité qu'ils hébergent souffrent d'un ensemble de pressions qui se sont accentuées au cours des 10 dernières années (destruction, fragmentation, dégradation par pollution ou déficit d'entretien, développement des espèces invasives...) et qui nécessitent la poursuite d'une mobilisation en faveur de leur conservation et de leur restauration. L'érosion du patrimoine biologique est forte et on considère que la Picardie a perdu 12,8 % de sa flore en un peu plus d'un siècle (contre 11,7 dans le Nord-Pas-de-Calais et 9,4 en Haute-Normandie).</p> <p>Afin d'enrayer cette perte d'espèces, il est nécessaire d'agir pour la préservation notamment des très nombreux espèces ou habitats rares, menacés ou vulnérables (ex: sonneur à ventre jaune, butor étoilé, crambe maritime, anguille européenne...).</p> <p>Bien que les maîtrises foncières et d'usage des espaces les plus patrimoniaux par des gestionnaires spécialisés aient montré leur efficacité, le développement et la valorisation d'un réseau de sites protégés et gérés restent incontournables pour enrayer cette perte de biodiversité. De plus, l'intégration renforcée des enjeux environnementaux par les activités sylvicoles et agricoles ou encore par les projets d'aménagement (infrastructures, développement urbain) reste un enjeu majeur pour lequel subsistent de fortes marges de progrès.</p> <p>Or tous ces espaces naturels fournissent des services socio-économiques encore sous évalués. Parmi les plus évidents, on peut citer leur participation à la qualité de vie des habitants et à l'attractivité (touristique notamment) du territoire. Espace de respiration entre 2 régions fortement urbanisées, la Picardie a en effet vocation à préserver et à valoriser son potentiel naturel et à capitaliser sur cet atout pour renforcer son attractivité.</p> <p>Outre la protection et la mise en valeur des espaces naturels remarquables et des paysages typiques, un nouveau champ d'action important s'ouvre depuis peu : le renforcement ou la recréation des corridors écologiques que ce soient des milieux terrestres ou aquatiques. Ceci est notamment mis en œuvre par le Schéma régional des continuités écologiques qui est en cours de définition et qui donnera lieu à un plan d'action.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la connaissance de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes. ➤ Maintenir ou restaurer un niveau satisfaisant de certaines populations animales ou végétales, en particulier les espèces considérées comme rares, menacées ou vulnérables, au-delà des seuls sites Natura 2000. ➤ Consolider/étendre le réseau de sites préservés et valorisés, offrant une nature de proximité de qualité à une part sans cesse croissante de la population. ➤ Renforcer les continuités écologiques.
-------------------------	--

- Améliorer la prise en compte de la diversité des services rendus par certains territoires et renforcer la valorisation touristique du patrimoine naturel par des aménagements et une promotion adaptés.
- Améliorer la qualité écologique des cours d'eau, protéger les zones humides.

Lignes de partage FEDER/FEADER : le FEADER financera les contrats Natura 2000 : élaboration, animation des DOCOB, plans de gestion issus des DOCOB, ainsi que pour tout site situé à 80% et plus dans un site Natura 2000. LE FEADER finance également les travaux issus du DOCOB.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 1,00 M€ Taux de cofinancement moyen 21,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Territoires, élus locaux, grand public, propriétaires privés, associations, organisations professionnelles (CRPF) et établissements publics (ONF...), agriculteurs, forestiers.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales, associations, autres acteurs publics.
Dépenses éligibles	Travaux, frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation, investissements matériels, acquisitions foncières
Dépenses exclues	Systèmes d'hydraulique dure (bassins de rétention, fossés bétonnés...)
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ inscription dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE), la stratégie régionale du patrimoine naturel (SRPN), et dans la politique régionale de l'eau. ➤ importance de l'enjeu patrimonial au vu des critères définis par les référentiels européens, nationaux et régionaux : Directives FFH et Oiseaux, orientations nationales TVB, SDAGE et classement des cours d'eau, listes rouges UICN. ➤ Critères spécifiques aux projets de lutte contre l'érosion : <ul style="list-style-type: none"> - le financement des travaux ne portera que sur les ouvrages d'hydraulique douce, - les études et travaux seront réalisés à l'échelle d'une entité hydraulique cohérente, - le conventionnement est obligatoire avec les propriétaires/exploitants pour garantir la pérennité et l'entretien des aménagements, - des mesures agronomiques seront proposées pour accompagner les aménagements - un enrichissement de la trame verte locale sera privilégié, d'autant plus si le territoire concerné participe à un corridor biologique, - un guide d'entretien des ouvrages d'hydraulique douce doit être réalisé pour chaque projet, à l'attention des propriétaires et/ou gestionnaires des ouvrages. L'entretien le plus écologique possible sera préconisé, ➤ pertinence du coût du projet au regard des résultats attendus, et au regard des coûts généralement constatés dans des opérations similaires. ➤ qualité de l'argumentaire et de l'expertise mobilisable pour la conception et/ou la mise en œuvre du projet, ➤ multiplicité des types de bénéfices susceptibles d'être apportés par l'opération, ➤ qualité et durabilité de la gouvernance du projet, perspective de long terme du projet.
Exemples d'actions	➤ Démarches d'animation.

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

➤ Etudes et investissements dans l'hydraulique douce.

Référence à la
réglementation des
aides d'état

--

INDICATEURS

Indicateurs de
réalisation

Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée) Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha)
--

Indicateurs de
résultat

Superficie des espaces naturels préservés ou restaurés (Ha) Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action

Cadre de
performance

Nombre de données dans les bases de données faunistiques et floristiques (donnée) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 540 000 / Valeur cible à 2023 : 1 million Superficie des habitats bénéficiant d'un soutien pour atteindre un meilleur état de conservation (Ha) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 70 / Valeur cible à 2023 : 200

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction de l'Environnement

Lieu de dépôt des
dossiers

DE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	4
	Priorité d'investissement	6.e
	Objectif spécifique	14
	Type d'action	14a

Intitulé	Restructuration qualitative des espaces urbains afin d'en faire des espaces mieux partagés, accueillant des usages multiples et inscrits dans une perspective durable
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Amélioration et/ou une augmentation de l'offre d'espaces urbains, lieux de socialisation et d'échanges, notamment par l'intégration d'espaces naturels et paysagers.
-------------------------	--

Constat	<p>Les quartiers en difficulté souffrent d'une image souvent détériorée. La stigmatisation de ces quartiers rend difficile, pour leurs habitants, l'accès aux différentes opportunités d'épanouissement qui fondent la qualité de vie en milieu urbain. Certains dispositifs existent déjà, notamment dans le cadre d'opérations menées par l'agence nationale de renouvellement urbain (ANRU). Toutefois, ils ne permettent pas d'agir sur l'ensemble des quartiers. Il s'agit ici de faire évoluer ces quartiers vers des espaces urbains « ordinaires » caractérisés par la diversité des fonctions, l'ouverture et les relations avec le reste de la ville, la qualité des espaces publics.</p> <p>Au regard de ces éléments, cet objectif spécifique est mis en place afin d'agir dans ces espaces, de relier les quartiers entre eux, d'en faire des espaces conviviaux, accessibles, durables et en accord avec les aspirations des habitants. En effet, la présence d'espaces publics de qualité contribue à l'amélioration de l'inclusion sociale des populations. L'introduction dans la ville d'espaces ouverts naturels, paysagers, véritables lieux de « respiration », peut contribuer à cet objectif. La redécouverte des abords des fleuves notamment par une requalification peut permettre de réaliser une meilleure liaison inter quartiers et introduire de nouveaux espaces naturels et de loisirs. Par ailleurs, les délaissés urbains et /ou les friches, espaces bâtis ou non utilisés pour des activités industrielles, commerciales, ferroviaires ou militaires, vacants ou largement sous-utilisés, sont assez répandus en Picardie. La dégradation et l'abandon croissants de sites de natures diverses, dont la majeure partie se situe en zone urbaine, génèrent des problèmes de salubrité et de cadre de vie (sols pollués, vétusté des bâtiments...), de déficit d'attractivité et plus globalement de gestion durable de l'espace (abandons de vastes superficies, réorganisations urbaines entravées, développement périphérique des villes...).</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	Mise en œuvre d'une stratégie globale de requalification d'espaces (espaces publics dégradés, parcs, berges non-aménagées, friches...) permettant de développer une nouvelle image de la ville, tout en favorisant la cohésion sociale
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	4,00 M€
	Taux de cofinancement moyen	40,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Groupe cible	Population urbaine des territoires retenus dans le cadre d'un ITI urbain, en particulier des quartiers paupérisés ou en voie de paupérisation.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Collectivités territoriales et leurs groupements ou autres concessionnaires et mandataires d'une collectivité (SEM, SPLA...), EPFL, autres acteurs publics, structures parapubliques et associations.
Dépenses éligibles	Constructions acquisitions et/ou requalifications immobilières et foncières, travaux, investissements matériels, études, frais d'animation-ingénierie, conseil- formation
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Le mode de sélection des projets sera précisé dans le cadre du cahier des charges de l'appel à projets ITI urbain. Les projets pourront être sélectionnés sur la prise en compte des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ approche en coût global visant l'économie du projet (coût de travaux + coût de gestion), ➤ prise en compte de systèmes permettant des économies de ressources (gestion des eaux, des déchets, etc.), ➤ intégration de système innovant de gestion d'espaces pollués en délaissés urbains, ➤ place de la végétalisation dans les projets d'aménagements, ➤ démarches de projet intégrant une certification type HQE Aménagement à l'échelle d'un quartier ou HQE Infrastructure, ➤ Contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination et de développement durable.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Travaux : <ul style="list-style-type: none"> - de restructuration qualitative des espaces publics hors ANRU : pose de mobiliers urbains durables, aménagements paysagers, circulations douces, signalétique patrimoniale, - de réhabilitation de délaissés urbains, de friches, - démarches de réflexion sur l'amélioration de la qualité des espaces publics intégrant une approche en coût global visant des économies de ressources (gestion eau, coût d'entretien...), - projets d'aménagement intégrant la reconquête et/ou renaturation des berges, - d'aménagement de parcs urbains. ➤ Etudes pré-opérationnelles et de faisabilité, en amont d'un projet d'investissement sur l'espace urbain ; ➤ Charte paysagère, plans paysage dans le cadre d'une stratégie intégrée de requalification des espaces urbains à l'échelle de l'agglomération – définissant des prescriptions techniques à respecter dans le cadre des futurs projets opérationnels de requalification.
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégré (personne) Espaces ouverts créés ou réhabilités dans des zones urbaines (m2)
-----------------------------------	--

Indicateurs de résultat	Superficie des espaces non bâtis accessibles au public sur les EPCI sélectionnés en ITI (Ha) Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	5
	Priorité d'investissement	8.ii
	Objectif spécifique	15
	Type d'action	15a

Intitulé	Actions de formation sous maîtrise d'ouvrage régionale dans le cadre de ses compétences
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation du nombre de jeunes nouvellement qualifiés dans des domaines et à un niveau compatibles avec celui des emplois offerts par les entreprises. ➤ Elévation générale du niveau de formation et de qualification de tous les publics, et notamment, des jeunes afin de sécuriser l'emploi et favoriser la mobilité professionnelle. ➤ Augmentation du nombre de jeunes recrutées à l'issue de leur cursus de formation.
-------------------------	---

Constat	<p>Le taux de chômage des jeunes Picards de 15 à 24 ans touchés de plein fouet par la crise économique a atteint un niveau critique (passant de 17,9 % en 2008 à 28,2 % en 2012, Eurostat : Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans -Région NUTS 2). Ce public, particulièrement exposé au chômage, ne bénéficie pas de l'accès à l'emploi durable. La part des jeunes de 15 à 24 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation est plus importante en Picardie qu'en France (24,6 % en 2012), parmi ceux-ci, bon nombre ne sont pas qualifiés.</p> <p>Ces constats appellent une action immédiate, forte et ciblée en faveur de l'emploi des jeunes, sur lesquels reposera le potentiel productif de l'économie régionale dans les années à venir. L'éligibilité de la Picardie à l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) doit y contribuer. Le volet formation sera mis en œuvre par la Région dans le cadre de son PO FEDER/FSE. Les volets emploi et inclusion seront gérés par l'État, dans le cadre de son PO spécifique. Dans un souci de visibilité, d'évaluation et de suivi, un plan d'actions spécifique, articulant les actions relevant du PO national IEJ et celles relevant du PO FEDER/FSE pour la Picardie, sera élaboré et mis en œuvre.</p> <p>Les actions mises en œuvre au titre de l'IEJ seront cofinancées à partir de 2016 au titre de la PI 10iii. L'IEJ affiche comme principal objectif la cohésion sociale, territoriale et économique pour les publics les plus fragilisés face à l'insertion. Pour ces publics, la réussite d'un accompagnement vers l'emploi durable nécessite de mobiliser des prestations de différentes natures devant se combiner de manière spécifique selon les situations et le projet de chacun : conseil, accompagnement psychologique, soutien pédagogique, aide sociale, hébergement, rémunération... Les actions de l'IEJ constitueront une première étape vers la qualification, elles seront organisées dans les territoires au plus près des personnes afin de permettre une sécurisation des trajectoires professionnelles autorisant des parcours plus ou moins longs en fonction des besoins de chacun, intégrant différentes phases de remobilisation, de remise à niveau, de découverte des métiers, de pré-qualification... permettant d'élaborer et de valider un véritable projet professionnel en vue d'accéder à une qualification / à un emploi.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Permettre à chaque jeune, sorti du système scolaire, engagé dans une démarche d'orientation, de tester un métier par une mise en situation sur un plateau technique d'un organisme de formation. ➤ Permettre la diversification des choix professionnels en ciblant particulièrement
-------------------------	---

les secteurs en tension de l'économie régionale, notamment les métiers de l'économie verte (gestion des déchets, rénovation thermique, énergie renouvelable).

- Permettre l'acquisition d'un socle de compétences de base, tant sur le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de sécuriser l'insertion et l'intégration professionnelle.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	IEJ + FSE
	Montant alloué à l'action	14,31 M€
	Taux de cofinancement moyen	75,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible	Jeunes âgés de moins de 25 ans sans emploi et ne suivant ni enseignement, ni formation, résidant en Picardie, inactifs ou chômeurs (y compris les chômeurs de longue durée), inscrits ou non en tant que demandeurs d'emploi.
---------------------	---

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Région, autres collectivités territoriales, associations, organismes de formation. Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'IEJ doivent permettre aux participants, chômeurs ou inactifs, de recevoir une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation. La PI 8ii du PO Picardie se focalise sur les actions de formations des demandeurs d'emploi relevant de l'IEJ, d'autres actions (notamment par rapport au repérage et l'accompagnement, y compris personnalisé des NEET) seront cofinancées dans le cadre du PON IEJ.
--	---

Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation...
---------------------------	--

Dépenses exclues	
-------------------------	--

Critères de sélection des projets	<p>Deux procédures financières sont à la disposition de la Région pour mettre en œuvre son programme de formation : l'achat de prestation ou la mise en place d'un Service public régional de formation (SPRF). Les actions de formation proposées doivent répondre aux besoins de qualification, notamment pour de nouveaux métiers, des secteurs fortement créateurs d'emplois ou des métiers en tension, tels ceux liés au secteur de l'économie verte, comme, par exemple, la gestion des déchets, la rénovation thermique ou l'énergie renouvelable. Elles doivent s'articuler avec les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée. Une prise en compte particulière des jeunes de moins de 25 ans issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville sera privilégiée.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ contribution à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable, ➤ réponse à des enjeux spécifiques à un territoire, ➤ mutualisation des pratiques, des équipements et / ou des acteurs, ➤ dimension du partenariat amont (réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement) et aval (organismes d'enseignement et de formation professionnelle), ➤ innovation pédagogique et organisationnelle, ➤ dimension interdisciplinaire. ➤ intégration durable sur le marché du travail, ➤ accès à la qualification, ➤ impact sur l'insertion sociale et professionnelle, ➤ respect de la conciliation vie professionnelle / vie personnelle.
--	---

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Exemples d'actions

- Actions permettant l'élaboration d'un projet professionnel au regard des expériences personnelles et professionnelles, des motivations, des centres d'intérêts, des aptitudes... des opportunités de formation et d'emploi sur le territoire.
- Actions favorisant l'élargissement des choix professionnels par une meilleure connaissance des conditions d'exercice des métiers, notamment ceux considérés comme « porteurs ».
- Actions de sécurisation de l'intégration professionnelle permettant d'acquérir ou de compléter un socle de compétences de bases, tant sur le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de réussir l'insertion et l'intégration professionnelle des publics cibles.

Référence à la réglementation des aides d'état

Décret no 2014-1390 du 21 novembre 2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion et de formation professionnelle.

INDICATEURS**Indicateurs de réalisation**

Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (nombre)
Moins de 25 ans (nombre)

Indicateurs de résultat

Cf. liste en annexe : 12 indicateurs sexués

Cadre de performance

Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après leur participation (nombre)
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 64 / Valeur cible à 2023 : 1 373

INTERLOCUTEURS**Service instructeur**

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

Lieu de dépôt des dossiers

DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	6
	Priorité d'investissement	10.iii
	Objectif spécifique	16
	Type d'action	16a

Intitulé	Actions de portée générale : organisation et financement d'actions dans le domaine de la formation professionnelle continue
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintien du niveau de formation. ➤ Réponse à un besoin de compétence très spécifique lié à une activité professionnelle.
-------------------------	---

Constat	<p>De l'analyse des conditions d'accès à l'emploi en Picardie ressort que les employeurs ont naturellement tendance à exiger des compétences transversales non forcément appréhendées durant des phases de qualification, que ce soit en formation initiale ou continue. En complément de l'ensemble des dispositifs permettant l'accès à une qualification reconnue, une offre de formation doit se développer afin de favoriser l'employabilité des personnes. Ainsi, les Certificats d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) permettent l'accès à des emplois dans les métiers de la manutention et de la conduite d'engins de sécurité aussi bien dans le domaine de la logistique, des travaux publics, que dans toutes les entreprises industrielles qui utilisent les engins concernés par les différentes catégories de CACES. De même, la détention de compétences en langue devient de plus en plus indispensable afin d'accéder à l'emploi dans différents secteurs professionnels : commerce, hôtellerie, restauration, tourisme...</p>
----------------	--

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ accroître les possibilités offertes aux bénéficiaires d'élargir les choix professionnels grâce à une meilleure connaissance des métiers porteurs au niveau régional et à un accompagnement par des professionnels compétents. ➤ Maîtriser les savoirs fondamentaux et les compétences techniques de base pour poursuivre sa formation professionnelle par des actions qualifiantes. ➤ Accroître les compétences et l'employabilité des demandeurs d'emploi. ➤ Sécuriser les parcours des bénéficiaires en leur permettant d'acquérir une qualification de niveau V dans des secteurs professionnels en tension, tels que les métiers liés à l'économie verte (gestion des déchets, rénovation thermique, énergie renouvelable). ➤ Permettre aux personnes d'accéder à la qualification afin de favoriser leur insertion professionnelle durable. <p>En articulation avec la PI 8ii relative à l'IEJ, les actions en direction des NEET seront soutenues dans le cadre de l'axe 5. Au terme de l'IEJ, ces actions seront soutenues par le FSE au titre de la PI 10iii de l'axe 6.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FSE
	Montant alloué à l'action	10,73 M€
	Taux de cofinancement moyen	60,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible	Demandeurs d'emploi, jeunes et adultes.
---------------------	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Région, autres collectivités territoriales, associations, organismes de formation.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation...
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Deux procédures financières sont à la disposition de la Région pour mettre en œuvre son programme de formation : l'achat de prestation ou la mise en place d'un Service public régional de formation (SPRF). Les actions de formation proposées doivent répondre aux besoins de qualification, notamment pour de nouveaux métiers, des secteurs fortement créateurs d'emplois ou des métiers en tension (métiers liés à la gestion des déchets, de la rénovation thermique, de l'énergie renouvelable notamment, dans les secteurs de l'économie verte). Elles doivent s'articuler avec les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée. Conformément au Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH) concernant l'accès à la formation des travailleurs handicapés, un référent handicap formé doit assurer un lien entre l'organisme et le public et, à compétence égale, l'accès d'un travailleur handicapé est prioritaire dans la formation. Une prise en compte particulière des personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville sera privilégiée.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ contribution à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable, ➤ réponse à des enjeux spécifiques à un territoire, ➤ mutualisation des pratiques, des équipements et / ou des acteurs, ➤ dimension du partenariat amont (réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement) et aval (organismes d'enseignement et de formation professionnelle), ➤ innovation pédagogique et organisationnelle, ➤ dimension interdisciplinaire, ➤ intégration durable sur le marché du travail, ➤ accès à la qualification, ➤ impact sur l'insertion sociale et professionnelle.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formations pré qualifiantes permettant d'accéder à une formation préparant un premier niveau de qualification. ➤ Formations aux compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (par exemple, le programme "Compétences clés"). ➤ Actions de lutte contre l'illettrisme : actions de prévention et d'acquisition d'un socle connaissances et de compétences (par exemple, les ateliers de lutte contre l'illettrisme). ➤ Actions de formation professionnelle au bénéfice des détenus. ➤ Actions d'insertion et de formation professionnelle à destination des jeunes et des adultes rencontrant des difficultés d'apprentissage ou d'insertion, afin de leur permettre de bénéficier, d'un parcours individualisé comportant un accompagnement à caractère pédagogique, social ou professionnel. <p>Ces actions doivent permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de construire une première étape d'un parcours vers la qualification et / ou l'emploi, ➤ d'acquérir un socle commun de connaissances et de compétences, tant que le plan du savoir-être que du savoir-faire, afin de permettre de réussir et de sécuriser l'insertion et l'intégration professionnelle.
Référence à la réglementation des aides d'état	Décret no 2014-1390 du 21 novembre 2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion et de formation professionnelle.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (nombre) Plus de 54 ans (nombre) Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (nombre) Titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4) (nombre)
Indicateurs de résultat	Cf. liste en annexe : 5 indicateurs sexués
Cadre de performance	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (nombre) ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 25 680 / Valeur cible à 2023 : 41 743

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes
Lieu de dépôt des dossiers	DAE

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	6
	Priorité d'investissement	10.iii
	Objectif spécifique	17
	Type d'action	17a

Intitulé

Formation des demandeurs d'emploi : actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès et le retour à l'emploi

JUSTIFICATION

Résultat attendu

- Augmentation du nombre de personnes nouvellement qualifiées dans des domaines et à un niveau compatibles avec celui des emplois offerts.
- Elévation générale du niveau de formation et de qualification des demandeurs d'emploi, afin de sécuriser l'emploi et de favoriser la mobilité professionnelle.
- Augmentation du nombre de seniors accédant à des formations qualifiantes notamment dans le cadre de réorientation professionnelle.
- Augmentation du nombre de personnes recrutées à l'issue de leur cursus de formation.
- Insertion durable sur le marché de l'emploi.

Constat

La formation tout au long de la vie constitue un enjeu majeur de la Picardie. Les inégalités d'accès à la formation tout au long de la carrière y sont plus importantes que dans d'autres régions. Les emplois liés à la « nouvelle économie » et aux secteurs d'activités principaux de l'économie picarde impliquent un niveau croissant de formation et de compétences. Il existe un véritable enjeu pour que les personnes les plus éloignées de l'emploi puissent accéder, en maîtrisant suffisamment les savoirs fondamentaux, pré requis, à ces actions de formation. Cet objectif spécifique vise à permettre à la Picardie d'avoir une main d'œuvre mieux formée et adaptée au marché de l'emploi.

En cohérence avec le Contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFP), des actions de formations qualifiantes des demandeurs d'emploi sont programmées. Il y a une réelle corrélation entre qualification et emploi pour l'ensemble de la population : plus qu'ailleurs, la qualification protège du chômage.

Conformément au CPRDFP, un travail de coordination a été mis en place pour permettre l'identification des besoins avec les acteurs des réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement (AIOA), en lien avec les branches professionnelles. La déclinaison opérationnelle des accords cadre sectoriels avec les branches professionnelles permettra d'affiner d'avantage cette identification des besoins de formation.

Enjeux à traiter

- Accroître les possibilités offertes aux bénéficiaires d'élargir les choix professionnels grâce à une meilleure connaissance des métiers porteurs au niveau régional et à un accompagnement par des professionnels compétents.
- Maîtriser les savoirs fondamentaux et les compétences techniques de base pour poursuivre sa formation professionnelle par des actions qualifiantes.
- Accroître les compétences et l'employabilité des demandeurs d'emploi.
- Sécuriser les parcours des bénéficiaires en leur permettant d'acquérir une qualification de niveau V dans des secteurs professionnels en tension, tels que les métiers liés à l'économie verte (gestion des déchets, rénovation thermique, énergie renouvelable).
- Permettre aux personnes d'accéder à la qualification afin de favoriser leur insertion professionnelle durable.

En articulation avec la PI 8ii relative à l'IEJ, les actions en direction des NEET seront soutenues dans le cadre de l'axe 5. Au terme de l'IEJ, ces actions seront soutenues par le FSE au titre de la PI 10iii de l'axe 6.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FSE Montant alloué à l'action 46,95 M€ Taux de cofinancement moyen 60,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Personnes sans qualification, demandeurs d'emploi jeunes, adultes et seniors, personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Région, autres collectivités territoriales, associations, organismes de formation.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation...
Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :</p> <p>Deux procédures financières sont à la disposition de la Région pour mettre en œuvre son programme de formation : l'achat de prestation ou la mise en place d'un Service public régional de formation (SPRF). Les actions de formation proposées doivent répondre aux besoins de qualification, notamment pour de nouveaux métiers, des secteurs fortement créateurs d'emplois ou des métiers en tension (métiers liés à la gestion des déchets, de la rénovation thermique, de l'énergie renouvelable notamment, dans les secteurs de l'économie verte). Elles doivent s'articuler avec les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée.</p> <p>Conformément au Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH) concernant l'accès à la formation des travailleurs handicapés, un référent handicap formé doit assurer un lien entre l'organisme et le public et, à compétence égale, l'accès d'un travailleur handicapé est prioritaire dans la formation. Une prise en compte particulière des personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville sera privilégiée.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ contribution à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable, ➤ réponse à des enjeux spécifiques à un territoire, ➤ mutualisation des pratiques, des équipements et / ou des acteurs, ➤ dimension du partenariat amont (réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement) et aval (organismes d'enseignement et de formation professionnelle), ➤ innovation pédagogique et organisationnelle, ➤ dimension interdisciplinaire, ➤ intégration durable sur le marché du travail, ➤ accès à la qualification, <p>impact sur l'insertion sociale et professionnelle.</p>
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sécurisation des parcours de formations professionnelles. ➤ Actions de formation qualifiantes. ➤ Parcours intégrés qualifiants (formations individualisées permettant l'accès à la qualification). ➤ Actions de mobilisation vers le projet personnel et professionnel de qualification

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

(par exemple, actions visant à permettre aux bénéficiaires de faire le point sur leurs atouts et d'élargir leurs perspectives professionnelles, puis d'élaborer et de valider le projet afin d'approfondir les connaissances sur les métiers et confirmer les choix par une mise en situation professionnelle).

Ces actions doivent permettre :

- d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires à la validation prévue,
- d'obtenir une qualification reconnue au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) favorisant une insertion professionnelle durable,
- d'acquérir les compétences professionnelles pour occuper l'emploi visé.

Référence à la réglementation des aides d'état

Décret no 2014-1390 du 21 novembre 2014 relatif à la procédure d'habilitation des organismes chargés d'actions d'insertion et de formation professionnelle.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (nombre)
 Plus de 54 ans (nombre)
 Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) (nombre)
 Titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) ou de l'enseignement postsecondaire non supérieur (CITE 4) (nombre)

Indicateurs de résultat

Cf. liste en annexe : 5 indicateurs sexués

Cadre de performance

Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (nombre)
 ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 25 680 / Valeur cible à 2023 : 41 743

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

Lieu de dépôt des dossiers

DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	6
	Priorité d'investissement	9.v
	Objectif spécifique	18
	Type d'action	18a

Intitulé	Actions de soutien à la création des entreprises d'économie sociale et solidaire
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Multiplication des projets d'économie sociale et solidaire et la consolidation et le développement des emplois dans le secteur par la professionnalisation.
-------------------------	---

Constat	<p>L'économie sociale et solidaire est vectrice de citoyenneté par ses pratiques démocratiques. Elle est productrice d'une économie diversifiée dans ses formes, ses contenus et ses acteurs et encourage le développement d'emplois et de services pour tous. Elle se positionne comme alternative à l'entreprise capitaliste en résistant plutôt mieux à la crise que le reste de l'économie.</p> <p>Le secteur de l'ESS compte 5 400 établissements et 58 000 salariés en Picardie soit 10 % des emplois régionaux. La Picardie a été particulièrement touchée par la crise financière, licenciements, délocalisations et fermetures d'entreprises, générant de sérieuses difficultés pour de nombreux habitants.</p> <p>Le développement et la consolidation de ce secteur d'activité par la formation et l'accompagnement des nouveaux entrepreneurs et des entrepreneurs existants représentent un véritable enjeu pour la cohésion sociale et territoriale de la Picardie.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Consolider les emplois et les structures par la professionnalisation. ➤ Encourager les nouvelles initiatives d'ESS. ➤ Favoriser la création d'entreprises d'ESS. <p>Cette priorité s'articulera avec les priorités d'investissement 3a et 3d de l'axe 1 qui vise principalement la diffusion de l'innovation sociale dans les projets de recherche, de transfert, de développement d'entreprises et de services ainsi que d'organisation.</p> <p>Le FSE vise prioritairement la qualification et la professionnalisation des acteurs et des porteurs de projet quand le FEDER vise la création d'activités et d'emplois.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FSE Montant alloué à l'action 3,20 M€ Taux de cofinancement moyen 64,0% Taux plafond d'aides publiques 70%*
Groupe cible	Micro-porteurs de projet d'économie sociale et solidaire : associations, entreprises, collectif d'entreprises.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Associations, entreprises.
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation...

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Les modalités de sélection des opérateurs se feront par appel à propositions ou appel à manifestation d'intérêt. Elles permettront de retenir des opérations dont les porteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ seront en capacité, de par leur expérience dans l'accompagnement, d'expertiser les projets et d'évaluer leurs besoins d'accompagnement, ➤ démontreront leur capacité à s'entourer et à mobiliser les collectifs adaptés aux porteurs de projets et entrepreneurs à accompagner. ➤ contribution à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ingénierie de projets sous toutes ses formes (chef de projet, conseil externe). ➤ Coaching. <p>Ces actions permettront de renforcer le secteur de l'ESS en accompagnant la création de nouveaux projets.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de micros, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien (nombre)
Indicateurs de résultat	Taux de survie à 3 ans des entreprises créées à l'issue de l'accompagnement (%) Valeur de référence : 48% / Valeur cible à 2023 : 70%
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes
Lieu de dépôt des dossiers	DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	6
	Priorité d'investissement	9.v
	Objectif spécifique	18
	Type d'action	18b

Intitulé	Actions de soutien à la consolidation et au développement des entreprises d'économie sociale et solidaire
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Multiplication des projets d'économie sociale et solidaire et la consolidation et le développement des emplois dans le secteur par la professionnalisation.
-------------------------	---

Constat	<p>L'économie sociale et solidaire est vectrice de citoyenneté par ses pratiques démocratiques. Elle est productrice d'une économie diversifiée dans ses formes, ses contenus et ses acteurs et encourage le développement d'emplois et de services pour tous. Elle se positionne comme alternative à l'entreprise capitaliste en résistant plutôt mieux à la crise que le reste de l'économie.</p> <p>Le secteur de l'ESS compte 5 400 établissements et 58 000 salariés en Picardie soit 10 % des emplois régionaux. La Picardie a été particulièrement touchée par la crise financière, licenciements, délocalisations et fermetures d'entreprises, générant de sérieuses difficultés pour de nombreux habitants.</p> <p>Le développement et la consolidation de ce secteur d'activité par la formation et l'accompagnement des nouveaux entrepreneurs et des entrepreneurs existants représentent un véritable enjeu pour la cohésion sociale et territoriale de la Picardie.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Consolider les emplois et les structures par la professionnalisation. ➤ Encourager les nouvelles initiatives d'ESS. ➤ Favoriser la création d'entreprises d'ESS. <p>Cette priorité s'articulera avec les priorités d'investissement 3a et 3d de l'axe 1 qui vise principalement la diffusion de l'innovation sociale dans les projets de recherche, de transfert, de développement d'entreprises et de services ainsi que d'organisation.</p> <p>Le FSE vise prioritairement la qualification et la professionnalisation des acteurs et des porteurs de projet quand le FEDER vise la création d'activités et d'emplois.</p>
-------------------------	--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FSE
	Montant alloué à l'action	1,80 M€
	Taux de cofinancement moyen	50,0%
	Taux plafond d'aides publiques	70%*

Groupe cible	Associations et entreprises de l'économie sociale et solidaire.
---------------------	---

Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Structures d'accompagnement des acteurs de l'ESS.
--	---

Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation...
---------------------------	--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état. Pour les projets qualifiés hors champ des aides d'état par le service instructeur, le taux maximum d'aides publiques pourra être supérieur à celui défini supra.

Dépenses exclues	
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Les modalités de sélection des opérateurs se feront par appel à propositions ou appel à manifestation d'intérêt. Elles permettront de retenir des opérations dont les porteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ seront en capacité, de par leur expérience dans l'accompagnement, d'expertiser les projets et d'évaluer leurs besoins d'accompagnement, ➤ démontreront leur capacité à s'entourer et à mobiliser les collectifs adaptés aux porteurs de projets et entrepreneurs à accompagner. ➤ contribution à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Audit, consulting. ➤ Actions collectives (par exemple, un projet qui réunit plusieurs structures dans le but de créer une entreprise d'ESS : société coopérative d'intérêt collectif, maison des services aux salariés des entreprises). <p>Ces actions permettront aux structures de l'ESS existante de bénéficier d'un regard externe sur leur activité en vue d'une consolidation ou d'un développement.</p>
Référence à la réglementation des aides d'état	<p>Régime cadre exempté de notification n° SA.40207 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Régime cadre exempté de notification n° SA. 40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.</p> <p>Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.</p>

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de micros, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien (nombre)
Indicateurs de résultat	Taux de survie à 3 ans des entreprises créées à l'issue de l'accompagnement (%) Valeur de référence : 48% / Valeur cible à 2023 : 70%
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes
Lieu de dépôt des dossiers	DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	7
	Priorité d'investissement	9.a
	Objectif spécifique	19
	Type d'action	19a

Intitulé **Financement d'équipements publics**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Amélioration de l'offre de services publics au travers d'équipements publics favorisant une meilleure inclusion sociale des populations vulnérables.

Constat

Cette priorité est mobilisée afin de permettre une meilleure inclusion sociale des populations vivant dans les quartiers les plus paupérisés par une offre de services publics de qualité.

La pauvreté en Picardie en 2009 se concentre majoritairement dans les villes. En 2011 la Picardie est au 6ème rang / 22 régions françaises où la pauvreté est la plus présente (INSEE). Celle-ci touche tout particulièrement les familles monoparentales (34,4 %) et de plus en plus de jeunes (23,1 % des -de 20 ans).

Les dernières données 2013-2014 de l'OR2S montrent que la Picardie a la densité médicale libérale la 2ème plus faible de France (la plus faible pour ce qui concerne les spécialistes). L'espérance de vie est inférieure de près de 2 ans par rapport à la moyenne nationale. L'étude de l'OR2S sur le non-recours aux soins montre qu'en milieu urbain, où les professionnels ne veulent pas s'installer alors que 50 % devraient partir en retraite dans les 5 ans à venir, ces situations sont aggravées de par les délais, la raréfaction des guichets uniques, la méconnaissance des dispositifs ou encore la barrière de la langue (OR2S).

La liste des 1 300 quartiers prioritaires de la politique de la ville qui remplaceront au 1er janvier 2015 l'ensemble des autres zonages, a été communiquée le 17 juin 2014. C'est sur le critère unique de la faiblesse du revenu des habitants que sont, avec cette nouvelle carte, identifiées toutes les concentrations urbaines de pauvreté. 700 communes sont concernées à l'échelon national, dont 23 en Picardie. Malheureusement la Picardie est une des rares régions à voir son nombre de communes et quartiers augmenter dans un contexte national de réduction par 2 de la géographie des quartiers prioritaires. En Picardie, 45 quartiers relèvent de cette politique dont les 3/4 se situent dans les 10 plus grandes agglomérations.

Par délibération du 26 septembre 2014, la Région a défini trois priorités régionales mises en avant lors de l'élaboration des contrats de ville :

- la réussite éducative en lien avec l'élaboration du Projet éducatif régional global pour les jeunes Picards élaboré conjointement par la Région et l'Etat,
- l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat en lien avec une vision innovante, notamment en matière d'Economie sociale et solidaire,
- l'aménagement urbain intégré au travers d'une stratégie globale de développement permettant d'inscrire les quartiers dans une dynamique d'agglomération.

Au regard de ces éléments, la présence d'équipements publics facilement accessibles contribue à l'amélioration d'une inclusion sociale des populations. En effet, les échanges et les activités développés dans le cadre d'équipements offrant des services de qualité à la population permettent de faire progresser le «faire société» et d'améliorer la rencontre de différentes classes sociales au sein d'espace «ségrégué» en milieu urbain.

L'offre de services de proximité dans les domaines sociaux, éducatifs et sanitaires sera développée : offre médicale, associative (associations d'accompagnement social,

culturel, ...), services publics (en amont au travers de la prévention ; en aval en accompagnement, et pour les situations sociales les plus fragilisées en curatif), etc.
Lignes de partage FEDER/FEADER : les services de proximité en milieu rural seront pris en charge par le FEADER.

Enjeux à traiter

Amélioration des services publics locaux afin de contribuer à l'amélioration de l'inclusion sociale des populations

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	10,50 M€
Taux de cofinancement moyen	40,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible

Personnes en situation de difficultés sociales ou d'isolement, en milieu urbain. Cette action sera mobilisée dans le cadre d'un ITI urbain.

Ligne de partage FEDER/FEADER : le FEADER prendra en charge cette problématique en milieu rural.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Collectivités territoriales et leurs groupements, acteurs publics, associations.

Dépenses éligibles

Constructions, acquisitions et/ou requalifications immobilières, acquisitions foncières, travaux, études, investissements matériels

Dépenses exclues

Création et réhabilitation d'équipements sportifs (superstructures)
Restructuration et création de centres commerciaux

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

Appel à projets dans le cadre d'une démarche Investissement Territorial Intégré. Le mode de sélection des projets sera précisé dans le cadre du cahier des charges de l'appel à projets ITI urbain. Néanmoins, les projets seront sélectionnés sur la prise en compte d'une approche globale et la qualité du service rendu, en termes d'accueil, de rapidité et de pertinence des réponses apportées à l'utilisateur.

Les éléments suivants pourront permettre une sélection des projets au regard :

- implantation urbaine (accessibilité intrinsèque du bâti et de transport...),
- création d'emplois dans le cadre de la construction et du fonctionnement des équipements,
- recours à des clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés,
- inscription dans une démarche environnementale forte (démarches HQE, réglementation thermique 2012 et labellisation, recensement, prévention et limitation des risques sanitaires environnementaux...),
- rayonnement du projet envisagé selon différentes échelles géographiques en termes de populations ciblées,
- amélioration de l'offre de service par rapport à l'existant et à l'enjeu de l'inclusion sociale des populations vulnérables,
- intégration de clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés,
- approche en coût global visant l'économie du projet (coût de travaux + coût de gestion),
- prise en compte de systèmes permettant des économies de ressources (gestion des eaux, des déchets, de l'énergie notamment au travers de certification des projets (HQE) et/ou de label (HPE),...).

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

- gouvernance intégrant une participation citoyenne dans la conception, la mise en œuvre et la vie du bâtiment,
- contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.

Exemples d'actions

La présente action vise le financement d'équipements publics, relevant des thématiques suivantes :

- Enfance /Jeunesse : développement des structures d'accueil petite enfance et jeunesse (crèche, halte-garderie, Relais Assistantes Maternelles, Centre de loisirs sans hébergements...).
- Santé : création de maisons médicales pluridisciplinaires et/ou centres de santé dans les zones urbaines sous-dotées en offres de soins et/ou présentant des difficultés d'accès à cette offre.
- Culture : développement et amélioration de l'offre en équipements culturels (bibliothèques, médiathèques, salle de musique...).
- Accompagnement social des populations vulnérables
- Création d'équipements multiservices
- Maison des associations, centres sociaux...

Sera financé l'investissement physique (travaux et honoraires d'études liés à la réalisation du projet) relatif aux équipements listés ci-dessus au regard d'un projet d'animation et de fonctionnement démontrant l'amélioration de l'offre de service envers les populations vulnérables des quartiers les plus paupérisés.

Référence à la réglementation des aides d'état

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Capacités des infrastructures de garde d'enfants ou d'enseignement bénéficiant d'un soutien (personne)
Population couverte par des services de santé améliorés (personne)
Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines (m2)

Indicateurs de résultat

Taux d'équipements par pôles urbains pour 1000 habitants (%)
Valeur de référence et valeur cible à définir dans le cadre d'un plan d'action

Cadre de performance

Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines
⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 510 / Valeur cible à 2023 : 11 665

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)

Lieu de dépôt des dossiers

DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	7
	Priorité d'investissement	9.b
	Objectif spécifique	20
	Type d'action	20a

Intitulé **Réhabilitation des centres d'hébergement (CHU, CHRS et CADA)**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Proposer une offre d'hébergements et de logements de qualité et adaptée aux nouveaux besoins (dignité, intimité, autonomie) ainsi qu'aux nouvelles formes de pauvreté et de précarité qui touchent des populations marginalisées (notamment les familles monoparentales, les personnes isolées, les travailleurs migrants...). Il s'agit d'une étape majeure dans l'insertion sociale.

Constat

La Picardie a un fort taux de chômage et 15,3 % des Picards vivent sous le seuil de pauvreté (14,1 au niveau national). Cela est plus prégnant pour les familles monoparentales (34,4 % en Picardie), les personnes isolées, les familles nombreuses, les personnes immigrées et les jeunes (23, 1 % des moins de 20 ans) INSEE 2011. Cette situation est encore plus critique pour les personnes vulnérables et les communautés marginalisées. 128 000 personnes souffriraient de mal logement en Picardie (6,3 % de la population picarde contre 5,6 % au niveau national CESER, 2012) :

- 4 000 personnes seraient sans abri et vivraient en habitations mobiles ou sans abri fixe,
- 4 000 autres seraient sans domicile et accueillies en hébergement social ou en hôtel,
- 120 000 personnes, propriétaires occupants ou locataires seraient logés dans un habitat potentiellement indigne ou très dégradé.

Par « communautés marginalisées », il faut entendre populations ou groupes de personnes vulnérables confrontées à de graves problèmes de logement sur un territoire donné, ainsi qu'à une pluralité de difficultés à surmonter (dans des domaines tels que la santé, l'emploi, la formation, la scolarisation, les transports...) et dont l'inclusion dans la société nécessite un accompagnement adapté dans le cadre d'une approche intégrée (annexe à la circulaire DIACT du 16 mars 2011).

Ces communautés marginalisées, malgré une priorité d'accès donnée chaque fois que possible au logement, l'hébergement est devenu un recours systématique dans le cadre d'un parcours résidentiel. Est entendu par parcours résidentiel, le type d'hébergement et/ou logement pouvant répondre au besoin d'une personne au regard de sa situation socio-économique et de l'urgence sanitaire et sociale qui en découle. Bien qu'il existe un certain nombre de structures d'hébergement, elles sont encore pour partie obsolètes voire inadaptées, notamment vis-à-vis de certaines communautés marginalisées.

Enjeux à traiter

- Conforter l'hébergement comme premier filet de sécurité et d'accompagnement des communautés marginalisées picardes vers l'insertion et le logement.
- Améliorer la transition entre hébergement et logement.
- Faciliter l'accompagnement de la personne dans son parcours résidentiel et d'insertion.

Par ailleurs, les offres de logements qui seront soutenues s'inscriront dans une dynamique globale d'accompagnement des personnes concernées, notamment en cohérence avec les Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement

des personnes défavorisées (PDALHPD) : réinsertion sociale par l'éducation, la formation, l'emploi et l'accès aux soins, afin de garantir une intégration à long terme. Le recours à de l'habitat participatif ou à des logements solidaires intergénérationnels seront également favorisés.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 0,70 M€ Taux de cofinancement moyen 20,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Communautés marginalisés : travailleurs migrants, demandeurs d'asiles, jeunes, personnes isolées et familles monoparentales relevant de l'hébergement et du logement temporaire. Ces actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Bailleurs sociaux, associations agréés par l'Etat, CCAS.
Dépenses éligibles	Travaux de réhabilitation et restructuration immobilières, travaux de reconstruction de l'offre en cas de démolition, investissements matériels
Dépenses exclues	Etudes et honoraires maîtrise d'œuvre, travaux liés aux économies d'énergies, travaux de démolition, acquisition foncière dans le cadre de démolitions/reconstructions
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Appel à projets dans le cadre d'une démarche Investissement Territorial Intégré et appel à projets dédié. Néanmoins, les projets seront sélectionnés sur la prise en compte d'une approche globale et la qualité du service rendu, en termes d'accueil, de rapidité et de pertinence des réponses apportées à l'utilisateur.</p> <p>Les éléments suivants pourront permettre une sélection des projets au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ projet social d'accompagnement des usagers (en termes de réinsertion sociale par l'éducation, la formation et l'emploi et au travers de la santé des usagers de ces logements, afin de garantir une intégration à long terme des personnes concernées) des structures gestionnaires, ➤ analyse des besoins du public cible, adaptation des réponses proposées, ➤ équilibre de financement du fonctionnement de la structure et du partenariat mobilisé, ➤ implantation urbaine (accessibilité), ➤ amélioration de l'offre de service et l'enjeu de l'inclusion sociale, ➤ intégration de clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés, ➤ approche en coût global, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.
Exemples d'actions	Il s'agit de réaliser les transformations nécessaires afin d'éviter les solutions d'hébergement collectives fréquentes avant travaux en privilégiant autant que possible les chambres individuelles et en améliorant également l'état global et le confort des structures d'hébergement les plus dégradées, voire insalubres. Seront retenus les projets de réhabilitation et la démolition / reconstruction.
Référence à la réglementation des aides d'état	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de logements aménagés et réhabilités au titre des populations les plus désociabilisées (logement)
Indicateurs de résultat	Nombre de place aménagées au titre des populations les plus désociabilisées (place) Valeur de référence : 7 137 / Valeur cible à 2023 : 7 500
Cadre de performance	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 510 / Valeur cible à 2023 : 11 665

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	7
	Priorité d'investissement	9.b
	Objectif spécifique	20
	Type d'action	20b

Intitulé	Réhabilitation des logements temporaires (Maison relais, résidences sociale, Foyers Jeunes Travailleurs(euses) et Foyers de Travailleurs Migrants)
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Proposer une offre d'hébergements et de logements de qualité et adaptée aux nouveaux besoins (dignité, intimité, autonomie) ainsi qu'aux nouvelles formes de pauvreté et de précarité qui touchent des populations marginalisées (notamment les familles monoparentales, les personnes isolées, les travailleurs migrants...). Il s'agit d'une étape majeure dans l'insertion sociale.
-------------------------	--

Constat	<p>La Picardie a un fort taux de chômage et 15,3 % des Picards vivent sous le seuil de pauvreté (14,1 au niveau national). Cela est plus prégnant pour les familles monoparentales (34,4 % en Picardie), les personnes isolées, les familles nombreuses, les personnes immigrées et les jeunes (23, 1 % des moins de 20 ans) INSEE 2011. Cette situation est encore plus critique pour les personnes vulnérables et les communautés marginalisées. 128 000 personnes souffriraient de mal logement en Picardie (6,3 % de la population picarde contre 5,6 % au niveau national CESER, 2012) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 000 personnes seraient sans abri et vivraient en habitations mobiles ou sans abri fixe, ➤ 4 000 autres seraient sans domicile et accueillies en hébergement social ou en hôtel, ➤ 120 000 personnes, propriétaires occupants ou locataires seraient logés dans un habitat potentiellement indigne ou très dégradé. <p>Par « communautés marginalisées », il faut entendre populations ou groupes de personnes vulnérables confrontées à de graves problèmes de logement sur un territoire donné, ainsi qu'à une pluralité de difficultés à surmonter (dans des domaines tels que la santé, l'emploi, la formation, la scolarisation, les transports...) et dont l'inclusion dans la société nécessite un accompagnement adapté dans le cadre d'une approche intégrée (annexe à la circulaire DIACT du 16 mars 2011).</p> <p>Ces communautés marginalisées, malgré une priorité d'accès donnée chaque fois que possible au logement, l'hébergement est devenu un recours systématique dans le cadre d'un parcours résidentiel. Est entendu par parcours résidentiel, le type d'hébergement et/ou logement pouvant répondre au besoin d'une personne au regard de sa situation socio-économique et de l'urgence sanitaire et sociale qui en découle. Bien qu'il existe un certain nombre de structures d'hébergement, elles sont encore pour partie obsolètes voire inadaptées, notamment vis-à-vis de certaines communautés marginalisées.</p>
----------------	---

Enjeux à traiter	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conforter l'hébergement comme premier filet de sécurité et d'accompagnement des communautés marginalisées picardes vers l'insertion et le logement. ➤ Améliorer la transition entre hébergement et logement. ➤ Faciliter l'accompagnement de la personne dans son parcours résidentiel et d'insertion. <p>Par ailleurs, les offres de logements qui seront soutenues s'inscriront dans une dynamique globale d'accompagnement des personnes concernées, notamment en</p>
-------------------------	--

cohérence avec les Plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) : réinsertion sociale par l'éducation, la formation, l'emploi et l'accès aux soins, afin de garantir une intégration à long terme. Le recours à de l'habitat participatif ou à des logements solidaires intergénérationnels seront également favorisés.

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé FEDER Montant alloué à l'action 1,80 M€ Taux de cofinancement moyen 12,0% Taux plafond d'aides publiques 100%*
Groupe cible	Communautés marginalisés : travailleurs migrants, demandeurs d'asiles, jeunes, personnes isolées et familles monoparentales relevant de l'hébergement et du logement temporaire. Ces actions pourront être mobilisées dans le cadre d'un ITI urbain.
Bénéficiaires (liste non exhaustive)	Bailleurs sociaux, associations agréés par l'Etat.
Dépenses éligibles	Travaux de réhabilitation et restructuration immobilières, travaux de reconstruction de l'offre en cas de démolition, investissements matériels
Dépenses exclues	Etudes et honoraires maîtrise d'œuvre, travaux liés aux économies d'énergies, travaux de démolition, acquisition foncière dans le cadre de démolitions/reconstruction
Critères de sélection des projets	<p>Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants : Appel à projets dans le cadre d'une démarche Investissement Territorial Intégré et appel à projets dédié. Néanmoins, les projets seront sélectionnés sur la prise en compte d'une approche globale et la qualité du service rendu, en termes d'accueil, de rapidité et de pertinence des réponses apportées à l'utilisateur.</p> <p>Les éléments suivants pourront permettre une sélection des projets au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ projet social d'accompagnement des usagers (en termes de réinsertion sociale par l'éducation, la formation et l'emploi et au travers de la santé des usagers de ces logements, afin de garantir une intégration à long terme des personnes concernées) des structures gestionnaires, ➤ analyse des besoins du public cible, adaptation des réponses proposées, ➤ équilibre de financement du fonctionnement de la structure et du partenariat mobilisé, ➤ implantation urbaine (accessibilité), ➤ amélioration de l'offre de service et l'enjeu de l'inclusion sociale, ➤ intégration de clauses sociales d'insertion dans le cadre des marchés publics passés, ➤ approche en coût global, ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.
Exemples d'actions	Seront retenus : <ul style="list-style-type: none"> ➤ la réhabilitation, ➤ la démolition / reconstruction, ➤ la restructuration des foyers.
Référence à la réglementation des aides d'état	

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de logements aménagés et réhabilités au titre des populations les plus désociabilisées (logement)
Indicateurs de résultat	Nombre de place aménagées au titre des populations les plus désociabilisées (place) Valeur de référence : 7 137 / Valeur cible à 2023 : 7 500
Cadre de performance	Bâtiments publics ou commerciaux construits ou rénovés dans les zones urbaines ⇒ Valeur intermédiaire à 2018 : 510 / Valeur cible à 2023 : 11 665

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Relations avec les Territoires, de l'Aménagement et du Logement (DIRTAL)
Lieu de dépôt des dossiers	DIRTAL

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	8
	Objectif spécifique	21
	Type d'action	21a

Intitulé	Accompagnement des autorités du programme en vue d'un fonctionnement efficace du programme
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.
-------------------------	---

Constat	<p>Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit. L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexes nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, instruments financiers notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.</p> <p>Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking, ➤ une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique, ➤ une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés, ➤ un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office. <p>L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	5,70 M€ (répartis sur 21a, 21b et 22a)
Taux de cofinancement moyen	60,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible

Autorités du programme.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Autorité de gestion, autorité de certification, autorité d'audit, organismes intermédiaires.

Dépenses éligibles

Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation

Dépenses exclues

--

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- mutualisation des pratiques, des équipements et/ou des acteurs,
- qualité du processus d'évaluation,
- qualité du mode de gouvernance,
- contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.

Exemples d'actions

- Rémunération des personnels impliqués dans l'animation, le pilotage, la gestion, le contrôle, le suivi et l'évaluation du PO et coûts de fonctionnement induits.
- Recours à des prestations externes notamment pour les dépenses liées au suivi et à l'évaluation du programme.
- Actions de professionnalisation, de formation et d'information des personnels impliqués dans la mise en œuvre du programme.
- Création d'outils méthodologiques, évaluations, études, ingénierie, mises en réseau.
- Conception, exploitation de systèmes électroniques d'échanges de données complémentaires avec les outils développés au niveau national et déploiement du système Synergie.

Référence à la réglementation des aides d'état

--

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de participants formés à la préparation, gestion, suivi, contrôle (nombre)
Nombre d'équivalents temps plein dédiés à la préparation, gestion, suivi et contrôle (nombre)

Indicateurs de résultat

--

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

**Cadre de
performance**

--

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	8
	Objectif spécifique	21
	Type d'action	21b

Intitulé	Communication sur le programme et animation du partenariat régional
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.
-------------------------	---

Constat	<p>Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit. L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexes nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, instruments financiers notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.</p> <p>Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking, ➤ une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique, ➤ une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés, ➤ un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office. <p>L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière	Fonds mobilisé	FEDER
	Montant alloué à l'action	5,70 M€ (répartis sur 21a, 21b et 22a)
	Taux de cofinancement moyen	60,0%
	Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible Porteurs de projets picards, grand public.

Bénéficiaires
(liste non exhaustive) Autorité de gestion, organismes intermédiaires, autres partenaires via appels à candidatures.

Dépenses éligibles Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- mutualisation des pratiques, des équipements et/ou des acteurs,
- qualité du processus d'évaluation,
- qualité du mode de gouvernance,
- contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.

Exemples d'actions

- mise en œuvre du plan de communication (notamment des actions d'animation spécifiques visant à favoriser la mise en œuvre du programme et l'émergence de projets en faisant connaître les opportunités de cofinancement aux bénéficiaires potentiels).
- Construction et alimentation du nouveau site Europe en Picardie.
- Réunions d'information, actions de sensibilisation.
- Kits publicité, valorisation des projets financés, démarches de dématérialisation.

Référence à la réglementation des aides d'état

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de participants formés à la préparation, gestion, suivi, contrôle (nombre)
	Nombre d'équivalents temps plein dédiés à la préparation, gestion, suivi et contrôle (nombre)

Indicateurs de résultat

Cadre de performance

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	8
	Objectif spécifique	22
	Type d'action	22a

Intitulé **Accompagnement des démarches territoriales intégrées**

JUSTIFICATION

Résultat attendu Appropriation accrue du programme opérationnel par les territoires picards, en particulier les candidats à une démarche intégrée pour lesquels cette approche est nouvelle.

Constat La volonté de favoriser des démarches territoriales intégrées dans le cadre de ce programme doit impérativement être assortie d'un appui aux territoires concernés. Il s'agit par conséquent d'accompagner les candidats à un ITI :

- à la fois en amont lors de la définition d'une stratégie intégrée et de la mise en place d'une gouvernance à l'échelle de ce territoire (mise en place d'un chef de filat, définition des modalités de concertation, comités de pilotage, appui à l'élaboration de la stratégie intégrée, accompagnement pour la réponse aux appels à candidatures, etc.) ;
- et en aval dans le montage et portage des projets s'inscrivant dans cette démarche (ingénierie de projets). Professionnaliser et aider à la structuration des porteurs de projets européens que sont les territoires participe également de la réduction de la charge administrative des bénéficiaires, et de l'implication du partenariat régional.

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FEDER
Montant alloué à l'action	5,70 M€ (répartis sur 21a, 21b et 22a)
Taux de cofinancement moyen	60,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible Territoires picards, territoires spécifiques.

Ce type d'action est destiné aux territoires souhaitant s'intégrer dans une démarche intégrée (ITI).

Bénéficiaires
(liste non exhaustive) Collectivités territoriales, EPCI, autres acteurs publics ou privés porteurs d'une démarche intégrée dans le cadre du PO.

Dépenses éligibles Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- mutualisation des pratiques, des équipements et/ou des acteurs,
- qualité du processus d'évaluation,
- qualité du mode de gouvernance,

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.
Exemples d'actions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rémunération des personnels impliqués dans l'animation et la mise en œuvre des ITI. ➤ Recours à des prestations externes notamment pour la mise en place de la gouvernance. ➤ Actions de professionnalisation, de formation et d'information des personnels impliqués dans la mise en œuvre des ITI.
Référence à la réglementation des aides d'état	

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation	Nombre de réunions physiques d'animation, de pilotage, de suivi et de programmation spécifique à l'ITI (nombre)
Indicateurs de résultat	
Cadre de performance	

INTERLOCUTEURS

Service instructeur	Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes
Lieu de dépôt des dossiers	DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	9
	Objectif spécifique	23
	Type d'action	23a

Intitulé	Accompagnement des autorités du programme en vue d'un fonctionnement efficace du programme
-----------------	---

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.
-------------------------	---

Constat	<p>Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit. L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexes nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, instruments financiers notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.</p> <p>Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking, ➤ une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique, ➤ une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés, ➤ un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office. <p>L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FSE
Montant alloué à l'action	2,51 M€ (répartis sur 23a et 23b)
Taux de cofinancement moyen	60,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible

Bénéficiaires
(liste non exhaustive)

Dépenses éligibles

Dépenses exclues

Critères de sélection des projets

Exemples d'actions

Référence à la réglementation des aides d'état

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Indicateurs de résultat

Cadre de performance

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DAE

Fiche action / opération
Programme opérationnel FEDER / FSE 2014-2020

PRESENTATION

Codification PO	Axe prioritaire	9
	Objectif spécifique	23
	Type d'action	23b

Intitulé	Communication sur le programme et animation du partenariat régional
-----------------	--

JUSTIFICATION

Résultat attendu	Pilotage et un appui efficace à la mise en œuvre du programme opérationnel.
-------------------------	---

Constat	<p>Conformément à l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 les Fonds ESI peuvent soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit. L'expérience de la Région Picardie en tant qu'organisme intermédiaire au titre de la programmation 2007-2013 a permis une mise en exergue de points forts et de difficultés en matière de gestion, soulignés notamment par l'évaluation à mi-parcours du PO rencontrés aussi bien par les services gestionnaires que par les bénéficiaires. Les principaux obstacles avaient trait au montage des dossiers de plus en plus complexes nécessitant une expertise juridique et financière accrue (aides d'état, instruments financiers notamment), des modalités de justification de la dépense évoluant en cours de programmation, des exigences à la hausse en matière de vérification de la commande publique.</p> <p>Des enseignements en vue d'organiser au mieux la programmation 2014-2020 ont ainsi pu être tirés et les principaux enjeux sont donc notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ une montée en compétence des services non gestionnaires sur la période précédente et une professionnalisation continue des services déjà impliqués dans la gestion 2007/2013 ; la formation en est une clé essentielle, ainsi que les échanges d'expériences et de bonnes pratiques et le networking, ➤ une large diffusion auprès des territoires, mais aussi sur une amélioration de la lisibilité de l'intervention européenne, ce qui passe par une communication adaptée qui utilise tous les vecteurs mais aussi les potentialités du numérique, ➤ une présence plus étroite auprès des porteurs de projets grâce à des moyens technologiques et humains adaptés, ➤ un pilotage serré du programme par un système de suivi, de gestion et de contrôle performant et efficace notamment au regard du cadre de performance et des exercices de dégagement d'office. <p>L'objectif recherché par la mobilisation de crédits dédiés à l'assistance technique du programme est d'assurer d'une part une gestion conforme aux exigences réglementaires et d'autre part une consommation optimale des crédits dans le respect des objectifs fixés par le PO FEDER/FSE 2014-2020 Picardie, tout en garantissant la plus grande lisibilité de ces interventions. Ce dernier point est en effet primordial. L'enjeu est non seulement de fournir aux porteurs de projets picards une information facilitée et harmonisée sur les possibilités de financements européens et les exigences européennes mais également de faire connaître au plus grand nombre de Picards les actions financées par le PO et valoriser leur impact sur le développement de la région. Les actions lancées via l'assistance technique s'articulent avec celles identifiées dans le cadre de la stratégie nationale d'assistance technique inter fonds (SNATI) et mises en œuvre notamment à travers le programme national d'assistance technique inter fonds Europ'act 2014-2020. L'Autorité de Gestion envisage de déployer 40 ETP au total pour la gestion du FEDER, du FSE et du FEADER (dont 35 pour FEDER/FSE), ce qui va impliquer de créer 24 postes budgétaires supplémentaires au sein de la collectivité.</p>
----------------	--

Enjeux à traiter

--

CARACTERISTIQUES

Maquette financière

Fonds mobilisé	FSE
Montant alloué à l'action	2,51 M€ (répartis sur 23a et 23b)
Taux de cofinancement moyen	60,0%
Taux plafond d'aides publiques	100%*

Groupe cible

Porteurs de projets picards, grand public.

Bénéficiaires

(liste non exhaustive)

Autorité de gestion, organismes intermédiaires, autres partenaires via appels à candidatures.

Dépenses éligibles

Frais de personnel, frais de structure, études, frais d'animation-ingénierie, conseil-formation, investissements matériels

Dépenses exclues

--

Critères de sélection des projets

Les opérations seront notamment sélectionnées au regard des critères suivants :

- mutualisation des pratiques, des équipements et/ou des acteurs,
- qualité du processus d'évaluation,
- qualité du mode de gouvernance,
- contribution aux principes horizontaux d'égalité des chances et de non-discrimination, d'égalité entre les hommes et les femmes, et de développement durable.

Exemples d'actions

- mise en œuvre du plan de communication (notamment des actions d'animation spécifiques visant à favoriser la mise en œuvre du programme et l'émergence de projets en faisant connaître les opportunités de cofinancement aux bénéficiaires potentiels).
- Construction et alimentation du nouveau site Europe en Picardie.
- Réunions d'information, actions de sensibilisation.
- Kits publicité, valorisation des projets financés, démarches de dématérialisation.

Référence à la réglementation des aides d'état

--

INDICATEURS

Indicateurs de réalisation

Nombre de participants formés à la préparation, gestion, suivi, contrôle (nombre)
Nombre d'équivalents temps plein dédiés à la préparation, gestion, suivi et contrôle (nombre)

Indicateurs de résultat

--

Cadre de performance

--

INTERLOCUTEURS

Service instructeur

Conseil régional de Picardie : Direction des Affaires Européennes

* Dans le respect de la réglementation relative aux aides d'état.

**Lieu de dépôt des
dossiers**

DAE